

# LE DOCUMENT DE LA SEMAINE

PUBLIÉ PAR LES SERVICES AMÉRICAINS D'INFORMATION, SECTION DE PRESSE

12, Rue d'Aguesseau (VIII<sup>e</sup>)

PARIS

Téléphone : ANJou 55-98

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

## U. N. E. S. C. O.

SOMMAIRE. — *La dénomination de l'Organisation. Le Préambule. Texte du préambule. Les Buts et les fonctions de l'U.N.E.S.C.O. Les membres de l'Organisation. Les organes de l'U.N.E.S.C.O. Paris siège de l'U.N.E.S.C.O.*

*Peu à peu les organismes internationaux qui doivent, dans le monde d'après guerre, s'efforcer de favoriser la compréhension entre les nations, commencent à exercer leur activité. L'U.N.E.S.C.O. (United Nations Educational Scientific and Cultural Organization) a, en ce domaine, un rôle particulièrement important à remplir. Son organisation, ses buts et ses fonctions ont été précisés à la Conférence qui s'est tenue à Londres en novembre 1945. Dans le présent « Document », nous essayons, d'après les résultats de cette conférence, de montrer ce qu'est l'U.N.E.S.C.O.*

### La dénomination de l'Organisation.

La question d'une dénomination appropriée a, dès le début, présenté des difficultés. Il n'existe pas de terme unique qui dans toutes les langues puisse définir le champ d'activité de l'Organisation. « Intellectuel » possède un sens en français et un sens tout différent en anglais. « Culturel » n'est pas un mot facile à manier dans les deux langues. En outre, les problèmes de langue anglaise sont aggravés par l'usage différent des termes qu'en font les Américains; les difficultés en sont donc accrues d'autant.

La solution adoptée finalement fut, par la force des choses, une liste d'adjectifs plutôt qu'un qualificatif unique. Sur la demande de la délégation américaine, le mot « science » fut ajouté à « éducation et culture »; la raison principale pour laquelle on ajouta ce mot réside dans le fait que l'on voulut mettre en évidence le rôle primordial de la science dans l'établissement des conditions indispensables à la paix. De plus, le mot

« culture » n'englobe pas d'ordinaire la science comme il le fait pour les arts; en outre, la culture peut être comprise comme englobant le journalisme et la radio.

Personne cependant ne fut satisfait du titre auquel on aboutit. Un désavantage incontestable de cette dénomination est que l'on risquait de ne pas comprendre sa signification réelle — c'est-à-dire, que l'on risquait de voir limiter le domaine d'activité de l'Organisation en se référant aux précisions données par le titre. La délégation américaine désirait que la Conférence de Londres établît clairement que l'Organisation n'agira pas seulement dans les domaines d'activité prévus par son titre, mais dans les champs d'activité utiles au développement de la compréhension internationale, y compris celui des transmissions par presse, radio et cinéma, l'échange de publications, l'accès aux résultats de la recherche universitaire et scientifique, la coopération dans le progrès des connaissances et tout autre procédé et méthode visant à développer le sens de la communauté.

### Le préambule.

La Conférence de Londres a attaché une importance considérable au préambule. On considérait en général, qu'une nouvelle Organisation internationale entreprenant un travail, sans précédent auquel elle puisse se référer, devait proclamer les raisons de son existence et les principes dont elle s'inspire. La première commission technique, qui eut comme tâche d'élaborer un projet de préambule, consacra un certain nombre de réunions à l'exposé des points de vue de ses membres sur ces deux points. Par la

suite, un sous-comité fut désigné pour réaliser l'élaboration du projet. Il comprenait des représentants de la France, des Indes, du Mexique, de la Pologne, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis.

Le Comité d'élaboration disposait, lorsqu'il entreprit sa tâche, de l'opinion des différents membres de la première commission, d'un projet de préambule élaboré par la Conférence des Ministres alliés de l'Education et d'un projet de préambule proposé par le gouvernement français. De plus, il pouvait connaître les critiques adressées à ces premiers projets — particulièrement à celui préparé par les ministres alliés de l'Education — critiques exprimées soit par des individus soit par des groupes et dont les textes circulaient bien avant la Conférence de Londres. Enfin, les présidents des différentes délégations, dans les discours qu'ils devaient prononcer lors des premières réunions plénières de la Conférence, ainsi que le premier ministre de Grande-Bretagne et la présidente de la Conférence, Miss Wilkinson, avaient exposé un ensemble d'idées dont certaines présentaient une grande importance dans la question de l'exposé des motifs et des principes à l'origine de la création de l'U.N.E.S.C.O.

La plus importante contribution avait été sans conteste celle du Premier Ministre, M. Attlee, dont le discours lors de la cession d'ouverture de la Conférence avait mis l'accent sur l'importance primordiale de la tâche visant à favoriser la compréhension entre les nations dans le monde moderne, et l'utilité dans cette tâche, des moyens modernes de communication — presse, radio et cinéma. M. Attlee avait notamment déclaré : « Les guerres naissent dans l'esprit des hommes. Et nous allons vivre dans un monde démocratique où l'esprit de l'homme ordinaire sera d'une très grande importance. Nous avons laissé derrière nous l'époque où les rois et leurs hommes d'Etat pouvaient déclarer la guerre à volonté sans tenir compte des sentiments de leurs sujets et nous n'avons pas de preuve que la démocratie par elle-même constitue une protection contre la volonté de faire la guerre. Aujourd'hui les différents peuples ne comprennent pas leur Histoire respective, leur mode de vie, leur manière de penser. Mieux ils se comprendront, plus ils se rendront compte de ce qu'ils ont en commun, pourquoi et comment ils diffèrent et moins ils seront enclins à prendre les armes les uns contre les autres. « Connais-toi toi-même », disait le vieux proverbe. « Connais ton voisin », disons-nous aujourd'hui. Et le monde entier est notre voisin. »

Par la suite, le chef de la délégation française, M. Léon Blum, avait développé le même thème, se référant à la déclaration présentée par la délégation française à la Conférence de San-Francisco, qui précisait que « la paix entre les nations, si elle doit être juste et durable, doit être basée sur une connaissance et une compréhension réciproques ».

Le chef de la délégation américaine avait insisté sur l'objectif visant à la compréhension entre les nations, objectif qu'il considérait comme la raison fondamentale de l'existence de cette Organisation.

Les discussions qui eurent lieu à la première commission développèrent ces considérations générales et révélèrent un intérêt particulier en faveur d'une déclaration sur l'attitude de la nouvelle Organisation en face de la guerre et des problèmes qui ont

été à l'origine des hostilités. Le délégué de la Yougoslavie parla de la nécessité de proclamer les idéaux démocratiques qui avaient été méprisés et attaqués par les puissances de l'Axe. Le représentant de la Pologne demanda que le préambule manifestât un certain sens de la responsabilité que l'on pouvait avoir à l'égard des enfants de Pologne et de Russie, du corps enseignant de Norvège, des martyrs du maquis et des mineurs de L'dice.

Le texte préparé par la Commission d'élaboration du projet de préambule, a reflété ces différentes observations et ces points de vue parfois divergents. Il a affirmé le devoir qu'ont toutes les nations de collaborer dans la diffusion des connaissances et dans l'éducation de l'humanité pour assurer une paix basée sur la solidarité intellectuelle et morale de la race humaine.

#### Texte du préambule.

*Les gouvernements des Etats signataires de cet acte constitutif déclarent au nom des peuples qu'ils représentent :*

*Que, puisque les guerres naissent dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut construire les défenses de la paix ;*

*Que l'ignorance dans laquelle se trouvent les peuples de leurs modes de vie respectifs a été, dans l'histoire de l'humanité, une cause courante de méfiance et de soupçon entre eux, qui, bien souvent, a conduit à la guerre ;*

*Que la grande et terrible guerre qui vient de se terminer fut rendue possible par la négation des principes démocratiques de la dignité, de l'égalité et du respect mutuel des hommes, et par la diffusion à leur place, par l'ignorance et le préjugé, d'une doctrine fondée sur l'inégalité des hommes et des races ;*

*Que la large diffusion de la culture et l'éducation de l'humanité pour la justice, la liberté et la paix, sont indispensables à la dignité de l'homme et constituent un devoir sacré que toutes les nations doivent remplir dans un esprit d'assistance et d'intérêt mutuel ;*

*Qu'une paix fondée exclusivement sur des accords politiques et économiques entre les gouvernements, ne pourrait recevoir l'appui unanime, durable, et sincère des peuples du monde, et que la paix, par conséquent, doit, pour ne pas échouer, être basée sur la solidarité intellectuelle et morale de la race humaine.*

*Pour ces raisons,*

*Les Etats signataires de cet acte constitutif croyant à l'égalité des chances d'instruction pour tous, à la poursuite sans restriction de la vérité objective et au libre échange des idées et des connaissances, sont d'accord pour et sont déterminés à développer et accroître, les moyens de communication entre les peuples et utiliser ces moyens afin d'arriver à une compréhension mutuelle et à une connaissance plus exacte des modes de vie de chaque peuple.*

*En conséquence,*

*Ils créent l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, dans le but d'atteindre, par les relations entre les différents peuples du monde dans le domaine de l'éducation, de la science et de culture, les buts de paix internationale et de bien-être du genre humain pour lesquels fut*

*crée l'Organisation des Nations Unies et que proclame la Charte de l'O.N.U.*

### Les buts et les fonctions de l'U.N.E.S.C.O.

Le fait que l'acte constitutif de l'U.N.E.S.C.O. empiète sur un nouveau domaine, apparaît clairement dans le premier article qui proclame les buts de l'Organisation et définit les fonctions qu'elle doit exercer. Pour une génération qui n'aura pas su ce qu'était la guerre contre le fascisme, la déclaration des buts du premier paragraphe de l'article I, pourrait paraître un ensemble inutile de références à la paix et à la sécurité, à la justice, aux libertés fondamentales et à la règle de droit. Pour notre génération, le lien entre l'éducation, la science et la culture, d'une part, et la paix, la justice, la loi et les droits humains d'autre part, est un lien logique et direct qui doit être proclamé.

Le texte de ce premier paragraphe est le suivant :

*Le but de l'Organisation est de contribuer à la paix et à la sécurité en assurant la collaboration entre les nations par l'éducation, la science et la culture, afin de développer le respect universel de la justice, de la règle de droit, des droits humains et des libertés fondamentales que la Charte des Nations Unies a proclamés au nom de tous les peuples du monde sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.*

Les représentants des différents pays à la Conférence de Londres se sont rendu compte qu'ils se réunissaient au cours de l'une des grandes crises de l'Histoire et que cette crise possédait un caractère essentiellement intellectuel et moral. L'intention des membres de la Conférence était de mettre au point une déclaration des buts et des fonctions de l'Organisation par laquelle cette crise serait clairement reconnue et indiqués les moyens de collaboration intellectuelle entre les nations.

En raison du lien étroit entre le préambule et l'article I, la Première Commission adopta la même procédure pour celui-ci : c'est-à-dire que le travail d'élaboration fut affecté à la Commission qui avait préparé le préambule et celle-ci consacra ses séances à un débat très général sur les considérations que l'article devrait exposer.

La Commission disposait de la proposition soumise par la Conférence des ministres alliés de l'Education et de la proposition française en faveur d'un statut pour une Organisation des Nations Unies pour la coopération intellectuelle. Ces deux propositions différaient non seulement au point de vue du contenu mais au point de vue du plan, la proposition française groupant les déclarations des buts et des fonctions en un seul article, tandis que la Conférence des ministres alliés les séparait. Sur l'initiative de la délégation des Etats-Unis, la Commission décida de suivre l'idée de la délégation française à ce dernier point de vue. Buts et fonctions furent donc groupés.

Au point de vue du contenu de l'article, la proposition la plus fréquemment répétée fut que la nouvelle Organisation devrait avoir comme but principal la compréhension réciproque entre les peuples; elle devrait atteindre cet objectif par tous les moyens à sa disposition. Tout d'abord, par les procédés de communication modernes et tous les procédés de diffusion des connaissances et des travaux artistiques; en second lieu, pénétration

plus profonde mais plus lente, elle devrait collaborer avec les pays membres dans leurs efforts en vue de faire progresser l'éducation de l'humanité vers la justice, la liberté et la paix; troisièmement, elle devrait se servir de toutes les ressources de la science et de tous les progrès dans le domaine de la connaissance, l'influence exercée par là étant plus longue à se faire sentir, mais encore plus profonde.

Le caractère des discussions qui eurent lieu à la Première Commission apparaît par les commentaires formulés sur les possibilités de travail dans le domaine de l'éducation. L'égalité des chances fut un thème courant. Les délégués de la Pologne, du Mexique et de la Tchécoslovaquie, insistèrent sur les effets néfastes de la discrimination en matière d'éducation. Le délégué de la Chine affirma le droit de tout individu à développer au mieux ses aptitudes.

Sur la base du débat qui se tint à la Première Commission, le Comité d'élaboration du projet prépara un texte pour le premier article qui fut approuvé en substance par la Commission mais retourné au Comité pour être rédigé de façon plus brève. Par la suite, la nouvelle formule fut adoptée par la Commission et approuvée en session plénière par la Conférence. On arriva en définitive à la rédaction suivante pour la définition des fonctions de l'Organisation :

*Pour atteindre ce but, l'Organisation :*

- a) *Collaborera à la tâche consistant à développer les connaissances et la compréhension réciproque entre les peuples, par l'intermédiaire des moyens de communication modernes et, à cette fin, recommandera tels accords internationaux qui pourraient s'avérer nécessaires pour le libre échange des idées par la parole et l'image.*
- b) *Donnera une nouvelle impulsion à l'éducation populaire et à la diffusion de la culture :*  
*En collaborant avec les pays membres, sur leur demande, pour le développement des activités dans le domaine de l'éducation;*  
*En assurant la collaboration entre les pays pour faire progresser l'idée d'égalité des chances sans considération de race, de sexe, ou autres distinctions économiques ou sociales ;*  
*En proposant des méthodes d'éducation adaptées au mieux afin de préparer les enfants à vivre dans un monde où ils prendraient en charge les responsabilités qu'entraîne la liberté.*  
*En assurant la protection de l'héritage mondial de livres, d'œuvres d'art, de monuments historiques et de trésors scientifiques et en recommandant aux pays intéressés de conclure les accords nécessaires;*
- c) *Maintiendra, accroîtra et diffusera les connaissances :*  
*En encourageant la coopération entre les nations dans toutes les branches de l'activité intellectuelle y compris l'échange entre les nations de personnes compétentes dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture, et l'échange de publications, d'objets présentant un intérêt artistique et scientifique et d'autres moyens d'information;*  
*En prenant l'initiative d'appliquer des méthodes en vue*

*d'une coopération internationale visant à donner aux peuples de tous les pays libre accès au matériel imprimé et publié par l'un quelconque d'entre eux.*

\*  
\*\*

Bien que l'Organisation ne dispose d'aucun pouvoir de coercition et n'ait pas le droit de légiférer au nom des pays membres, la Conférence a jugé souhaitable de supprimer tous doutes éventuels en proclamant (paragraphe 3 de l'art. 1), l'interdiction de toute intervention dans des questions qui tombent essentiellement sous la juridiction intérieure des Etats membres. Les Etats qui adhèrent à l'U.N.E.S.C.O. sont déjà liés par la Charte des Nations Unies qui, par une clause semblable, protège leurs droits propres contre toute intervention extérieure, mais en même temps proclame que le maintien de la paix et de la sécurité ne constitue pas une question dépendant de la juridiction intérieure d'un Etat. Ainsi, si un membre de l'U.N.E.S.C.O. se sert des procédés utilisables dans le domaine de l'éducation et de la culture, de telle façon qu'il mette la paix en danger, il court le risque de se voir soumis à une enquête et, si le problème se révèle grave, il peut avoir à répondre de sa conduite devant le Conseil de Sécurité de l'O.N.U. Cependant, dans le cours normal des événements, aucun Etat membre n'aura à craindre que l'U. N. E. S. C. O. essaye de régler sa vie culturelle ou son système d'éducation. Les recommandations votées par la Conférence générale, relatives aux activités de coopération ou à la politique à suivre dans le domaine de l'éducation et de la culture, ne constituent pas une « intervention » car chaque Etat, décide, par lui-même, du sort de ces recommandations.

### Les membres de l'Organisation.

La question de savoir quels Etats pourraient adhérer à l'U.N.E.S.C.O. a fait l'objet de peu de discussions. Le principal point étudié consistait dans l'octroi du droit d'adhésion aux Etats uniquement ou au contraire dans la possibilité d'admettre aussi les organisations internationales non gouvernementales. Après un examen attentif, il fut décidé que seuls les Etats pourraient faire partie de l'Organisation.

La proposition d'après laquelle les organisations internationales non gouvernementales auraient eu le droit d'adhérer à l'U.N.E.S.C.O., en disposant d'une voix à la Conférence et en étant représentées au bureau exécutif, fut soumise par la délégation française. L'argument principal en faveur de cette suggestion fut que le caractère international de telles associations et la large vision des choses que possèdent leurs dirigeants aideraient à lutter contre les tendances nationalistes dans un organisme composé uniquement de représentants de différentes nations. Il fut aussi remarqué que, puisque les associations mondiales exerçaient leurs activités dans de très nombreux pays, leurs influences pourraient renforcer les plans de l'U.N.E.S.C.O.

La proposition française ne fut pas très appuyée soit sous sa forme originale, soit sous les versions successives que l'on essaya de mettre au point pour instituer un droit conditionnel de participation pour les groupements internationaux non gouvernementaux

exerçant leurs activités dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture. Les autres délégations se rendaient compte que la difficulté de choisir les associations qui seraient ainsi représentées à l'U.N.E.S.C.O. supprimerait tous les avantages attendus de leur admission.

De plus, on remarqua que les groupements ainsi constitués ne sont pas des organismes responsables à la fois devant leur peuple et devant les autres gouvernements; il serait donc facile de la part de telles associations de préconiser des mesures que les gouvernements ne pourraient ou ne voudraient pas appliquer — d'où échec et perte de temps. Mais les délégations furent toutes d'accord sur la valeur de la coopération avec les organisations non gouvernementales par l'intermédiaire de commissions créées dans ce but, par l'envoi d'observateurs aux différentes réunions, par l'échange de publications et autres accords de ce genre. C'est pourquoi, alors que la proposition en faveur de l'adhésion des associations internationales à l'U.N.E.S.C.O. fut rejetée, les accords pour une étroite coopération avec ces associations firent l'objet d'un examen attentif.

Avant la Conférence, et aux Etats-Unis en particulier, fut débattue la question de savoir si les premiers membres de la nouvelle Organisation ne pourraient être que les Nations Unies. D'un côté, on soulignait que l'U.N.E.S.C.O. devait être ouverte à l'adhésion de toutes les nations à l'exception des anciens pays ennemis et que ceux-ci eux-mêmes pourraient être admis plus tard. Le principal argument en faveur d'une telle position consistait dans le fait que le but fondamental de l'Organisation était de favoriser la volonté de paix entre toutes les nations. Le point de vue d'après lequel l'adhésion devait être limitée aux seules Nations Unies, était basé sur la thèse d'après laquelle les peuples qui, ensemble, avaient résisté à l'annihilation intellectuelle ainsi qu'à la puissance militaire de l'Axe pourraient travailler ensemble avec plus de zèle et d'efficacité, afin d'établir les bases intellectuelles d'une paix durable.

Les membres de la Conférence de Londres furent d'accord pour que seules les Nations Unies aient le droit, à l'origine, d'adhérer à l'U.N.E.S.C.O. Ils manifestèrent le désir de voir cet organisme faire partie intégrante du système des Nations Unies et y jouer un rôle important; c'est pourquoi, les règles d'adhésion fixées par la Charte des Nations Unies apparurent applicables à l'U.N.E.S.C.O. Il s'ensuit que les membres des Nations Unies pourraient automatiquement faire partie de la nouvelle Organisation.

Mais des dispositions sont aussi prises pour l'adhésion à l'U.N.E.S.C.O. d'Etats ne faisant pas partie de l'O.N.U. L'acte constitutif précise que de tels Etats pourront être admis sur la recommandation du Bureau exécutif par un vote de la Conférence générale à la majorité des deux tiers. Presque toutes les délégations qui assistèrent à la Conférence de Londres, avaient la conviction que l'U.N.E.S.C.O. engloberait le plus grand nombre de pays possible et qu'aucune nation n'en serait exclue, sauf pour des raisons de la plus grande importance touchant à l'intégrité et à la puissance du monde organisé.

On se rendit compte qu'un des meilleurs moyens de renforcer l'O.N.U. serait de favoriser la coopération entre toutes les nations, qu'elles soient membres ou non de cette Organisation,

par la poursuite des idéaux de paix, de progrès et d'unité, qui sont à la base de l'U.N.E.S.C.O. Certaines nations, pour des raisons de circonstances, n'ont pas encore été admises à l'O.N.U. mais partagent les espoirs qu'a fait naître l'U.N.E.S.C.O. et pourront, par leur admission, y jouer un grand rôle. C'est pourquoi il devrait être possible de les admettre par une action mûrement réfléchie, lorsqu'on s'apercevra que leur participation leur permettra d'apporter une utile contribution aux buts fondamentaux des Nations Unies. Certaines nations, anciennement neutres, pourraient être rapidement admises d'après cette procédure. Les Etats anciennement ennemis auront probablement à fournir la preuve d'une sincère transformation avant de pouvoir être considérés comme susceptibles d'adhérer à l'U.N.E.S.C.O.

L'acte constitutif de l'U.N.E.S.C.O., de même que la Charte des Nations Unies, est muet sur le sujet du départ d'un membre de l'Organisation. Les propositions soumises à la Conférence de Londres prévoyaient qu'un Etat membre pourrait se retirer à condition d'avertir l'organisme en bonne et due forme et de remplir toutes les obligations financières qui lui incombent. A la demande de la délégation anglaise, appuyée par la Chine, cette disposition fut supprimée dans l'élaboration du texte définitif. Le point de vue britannique était que le droit de se retirer ne pouvait être ôté à aucun Etat sauf par utilisation de la force et que toute tentative de la part de l'Organisation de vouloir mettre en vigueur une procédure spéciale aboutirait à un échec. Les délégations chinoise, mexicaine et française attirèrent l'attention sur l'absence de la Charte des Nations Unies, de de toute disposition relative au retrait d'un Etat membre. Elles soutinrent que l'U.N.E.S.C.O., destinée à être l'un des organismes spécialisés de l'O.N.U., devrait se conformer aux dispositions fondamentales de la Charte. En préconisant la suppression de toute allusion au sujet du retrait d'un pays dans l'acte constitutif, les délégués manifestèrent clairement que l'U.N.E.S.C.O. n'était pas indifférente à ce problème et que le retrait de n'importe quel membre serait à déplorer. Cependant, ils se rendaient compte que la force d'adhésion ne résiderait pas dans le caractère obligatoire de cette adhésion, mais plutôt dans la valeur même de l'organisation et l'efficacité de son programme.

Un membre de l'U.N.E.S.C.O. qui se serait vu suspendre par l'O.N.U. l'exercice de ses droits et privilèges, pourrait être suspendu par l'U.N.E.S.C.O. si l'O.N.U. en fait la demande. Un membre qui aurait été expulsé de l'O.N.U. est automatiquement expulsé de l'U.N.E.S.C.O.

### Les organes de l'U.N.E.S.C.O.

Ce sont la Conférence générale, le Bureau exécutif et le Secrétariat.

Un des plus importants problèmes discutés à Londres fut celui de la composition et de la nature des pouvoirs et des fonctions de la Conférence générale qui doit présider aux destinées de l'U.N.E.S.C.O. Les dispositions qui furent finalement adoptées donnent à l'U.N.E.S.C.O. un organe central où seront représentés des Etats membres de l'Organisation et les diffé-

rentes forces au travail dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture.

Dans les premières discussions sur la forme de la Conférence générale, deux conceptions s'opposèrent. Certains délégués soutinrent que les Etats ainsi que les organisations internationales spécialisées dans l'éducation, la science ou la culture devraient faire partie de la Conférence générale. D'autres délégués affirmèrent qu'en tant qu'organisme spécialisé dans le cadre général des Nations Unies, le corps délibératif ne devait comprendre que des Etats. Ce second point de vue domina.

La Conférence générale constitue l'organisme central de l'U.N.E.S.C.O.; elle fixe la politique à suivre, réunit les conférences internationales, soumet les propositions aux Etats membres, élit les membres du Bureau exécutif, désigne le directeur général, reçoit et examine les rapports soumis par les Etats membres et donne à l'Organisation des Nations Unies, des conseils sur les problèmes entrant dans sa compétence.

Les rapports de l'U.N.E.S.C.O. aux Etats membres ne lient évidemment pas ces derniers. Cependant, ils doivent de leur part faire l'objet d'un examen attentif. La compétence des hommes et des femmes qui composent les délégations nationales à la Conférence générale, sera sans aucun doute d'une certaine aide à l'intérieur des nations membres en faveur des recommandations de l'Organisation.

Une discussion très importante porta sur la nécessité d'établir un quorum. Comme l'efficacité de la tâche remplie par l'U.N.E.S.C.O. repose sur le libre échange d'opinions entre ses membres, l'absence d'un ou de plusieurs d'entre eux lors des discussions serait malheureuse. On ne pensa pas, cependant, que la nécessité d'un quorum contraindrait les membres à assister aux sessions, et l'on craignait, dans une certaine mesure, que l'on abusât d'une telle nécessité. Il fut décidé de ne pas faire allusion à une telle mesure et de se baser au contraire sur l'intérêt soulevé par les travaux de l'Organisation.

Le siège de l'Organisation est fixé à Paris par une résolution de la Conférence de Londres, mais les réunions annuelles de la Conférence générale pourront avoir lieu dans des endroits qui changeront d'année en année. Cette proposition fut formulée par la délégation des Etats-Unis afin de mettre l'accent sur le caractère international de l'organisation.

Toutes les réunions de la Conférence sont ouvertes au public tout en tenant compte des procédures à établir en temps voulu.

Le Bureau exécutif a été conçu comme l'agent de la Conférence générale, chargé de mettre en vigueur les programmes qu'elle aura établis. C'est pourquoi ses membres agiront en tant que représentants de la Conférence plutôt que comme représentants de leurs gouvernements respectifs. Ils représentent la Conférence; ils représentent aussi les arts, les humanités, les sciences, l'éducation et la diffusion des idées. Ils sont élus par la Conférence en raison de leur compétence dans un domaine de la connaissance et de leurs qualifications pour remplir les tâches administratives et exécutives du Bureau.

Le nombre des membres du Bureau exécutif fit l'objet d'une brève discussion. On fut d'accord pour admettre que dix-huit était un chiffre satisfaisant et que le président de la Conférence

générale assisterait aux séances à titre consultatif. Un tiers du Bureau serait élu chaque année. La durée du service fut limitée à deux mandats successifs de trois ans chacun, afin d'éviter un service continu par trop long et d'encourager la représentation la plus large des différentes cultures, et la répartition géographique la plus étendue. Le Bureau exécutif doit se réunir au moins deux fois par an. Il peut, parmi ses propres membres, élire ses dirigeants. Il fixe lui-même ses règles de procédure soumises à l'approbation de la Conférence.

Le secrétariat apparaît d'une grande importance car une grande partie de la vitalité et de l'efficacité d'un organisme international dépend de son secrétariat. Le directeur général est le chef administratif de l'Organisation. Le rôle du directeur général est clairement reconnu par la disposition d'après laquelle il aura à préparer le rapport annuel de l'Organisation qui sera soumis au Bureau exécutif et à la Conférence, et celle qui prévoit qu'il pourra assister ou participer à toutes les réunions de la Conférence, du bureau et des commissions de l'Organisation.

#### Paris, siège de l'U.N.E.S.C.O.

On a vu que l'une des résolutions adoptées à la Conférence de Londres, prévoyait que Paris serait le siège de l'U.N.E.S.C.O. Par les applaudissements chaleureux qui ont accueilli cette décision, les délégués rendirent hommage au rôle prédominant joué par la France depuis des siècles dans le domaine intellectuel et culturel et exprimèrent leur foi dans l'avenir de la France, comme pilier de la liberté de pensée et du progrès de la culture. C'était aussi un hommage au pays qui, pendant l'entre-deux-guerres, fut presque seul à soutenir l'*Institut International de Coopération intellectuelle*. Il avait été déjà précisé que l'acceptation de l'invitation française n'impliquait aucune action éventuelle relative à cet Institut ni aucune idée préconçue sur la nationalité des responsables. D'après les délégués de la Conférence, l'U.N.E.S.C.O., siégeant à Paris, aurait un large champ d'activité et un caractère totalement international. Il n'est pas impossible que l'on établisse en outre des centres régionaux de l'U.N.E.S.C.O. dans différentes parties du monde.

GENERAL CONFERENCE OF THE  
UNITED NATIONS EDUCATIONAL,  
SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANISATION



FIRST SESSION  
*NOVEMBER, 1946*



PROJECT FOR A  
UNESCO  
EDUCATIONAL CENTRE

CONTENTS

	PAGES
<i>Industry News</i> .....	3
GENERAL CONFERENCE OF THE UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANISATION	
The Year for International Education .....	7
The Year for International Science .....	7
The Year for International Culture .....	8
The Change in the Rhythm of Labor Affairs .....	10
The Increased Complexity of Public Affairs .....	11

PART TWO

THE CONTRIBUTION OF PUBLIC EDUCATION TO INTERNATIONAL UNDERSTANDING AND CO-OPERATION .....	18
THE YEAR FOR A .....	12
THE YEAR FOR A .....	14
THE YEAR FOR A .....	14
THE SECOND STAGE .....	16
THE THIRD STAGE .....	18
THE FOURTH STAGE .....	21
THE FIFTH STAGE .....	24
THE FIFTH STAGE .....	29
THE SIXTH STAGE .....	32
THE SEVENTH STAGE .....	36
THE EIGHTH STAGE .....	40
INTERNATIONAL ASPECTS OF ADULT EDUCATION .....	40
Mass Communication .....	40

PROJECT FOR A

THE CHANGING PATTERN .....	41
THE STRUCTURE OF THE CENTRE .....	43
THE IMMEDIATE PROGRAM .....	44
CONCLUSION .....	45
APPENDIX .....	46
Extract from a Minute of the Executive Committee of the Preparatory Commission .....	48

UNESCO  
EDUCATIONAL CENTRE

## CONTENTS

---

	PAGE
<i>Introductory Note</i> .. .. .	5

### PART ONE

THE NEED FOR INTERNATIONAL INTELLECTUAL CO-OPERATION ..	7
The Time Factor .. .. .	7
The Aftermath of War .. .. .	8
The Change in the Rhythm of Public Affairs .. .. .	10
The Increased Complexity of Public Affairs .. .. .	11

### PART TWO

THE CONTRIBUTION OF PUBLIC EDUCATION TO INTERNATIONAL INTELLECTUAL CO-OPERATION .. .. .	13
THE NEED FOR A WORLD OUTLOOK .. .. .	13
THE EIGHT STAGES OF PUBLIC EDUCATION .. .. .	14
The First Stage: Early Childhood .. .. .	14
The Second Stage: The Primary School .. .. .	16
The Third Stage: The Secondary School .. .. .	18
The Fourth Stage: The University .. .. .	21
The Fifth Stage: The School of International Contacts ..	24
Professional Training for International Careers .. .. .	30
The Sixth Stage: Preparatory Training and Initiation..	32
The Seventh Stage: The First Reorientation .. .. .	35
The Eighth Stage: The Second Reorientation .. .. .	36
International Aspects of Adult Education .. .. .	38
Mass Communication .. .. .	40

### PART THREE

THE UNESCO CENTRE .. .. .	41
The Atmosphere of the Centre .. .. .	43
The Immediate Problem .. .. .	44

### CONCLUSION

The Neglected Stage in the Construction of Peace .. ..	45
--------------------------------------------------------	----

### APPENDIX

Extract from a Minute of the Executive Committee of the Preparatory Commission .. .. .	48
----------------------------------------------------------------------------------------	----

PART I  
THE NEED FOR INTERNATIONAL INTELLECTUAL  
CO-OPERATION  
THE TIME FACTOR

## INTRODUCTORY NOTE

By a Minute dated October 4th, 1946, the writer was instructed to undertake "a study of the possibilities of creating, within the orbit of Unesco, a centre for the study of international relations in their general bearing upon effective international intellectual co-operation and to recommend how such co-operation can best be achieved."

The subjoined report, embodying the result of experience and consultations with Universities and specialized groups in Great Britain, is an attempt to carry out this instruction. It is presented as an interim statement, pending further consultations with similar groups in other member countries.

Interpreting the subject in a broad light, in accordance with the terms of the Preamble and Article 1 of the Unesco Constitution, the report is divided into three parts.

The first is an analysis, or diagnosis, of the crisis in which the civilised world is at present involved and of the urgent need for a larger and more effective measure of international intellectual co-operation.

The second part of the report consists of an examination, necessarily brief and summary, of the various stages of the educational process leading on to suggestions as to how each stage can best be utilised for the promotion of a world outlook both amongst the younger generation and amongst adults.

In the third part, an outline is given of an immediate practical programme of international intellectual co-operation "within the orbit of Unesco" with particular reference to the specific suggestion mentioned in the Minute—the creation of an Educational Centre.

## PART I

### THE NEED FOR INTERNATIONAL INTELLECTUAL CO-OPERATION THE TIME FACTOR

In a recent address broadcast to listeners throughout the world, an eminent statesman spoke of the "fifty years of change and suffering" through which mankind has been passing and deplored that "this greatest drama of history, unfolding before our eyes, was "still little understood." Warning his hearers against the "naive belief . . . in the sudden coming of a new Golden Age," he emphasised the importance of the "time factor" in the maturing of "fundamental changes in society and in international affairs," and the need for building peace "on something enduring in the human spirit and evolving structure of our international society." "Peace," he concluded, "can only rest safely on organic development."

This warning against undue confidence in institutions, to the neglect of their social and human foundations, should not be a discouragement, but, on the contrary, a challenge and a call to action to the members of the First Session of the General Conference of Unesco. For it will be noted that the speaker linked together two distinct elements in the foundations of peace—"something enduring in the human spirit" and something enduring in the "evolving structure of our international society."

When he speaks of "something enduring in the human spirit," he is referring, as those who have read his other writings will have recognised, to permanent spiritual values—those values which all truly educated men and women carry within their breasts and on which all worth-while human achievement, whether intellectual or practical, depends. The "organic development of peace" in this connection means the co-operation of integrated and harmonised personalities in a great and many-sided endeavour, calling, not merely for high and varied intellectual gifts, but, perhaps even more, for the qualities of character—of poise, patience, moral courage, self-abnegation, sympathy—that are constantly in request amongst the labourers on any international task.

When, on the other hand, he speaks of "something enduring in the evolving structure of our international society" he affirms his belief that the world has already entered upon a new phase of social history and that what is required from its thinkers and statesmen is not a crusade for revolutionary change but simply the recognition of what has already largely taken place and the discovery and promotion of the best means of adjusting the older institutions to the new conditions, or of finding substitutes for them when they can no longer be of service. The "time factor," in fact, is already powerfully at work; the task is to facilitate its operation.

This task of facilitating the operation of the time-factor is incumbent upon all the agencies of the United Nations, but it is particularly

incumbent upon Unesco, whose field of activity lies precisely in the region, removed from the passing vicissitudes of day to day affairs, where organic growth can take place without haste and without interruption. By the same token, Unesco itself can look forward more confidently than any other agency of the United Nations to entering upon a process of organic growth within its own household, knitting together in a true fellowship the manifold congregation of the members of its Conference, its National Commissions, its Executive Board and its Secretariat.

### THE AFTERMATH OF WAR

Thus, if we are to accept the conclusions of the philosopher-statesman's survey of the events of the last fifty years, our civilisation, far from being menaced by disintegration, as some too thoughtlessly proclaim, rests firmly on two elements of stability. One is the quality of its citizens; the other is a social structure suited to the needs of the new age. Why then, it may be asked, in spite of the assurance afforded by these safeguards, is there so much doubt and discouragement in men's minds, and so much confusion and dissension in public affairs?

An answer can be given in a single sentence; it is the aftermath of over thirty years of war and unsettlement. No one can approach the task of international intellectual co-operation to-day without making clear to himself the effects of the last thirty years of disorder both upon the minds of men and upon the outward life of the world.

In 1914, after a century in which mankind had not witnessed a major war, there was a general atmosphere of security and a general belief that the social and political forces making for change were well within the control of the statesmen of the leading Governments. That belief and the confidence resulting from it were shattered by the happenings of that year and have never since been restored. It is easy to say that the defeat of the aggressor states should have prepared the way for its restoration, but this is to ignore the effect which years of conflict and, in some cases, of enslavement have exercised on men's minds, even on the best minds. The worst crime committed by the dictators was that they atrophied, in millions of human breasts, the sense of responsible liberty, through which alone the peoples and their statesmen can recover the control over "events." Responsible liberty is the possession of a man conscious of his own inner powers and conscious also of the social movement in which he is placed. It is the possession of a total man equipped for all the duties of citizenship. It is precisely this total man that the totalitarian governments have suppressed, and until he has shaken off the effects of his enslavement the public life of the world will be bereft of steady direction. It is the first task of Unesco to combat this insidious atrophy with all the varied means at its disposal. It is a task which it is in duty bound to undertake in order to enable the United Nations to fulfil the purposes of the Charter. For until the spirit of responsible liberty is widely diffused through the member nations the world will continue to feel the lack of a sense of direction, and the present discouragement will persist, however little justified it may be on a broad survey of the world situation.

To promote the recovery of a sense of direction among the citizens of the member nations is a primary task, because, until it has been performed, the main work of Unesco, the long-distance work of education will be greatly hampered and, in some countries, indefinitely delayed. For in so far as education is a social process, an agency for adjusting the younger generation to its environment—and in every philosophy from Plato to John Dewey this is at least an important part of its concern—what sense can there be in adjusting young people to chaos? And what aim can be set before the teaching body if they see no better prospect before them than that of preparing their pupils for a world of inner and outer disorder?

The means to be adopted in this task of promoting moral and intellectual recovery will naturally be different according to the experiences through which the various countries have passed, and will be based upon consultation with the most qualified observers in each case. But on a broad view it would already seem possible to distinguish five types of national experience, each calling for a particular kind of treatment to promote recovery to health and a steady sense of direction. These are:—

1. Countries which have been occupied and at least partially, devastated.
2. Countries which have been bombarded and devastated but not occupied.
3. Countries which have participated in the war, but have neither been occupied nor bombarded.
4. Enemy or ex-enemy countries which have been, or are, occupied by Allied armies.
5. Countries which have remained neutral during the last war or in both wars.

The primary factor in the first group is the psychological effect of the prolonged period of enemy occupation, entailing, for so large a proportion of the population, an almost complete reversal of normal habits of life and normal psychological reactions. These countries, too, have to face serious economic and political problems following on the enemy evacuation and the restoration of self-government.

The second group is less affected in its inner life, but has to face serious economic problems, with their inevitable social repercussions.

The third group has to contend with psychological problems resulting from its remoteness from the scene of the war, with added complications in the economic sphere.

The fourth group has the experience of defeat, together with problems resulting from devastation and widespread movements of population.

The principal problem for the fifth group is to understand the psychology of the combatant peoples and to catch up, so to speak, with the change that has taken place in the world while it has been a passive onlooker.

## THE CHANGE IN THE RHYTHM OF PUBLIC AFFAIRS

But side by side with these direct effects of the war there are other factors of a more general character which have supervened since 1914 and render it difficult for statesmen and peoples to recover control over events.

One is the change in the rhythm of public affairs due to the combined effect of many separate improvements in the arts of communication. It is a change, if an analogy from music may be permitted, from the *Andante* of the nineteenth century to the *Prestissimo* of to-day—a *Prestissimo* not limited to war-time but which, as one can already discern, is becoming the regular pace of peace-time affairs. The days are past when Gladstone could go on a cruise, isolating himself from his colleagues and the world, in order to meditate on his policies. It is as though the present-day body politic had equipped itself with a nervous system with responses ten times more rapid than of old. We have not yet sufficiently realised the task involved in adjusting this new nervous system to the mental processes of the ordinary citizen in a democracy. The working of democracy depends upon the quality of the judgment of its citizens. It is already difficult to require of them that they should apply to the problems of the larger world the same quality of judgment which they have learnt by experience to exercise on domestic questions, with the details of which they have some familiarity. But when these larger issues are presented to them in kaleidoscopic fashion, showing a different aspect from month to month, and even from week to week, the steady concentration which should precede the framing of a sound judgment becomes far more difficult. Much of the malaise of which we are conscious in the public opinion of to-day is caused by the frustration of the normal reflective processes through the speed of events; the new rhythm seems to us not merely bewildering but, in the strictest sense of the word, unnatural.

It is not surprising that, in these circumstances, the first reaction, even among the healthy-minded, should be a stiffening against these new intruding influences. If the larger world is so confused that satisfactory thinking about it is impossible, is it not more natural, more conducive to mental sanity, in a word, more sensible, to retire within the smaller world with its ordered outline and its familiar pattern of domestic issues? Here is the psychological explanation of what in some countries is termed "isolationism," in others "reaction," whilst in others again it is characterised by some more local or partisan appellation.

Such aloofness, however, is not the only, or even the most serious, danger to which the new nervous system has given rise. An even greater danger is the tendency for the mind to swing to the other extreme—to plunge into the new uncharted realm of world-events in a spirit of irresponsible and light-headed opportunism. Aloofness may be an abdication, but at least its practitioner preserves his mental habits and faculties unimpaired, ready to respond to a new appeal when it is presented in an intelligent form. But the opportunist, who is swayed this way and that by every fresh turn of events or by this or that personality

on the international stage, is in danger of complete disintegration, so far as his quality as a citizen is concerned. He may almost be described as a news-addict, carried into a world as unnatural as that into which other addicts are plunged by narcotics of a more physical kind.

In this situation, since we cannot recover the older conditions and have no choice but to live in our present world of rapid movement and constant readjustment, we need to call to our aid every means that will help the mind to change its age-long habits and accustom itself to the new conditions. It is an important part of the work of Unesco to enlist the arts of communication in what is at once a scientific and a civilizing task.

### THE INCREASED COMPLEXITY OF PUBLIC AFFAIRS

Another new factor with which democratic public opinion has to reckon is the increased complexity of public affairs. The scene over which the citizen has to extend his gaze is not only larger than before 1914, extending throughout the whole habitable world, but also far more variegated. The political observer of to-day needs not only a telescope, to survey wide horizons, but also a microscope, to examine into intricate local situations.

In reality, the two tendencies are not antipathetical but complementary; they have been associated during the whole history of the last 150 years. If the enlargement of scale can be traced back to the Industrial Revolution, which made the natural resources of the world more available, the increase of complexity can be traced to the American and French Revolutions, which gave a fresh stimulus to national and individual self-consciousness. Thus, while the last 150 years have witnessed an increase of uniformity in the material sphere, they have also witnessed a steady process of differentiation and self-assertion on the part of nations and other social groups, as in the life of the individual himself.

One symptom of this is the increase in the number of independent or federal states as compared with the world before 1914. Whereas then statesmen had only to reckon with policies, enforced over wide territories, directed from a single centre—with the German, Austro-Hungarian and Ottoman Empires, now passed into history, with a British Empire, now changed out all recognition, with the centralised Russian Empire of the Tsars, with a French Empire, equally devoid of effective representative institutions, to-day there is a stirring of civic life and public opinion in many centres that were suppressed or stagnant or non-existent in the nineteenth century—from Dublin and Oslo and Prague to Cairo and Damascus, to Delhi and Nanking and Manila, to Pretoria and Ottawa, Canberra and Wellington, and to the now far more equal and active company of the members of the Pan-American Union.

There are two major changes which must be mentioned in this connection. One is the disappearance, by common consent, of the old status of colonisation, dividing the world, as it did, into superior and inferior peoples, with the title-deeds of the former resting upon force. No doubt the recognition of human rights and fundamental freedoms, as laid down

in the Trusteeship and other chapters of the Charter, leaves many problems still to be solved—not least in the cultural sphere. But the mere fact of such recognition removes a load which has weighed like a millstone on the conscience of the world ever since the invention of gunpowder and the mariners' compass enabled Western man to enforce his will and authority over less skilled, but not necessarily less cultured, populations in non-European regions.

Unesco, dedicated as it is to the principle of the equality of peoples, has a special responsibility towards these hitherto under-privileged populations.

The other major event is the change in what may be called the cultural balance of the world. In the nineteenth century, even more than in the eighteenth, Western culture—that is to say the culture which has its roots in Greece and Rome and, in the religious sphere, in Palestine—was regarded by the then political masters of the world as embodying culture in general. That there were other great cultural traditions and achievements might be admitted as an academic proposition, but this carried little weight with the general public, whose education had been conducted on purely Western lines. All the forces of the age, political, economic, and cultural, seemed to be combining to cause Western civilisation, both in its material and intellectual manifestations, to become dominant throughout the globe.

To-day this belief has not simply been challenged. It has been tacitly abandoned. No one in a position of public responsibility would have the hardihood to give it utterance. It has become common ground in all educated circles that the West does not hold a monopoly of the world's culture; indeed, anyone putting forth such a claim would thereby simply stigmatise himself as uncultured. It is unnecessary to enumerate the many mansions in which culture now resides, or to speculate on how, with the increase now proceeding in the number of literary languages, the circle of such cultures will, in the future, be enlarged. It is enough to mention the names of China, India, the Arabs and Iran, and to pay homage in passing to the achievements of the human spirit that they represent.

But from the recognition of the principle of a multi-cultural world, in place of the old Western monopoly, to its effective embodiment in the intellectual life and public opinion of the present day is a large step. Here again the Unesco constitution offers a challenge to which, it may be expected, the Conference will not be slow to respond.

From this brief and very general survey of the principal problems calling for an organized effort of international intellectual co-operation we pass to examine the field of public education, in its relation to the subject of our study.

## PART II

### THE CONTRIBUTION OF PUBLIC EDUCATION TO INTERNATIONAL INTELLECTUAL CO-OPERATION

#### THE NEED FOR A WORLD OUTLOOK

Public education, under normal conditions of social existence, is the means by which the growing generation is assimilated into the life of the community. It is a process of harmonisation between the inner world of personality and the outer world of society.

As thus conceived, public education does not cover the whole range of the duty owed by the older to the younger generation. It leaves on one side certain elements of the personality which are not easily brought into relation with the social environment. There have been educational thinkers who have urged, not without force, that human beings would expand their faculties more harmoniously in communion with Nature, in the life of the fields and the woods, than by confinement within the walls of a classroom. Religion, too, has its powerful claims, which are sometimes vindicated but never entirely satisfied, within the limits of a system of public education.

If, nevertheless, one civilised community after another has in recent generations established a system of compulsory education, the reason is that the instruction thus provided, however much it may need to be supplemented by other more intimate influences, is indispensable to all who wish to play their part in the life of their time. It is at once a passport granting them entry into the social scene and an instrument for the exercise of their natural aptitudes within it; and, as such, it is being increasingly recognised by the under-privileged peoples who to-day, so far from having education thrust on them from above, are more and more demanding access to knowledge as the prime source of power and the quickest means of advancement to equality with the more fortunate peoples—a demand which, in accordance with the terms of its Constitution, Unesco has been quick to recognise and to encourage.

Reading and writing do not necessarily nourish the life of the soul: in the most gifted community of which history bears record, that of ancient Greece, they occupied a very subordinate place; but, in the world as it is to-day, they have become a necessary element of social discipline and responsible citizenship. The great material changes following on the Industrial Revolution brought into being a new type of society with new institutions. These institutions, whether political or economic, could not be carried on by a society of illiterates, whatever their degree of natural intelligence and refinement. Reading and writing, which were at one time, and still remain in backward corners of the world, a luxury, have become a necessity of civilisation.

What reading and writing were for the nineteenth century the power to think in terms of the world as a whole is for the twentieth. Just as the ordinary citizen cannot face the problem of earning a

livelihood without a modicum of schooling, so modern society cannot hope to face the problems upon which its own material survival depends unless a world-outlook becomes as prevalent among the general population as literary is to-day.

How is this development to be brought about? By utilising for purposes of international co-operation the systems of public education which the various communities of the world have already provided or are providing.

It cannot, indeed, be emphasised too strongly, at the outset of this discussion, that public education is a function which, by its very nature, must not, and indeed cannot, be brought under any form of international control. If there is one department of civilized life more than another in which uniformity is death and diversity the law of life, it is that through which the younger generation is initiated into the social heritage of its community or nation. There exist, in the present-day world, wide varieties of educational administration. In some States all schools are administered by the Central Government; in others, such as the United States, Australia, Canada, and Switzerland, the central Government, being federal, has no authority over them; in others, as in Great Britain, though the Government is unitary, large powers are left to local education authorities. This brief catalogue, while it does not exhaust the existing varieties, is sufficient to show that an international control over systems of public education is not only theoretically undesirable but practically impossible without fundamental changes in the constitutional arrangements of numerous States. What is required, let it be repeated, is not centralisation or control, but simply the co-operation of the existing authorities, with their existing powers, for recognized common purposes.

Indeed, when the problem is closely examined, it becomes clear that, from the practical point of view, the task is not so much that of introducing a new subject into the curriculum as of helping institutions and teachers to carry out more consciously and effectively work upon which they are already engaged.

To what extent the task involved is one of stimulation and co-ordination rather than one of fresh construction will become clear from a brief analysis of the different stages of a full modern civic education.

### **THE EIGHT STAGES OF EDUCATION**

There are eight distinct stages involved. Of these, five carry the student to the point at which he has learnt to manage his own mind—to keep himself, so to speak, in mental health in the same way as, through a knowledge of hygiene, he keeps himself in physical health. Three others are concerned with adults at certain periods of their professional lives.

#### **THE FIRST STAGE : EARLY CHILDHOOD**

The first stage is that which precedes any regular instruction. It is the stage at which the young child is cared for in the family or, if in a public institution, in a kindergarten or nursery school. It is the stage at

which the human being becomes acquainted with his intimate environment, first with his own body—with his thumbs and toes—then with his family, with his home, his village or his town, and with his mother-tongue and the ancestral world opened up by it.

This is the most important stage in all education, and that in which the human mind makes the greatest advance. To pass from the womb and the cradle to the village, from the world of reverie and fancy to the world of social fact, from inarticulate crying to the expression of desires and even thoughts in a traditional and perfected mode of human intercourse, is to have achieved an advance far greater than that which is required of the modern world from literacy to international understanding.

But this earliest stage is all-important in another respect also. It provides a sure and indispensable basis for all that follows by integrating the growing citizen with his community and nation. "A man without a city," said Aristotle, "is either a god or a beast." No one can render true service in the cause of international co-operation if he has not first thoroughly absorbed in his own mind and soul the meaning and value of community. And this experience cannot be acquired by a mere effort of the intellect; it is not to be found in books, still less in newspapers. It must be lived. It supplies the permanent element in all political appreciation and judgment. Without it, no political opinion is of value. It may correctly calculate the play of the ripples on the surface of public life. It cannot begin to understand the great hidden movement of the deep.

Too often, indeed, has the advocate of international co-operation been identified with the *déraciné*. In reality the two are at opposite poles. The *déraciné* may sometimes render good service in other fields of human achievement. In the sphere of politics he is not only useless but mischievous, for he is constitutionally incapable of entering into that which is the deepest element in all political and social experience—the attachment of a people to its home, its traditions and its institutions.

To emphasise this aspect of international co-operation should be one of the constant tasks of Unesco—a refrain accompanying all its varied activities in the educational field. But there is another and more specific contribution which it can make to this first stage of education. It is to promote, by every means in its power, closer relationship between those who have young children in their care and the great profession of psychiatry. How much of the healing knowledge which these researches have revealed in the last generation is still hidden from those who have the daily occasion to apply it! And how much both sides would gain, as experience has already shown in particular cases, from regular and systematic co-operation! It is not for Unesco to conduct such experiments itself, at any rate at this early stage. But it can do much, through its various agencies, to strengthen among psychologists the sense of the urgency of their social mission and to promote their organisation to this end in the international field. Equally, it can help those who are at work at this stage of education to be more conscious of the wider aspects of their task and of their links with the larger body of the teaching

profession. The childrens' nurse has hitherto too frequently learnt her psychology by rule of thumb, wise and admirable though she may often have been. There is no reason why, in a modern community, her treasure of native wit and devotion should not be pooled with the larger resources of science.

## THE SECOND STAGE : THE PRIMARY SCHOOL

The second stage is that of so-called primary instruction. Here the child is brought for the first time into contact with professional teachers. The primary school is his initiation into the wider world, the world beyond his familiar streets and fields, the world of great distances and endless variety, filled with wonder and beauty and mystery.

No branch of the teaching profession has a more difficult and responsible task than that which labours, often with insufficient appreciation and reward, in the primary school. What do we ask for it in connection with an understanding of the larger world? Not systematic instruction but something far more important—an attitude of mind.

For it is these impressionable and imitative years that fix the bent of the growing mind towards that which is foreign to its experience. Everyone, looking back to his own childhood, will recall the inner conflict which went on within his breast between curiosity and suspicion, between the natural impulse to welcome new experience and the equally natural inclination, springing from indolence rather than perversity, to reject it. That moment of doubt and of decision is the watershed between a closed and an open world. On the one side the waters run down through the windless valley of isolation and self-sufficiency to the stagnant pool of the Dead Sea. On the other, they make their way, taking in tributary after tributary, past smiling meadows and prosperous cities till they find themselves at one with the rhythm of the ocean that bathes the world.

Thus, the primary school teacher holds in his or her hand the key to our problem. What can be done to enable the primary school better to fulfil this immense responsibility? There are three directions in which it seems natural to look for the improvements of which the teachers themselves are the first to feel the need.

The first is an amelioration of their professional position. This no doubt varies greatly in different countries, but in no country do primary teachers as a social group yet hold the rank or secure the preliminary education and the rewards to which the dignity and importance of their task entitle them. The teaching profession is a unity from the earliest stage to the University and the community should see to it that this unity of function and of ideal finds its appropriate expression, both in social recognition and in the details of material organisation. It is a matter for satisfaction that, within a few weeks of the First Session of the Unesco Conference, steps should have been taken, at a Conference at which the teachers of twenty-eight countries were represented, to form a World Organisation of the Teaching Profession, pledged, by its statutes, both to work for higher standards within the profession itself and

to promote a world-outlook in the schools. It will be natural for Unesco, in seeking to carry out the aims laid down in its Constitution, to cultivate a close relationship with this representative organisation of workers within so important a part of its field.

A detailed programme of how, through such collaboration, international intellectual co-operation can be promoted at the primary school stage may well be left to the deliberations of the representative bodies concerned—to Unesco with its National Commissions, through which teachers can make their voices heard in the framing of Unesco policies, and to the projected new Teachers' Organisation. But there is one matter of principle which must be mentioned in passing—the application of the 'fundamental freedoms' to the work of the teacher.

A teacher's life is a constant struggle between liberty and organisation. Teaching is a creative art; it has been defined by a great educator as "the communication of life, through life, to life." When a teacher ceases to be a source of life to his pupils and becomes a creature of routine his usefulness is at an end. It is easy to state this in general terms; but it is less easy to work out what it means in terms of a charter of freedom for the teacher within the broad limits of his loyalty to the public authority. This is not a field on which Unesco can adventure lightly and without taking precautions. Nevertheless, it is to be hoped that those who are seeking to listen to the call of the spirit in the exercise of the teaching art may come to feel that in Unesco they have an ally who will help them in such ways as are open to it.

A second direction in which to look for improvement is in the development of closer relations between teachers and parents. Much has been done in this respect in certain countries, sometimes through organisation among the parents themselves. Unesco can help here, both in giving general support to the principle of such organisation and through its encouragement of the development of community-centres, in which the school, the library, and the older peoples' Institute can be interrelated as parts of a single organ of local life.

A third way in which the primary school can contribute to international intellectual co-operation is through the constant presence of at least one foreign teacher in the school. If the growing child is to be given a sense of the diversity of the world and to learn to overcome his distaste for what is strange and "foreign," he must see the foreigner in the concrete and become accustomed to regard him as a human being like himself, although different in certain observable respects. And the foreigner who is to be this specimen of the wider world should not only be carefully selected, but should be able to share in the general interests of the community into which he is transported. The visiting foreign teacher exactly fulfils these conditions.

It should become a recognised practice among educational administrations that every primary school teacher should spend a year in a foreign country before he or she has reached the age of thirty, and conversely, that every primary school, except those with a very small staff, should always have at least one visitor on its teaching body.

It will be asked how these visiting teachers will fit into the school arrangements: The answer is that they will not be occupied on regular class-work, like their colleagues, since to achieve this, except in the rarest instances, would involve an impossible problem of finding the right peg for the right hole. They would be visitors, like the Visiting Professors familiar in some Universities, sharing in the general life of the school, both at work and at play, communicating their ideas and experience in such ways as seem best in each case and staying, perhaps, for not less than a month—long enough to have made their contribution to the life of the school and to have left behind them a happy association with their country.

If it be asked how it can be expected that a visiting primary teacher shall be at home in the language of a foreign country, the answer is that he or she will have learnt the language, and more than the language, of the country they propose to visit during their years of University education or other preparation. The visiting system here proposed is, in fact, a corollary to the more general reform, the desirability of which has been indicated above.

It will perhaps also be asked why the interchange should be one of teachers rather than of children. Surely, it may be argued, a year abroad for the children, by interchange between schools, would be a more direct way of attacking the problem.

The answer to this suggestion has already been given by implication in the preceding argument. One of the main tasks of the primary school is to assimilate the younger generation to its environment. To subject this process to a violent interruption by a year abroad would be to sacrifice the greater for the less. Every one will realise after a moment's reflection that sudden changes of environment are not beneficial to young children, either physically, morally, or intellectually; at the primary school age indeed the three spheres cannot be precisely delimited. The opening of the child's mind to the wider world must be gentle and gradual, coinciding with the development of his own native powers of assimilation and observation.

### THE THIRD STAGE : THE SECONDARY SCHOOL

The next and third stage, that of secondary school education, is that of the development of personality. It marks the affirmation of self-consciousness in its various manifestations, physical, emotional and intellectual. It carries the growing citizen across the crisis of adolescence and faces him, in the vast majority of cases in a practical form, with the problem of his personal relationship to the community.

What can the secondary school do for the development of international understanding?

Suggestions have been put forward that use should be made of this first fresh period of intellectual interest and self-consciousness to introduce some common world-wide material of education. If all young people

learnt history out of the same manual, it is argued, or were taught the same standards elements of moral and civic instruction, they would grow up to be citizens of the world rather than of their own country.

This line of reasoning, although it has a certain plausibility, is fundamentally fallacious. It sins against the first principle of public education, which is the assimilation of the growing citizen into his own particular community. It sets up the old discredited ideal of uniformity as against the ideal of diversity. But even if it were desirable, which it is not, such a project is hopelessly unpractical. It proceeds on the assumption that the book is more important than the teacher. Everyone who has had any classroom experience knows that the exact contrary is the case. The teacher is everything, the book is nothing—or, rather, the book is what the teacher likes to make of it. Education, as has already been said, is a process of transmission from one living mind to another. A book is merely an instrument in that process. The best teacher is he who, whether he uses the books of others or not, is all the while engaged in communicating his own unwritten book, his own living and expanding experience of his subject.

No doubt it is desirable that young people should be familiarised, either in the classroom or through the school library, with books giving a broad view of the development of human history. But no one such book can ever become a Bible on the subject ; for it is beyond human capacity to reach the celestial objectivity which such a monopoly would imply.

Important, therefore, as is the choice of text-books and the development of school libraries, they do not touch the vital elements of our problem. These rest, in the secondary school, as in the primary, with the teachers themselves.

If international exchanges are important at the primary stage, they are equally important at the secondary. Every secondary teacher under thirty should spend a year abroad, and every secondary school without exception should have one or more foreign teachers on its staff.

Interchange at the secondary school stage will, indeed, from the strictly intellectual point of view, be more fruitful than at the primary : for there are certain secondary school subjects which have for their definite aim the promotion of international understanding. The chief of these are history, geography and foreign languages.

It is not proposed to enlarge here upon the many directions in which current teaching methods in these subjects can be improved or the practice of backward countries and schools brought up to those of the most advanced. This may well be left to the associations of professional teachers who in many individual countries, and now on an international scale also, are grappling with these problems. Suffice it to say that the cross-fertilization resulting from such discussions and contacts is destined to be a potent influence for the development of an international outlook in the coming generation. The immense improvement which has taken place in the study of geography throughout the Western world within the last generation may be cited as an example.

It will be more useful to dwell on certain other points which the devotees of particular subjects may be inclined to overlook.

Interchange of secondary teachers will perform a much needed service in drawing attention to an interesting and hitherto unduly disregarded question—that of the relation between subjects of school study and the life of the community.

The existing subjects of study and the values attached to them are largely traditional. Historians of education trace them back through the Enlightenment, the Jesuit schools, the Renaissance and the monastic schools of the Middle Ages to classical antiquity. They have no doubt undergone many changes in this Odyssey. Algebra we owe to the Arabs. Euclid has in recent years given place to geometry. Greek and Latin are less prominent and the natural sciences have come more and more to the front. But these and similar changes, although related in a general way to movements of outside opinion, have not been based on any real analysis of the relation between the mind of the growing generation and its external environment.

Yet nothing strikes a teacher transported to a foreign classroom more immediately than the subtle difference between the values of his subject at home and abroad. It is not simply that the general standard in his subject, as revealed in examination papers, is higher or lower than that to which he is accustomed. That is a crude and almost barbarous form of evaluation which the wandering scholar soon learns to discard. It is that he encounters a different degree of receptivity in the students and a different prestige and social estimation in the general community.

Sometimes this may be explained, in large degree at any rate, by historical causes. Thus the curious difference between the sense of history among Englishmen and among Irishmen, although both peoples have the historical sense in a marked degree, may grow less as particular causes which have been responsible for it lose their potency. The same reflection may be applied to similar phenomena in other parts of Europe. But there are other and more interesting cases in which the difference of values seems to spring from a more permanent social condition which the educator cannot ignore.

A good instance of this is the difference, though it has recently become less marked, between the teaching value of school subjects in Europe and in the United States.

It used to be said that American schools and colleges were strong in the natural sciences and weak in the arts. Shallow critics concluded that American boys and girls were inferior in "culture" whatever that might mean, to their European brothers and sisters. The true explanation is, of course, quite different. It is that American culture, springing, as all true culture must, out of the conditions of American life, is naturally directed rather to reflection on man's relation to external nature than to history, literature or philosophy.

To the young American the element of space is tenfold more real than the element of time. Brought up in a home where wide distances

and large economic opportunities are the staple of conversation, familiar with the telephone and the motor-car from his earliest childhood, accustomed to regard this or that activity of school and college in terms of business organisation, looking forward to a career in which his eager and wide-ranging mind will find a spacious and congenial field of activity—what is history to him or he to history? His natural element of intellectual discipline is afforded by the sciences of space. He has been a geographer without knowing it from the day on which he first drove a car and an economist without knowing it from the day on which he first earned a dollar. If it is the function of education to help the mind to realise and interpret its experiences, then geography and economics are more natural instruments of present-day American secondary education than history and literature.

This is but one illustration of the vistas opened out by an exchange of teachers at the secondary stage. How many of our present international difficulties are due to ignorance of these deep underlying differences between social values and attitudes of mind! And how many are due to the subtle relationships of superiority and inferiority that are too often set up as a result of them!

Not one ambassador, but tens or thousands are needed to counteract these perpetual incentives to misunderstanding and irritation.

Another expedient that is possible at the secondary, though not at the primary, school stage, is the temporary transplantation of a whole school to a foreign country on a reciprocal basis. Relations between individual schools in different countries have already been developed by the system of school correspondence and this might very well be carried further by an exchange of habitat, possibly with a certain overlapping between the staffs of the two schools. Successful experiments of this kind might in the long run lead to enduring associations not merely between the schools concerned but between the districts in which they were situated.

#### THE FOURTH STAGE: THE UNIVERSITY

We pass now to the fourth stage, that of University education. The University is the apex of the public educational system in a modern community. It is in a peculiar sense a national institution because it represents national intelligence and national traditions at their highest power, and in their most characteristic forms. But it is also in a peculiar sense international, for its very title "Universitas" suggests that ideal of the unity and universality of knowledge which transcends all national distinctions and unites scholars in all communities and in every form of intellectual discipline in a common spirit of integrity and in a common search for truth.

The university has therefore, from the point of view of our inquiry, a twofold function. It is its duty at once to complete and perfect the process by which the growing citizen is assimilated into the life of his nation and to serve as a national centre of international intellectual

co-operation. These two functions, however theoretically distinct, are in practice closely interdependent. For a complete national education is the best and most natural preparation for activity on the international plane and, conversely, continuous and familiar contact with the progress of knowledge and research in other countries is essential, both in the arts and the sciences, to the maintenance in any national institution of a true university level.

Thus, while the student is still, generally speaking, living and thinking on the national plane, the university teacher is forced by the demands of his subject and by the call of truth to cultivate a wider outlook. For our purposes, then, it will be convenient to discuss the student and the teacher separately.

What is meant by saying that the university completes the system of national education? What exact service does it, or should it, perform for the student?

It is difficult to frame an answer to such a question in a phrase: but perhaps the experience of those who owe most, in this respect, to their university career may be summed up by saying that the university taught them to relate their intelligence to the world of real life. Every intellectual, by the mere exercise of continuous reflection, is perpetually retiring, as it were, into a hermitage, and isolating himself from the life of the world around him. Creation implies solitude. The service rendered by the university is at once to stimulate thought and to supply its natural corrective—to bridge the gulf between theory and experience, between books and life, between ideology and reality. The student who passes from the turmoil and confusion of the modern world into the calm of the university is asking for some theory or interpretation of the chaos around him. If he is perplexed by the business world, he seeks it in political economy; if politics excite his curiosity, he seeks it in political science or history; if he is haunted by deeper problems he seeks it in philosophy. But the traditional solutions offered by these and similar academic disciplines offer him only a provisional relief. Experience will break in and resume the argument. Life will prove larger and more complex than the formula; and the true university teacher, as near to life itself as to the masters of thought in his subject, perpetually recalls the student from one realm to the other. Thus a university discipline may be described as a dialogue of the mind between ideals and realities.

Into this dialogue politics, in the narrower sense of the word, do not enter. Conditions indeed may, and do, occur under which university students are drawn into affairs and problems of State. But they are, and should remain, abnormal. Neither the student nor the State benefit, in the long run, by such premature "politicisation." Intellectual integrity is a more precious gift to bring to the State than any practical service that can be rendered at this stage. The university teacher, on the other hand, has a more direct and pressing responsibility to the cause of international understanding. Whether the emphasis of his work lies in direct teaching or in research, his position marks him out as an international

figure. If the secondary school needs to provide the world with diplomats, the mission of the university is to provide plenipotentiaries of the highest rank. For since, as we have already seen, the difficulties which endanger the peace of the world are predominantly intellectual, it is primarily to the universities rather than to the chancelleries that we must look for their redress.

The methods by which international intellectual co-operation can best be promoted in subjects not directly relating to public affairs do not fall strictly within the field of this inquiry. Happily, University teachers themselves have recently formed an organisation—the International Association of University Professors and Lecturers—which is concerned with the many problems, some intellectual, others strictly practical, arising in this field. It will be natural for Unesco to maintain close relations with it and to listen to any suggestions which it may put forward either through its own professional Conference or through its representatives on Unesco National Commissions. It is with the studies bearing on the present day world that we are here concerned.

Nomenclature varies from country to country, but these studies may be broadly enumerated as history, geography, law, economics, sociology, and political science. Anthropology may be ranked as a branch of sociology as international law is a branch of law.

Every one of these studies requires in a teacher, not simply acquaintance with the work of foreign scholars, but a constant sense of the interdependence of the present-day world, and a habitual outlook resulting from this.

A distinction may, however, be drawn between them. Whilst history, geography, law (excluding international law) and economics can be effectively taught by teachers, possessed, indeed, of a world outlook, but anchored in their own university, sociology, political science and international law are, in the present-day world, from their very nature, what may be described as peripatetic studies. The historian and the geographer, the lawyer and the economist do indeed constantly require the stimulus and refreshment of travel. But change of residence is not indispensable to them for keeping abreast of their subjects. Not so the political scientist, the sociologist, and the international lawyer. Their field of study is the actual present-day world, in the fullness of its life and movement; and to cut them off and to keep them imprisoned in a single centre is as cruel as to deprive a chemist of his laboratory. In these studies, to be stationary is to be "behind the times." And a sociologist, a political scientist, or an international lawyer who is behind the times not only ceases to be helpful to his students but becomes a positive hindrance to them and to his fellow-workers.

The practice of the sabbatical year, one year abroad out of seven, has become a recognised custom for university teachers in the United States. It should become an equally recognised practice that every teacher of political science, sociology, and international law should spend at least one term in every year in a foreign country. Conversely, every university faculty in which these subjects are included should number several visiting teachers.

## THE FIFTH STAGE : THE SCHOOL OF INTERNATIONAL CONTACTS

We have now brought the student to the close, or at any rate to the last period, of his normal university career. But we have not so far provided him with any direct instruction in international relations or with any direct experience of the world outside the frontiers of his native land. He has, indeed, been from his earliest years in contact with visitors from other countries who have opened his mind, broadened his interests and stifled nascent prejudices and inhibitions. But neither at school nor university have they given him, except incidentally, systematic instruction in the political problems of the world. International relations in the technical sense have not occupied his attention as part of his academic course.

The reason for this procedure has already been indicated. Political understanding, like political institutions is surest and healthiest when it has developed by gradual stages from the lesser sphere to the greater. It is he who has proved his faithfulness and his power of judgment in small things who is fitted to employ them on the greater. To expect university undergraduates who cannot give a coherent account of the history and institutions of their own country to form an opinion of any value on the working of the United Nations is to sin against the first principle of international co-operation. That principle may be formulated in the axiom that personality precedes co-operation. An individual, a social group, a country, must have something to contribute, must in fact, be something or somebody, before it is fit to be accepted in a larger society formed for ideal ends. Thus stated, the principle seems so elementary as hardly to be worth emphasising. Nevertheless, it is frequently ignored by so-called internationalists; and the theoretical futility or practical failure of a large number of international projects can be set down to its non-observance.

The growing citizen has, however, now reached the stage at which he must grapple with larger problems of society. What equipment does he bring to them?

He has enjoyed a good modern education. That is to say, he has a grasp of the studies which are the base of modern society—of history, geography, and economics, mathematics, physics and biology, with enough insight into such studies as philosophy, law, psychology and philology to realise their place in the scheme of human knowledge. In addition, he will be familiar with the literature, as well as the history and institutions, of his own country and with those of at least one other modern country. He will also be able, as a natural consequence, to read, write and speak in a second language. Even if his special studies have been in the field of antiquity, he should nevertheless be familiar with a modern language, a requirement which is not likely to cause him difficulty.

This catalogue of subjects is not intended to suggest that he will have stored his memory with a complete collection of facts within the range of these large disciplines. His teacher's object has been to make him an

educated man, not an encyclopædia. All that is meant is that his intelligence and judgment have been trained on them and that he has assimilated their peculiar contribution.

With such an education behind him a man is ready to face the problems of the larger world. He will bring to them qualities of moral judgment, intellectual integrity, patience and diligence that are the raw material of statesmanship. He will bring the power to discern truth from falsehood and the essential from the trivial. He will bring the capacity, which history and literature have helped to form, to identify himself with other groups and nations, to think, if need be, with their thoughts and to feel with their feelings; so that his personality helps rather than hinders the rhythm of their being. And he will bring also two humbler accomplishments, too often ignored in these modern days, knowledge of how to read and how to travel.

For reading, once the privilege of the few, seems almost in danger of becoming one of the lost arts. Men read grossly and inordinately, bringing to the printed page the same kind of indiscriminate appetite that the glutton or the drunkard brings to the pleasures of the table. Ask them to describe or analyse what they have read and they will too often be unable to do so. For their object in reading is not to understand what is in the book but to forget themselves. Reading has, in fact, in our nerve-racked and industrialised society, become for millions little more than an escape.

For such a demand it was necessary to provide a supply and it has not been wanting. Its most characteristic product is the novel of the railway bookstall and the circulating library; but, in varying degrees in different countries, the newspaper also ministers to this craving for sensation.

The student who enters upon the study of public affairs will have learnt at the university to exercise his mind upon printed matter. He will know that the function of a book is to stimulate his intelligence, not to befuddle it, to serve as an instrument for his own thinking rather than as its lifeless substitute. He will have discovered how to proportion his reading to the needs and questionings of his mind. He will know how, when, what and how much, to read, his mind having acquired the same nicety in its assimilative powers as his body for its physical diet. He will, therefore, be well prepared to face the problem, essential for the understanding of international relations, of how to read newspapers.

The newspaper Press is often criticised as an influence for evil in international relations. The criticism is unfair. For the evils complained of are not of the newspapers' own creation. They are a response to public demand. So long as the mass of the reading public remains as ignorant of foreign countries and peoples as it is at present, international relations will inevitably remain one of the most convenient channels for ministering to the craving for what is abnormal and sensational.

It may indeed be said in defence of the newspaper that it is intrinsically truer to life than the book. A book is the individual production

of a single writer, who may be more or less representative of his community. A newspaper is a collective production in which a great number of minds have collaborated. Every column and line of it conveys a social truth. Every word, even the most inaccurate, rings genuine. The political news, the social items, the advertisements, the leading articles, are all charged with significance. If they do not always bear exactly the meaning that appears on the surface, nevertheless the meaning is there. They were written and inserted with a purpose; and that purpose an educated man can divine. For the tired worker, returning home from his work, the newspaper may bring bewilderment or even falsehood. To the trained social and historical inquirer it is a mine of information. He will read the metropolitan journal, the local news-sheet, and the professional or sporting organ with equal interest. He will note what is said, what is implied, and, in international relations often the most important of all, what is passed over in silence. He will remark the details of make-up which vary so much from country to country and throw so much light on intellectual tendencies.

It is sometimes said that international politics cannot be understood from the newspapers. So far as what are called the secrets of the chancelleries are concerned this may be true—even if only to a limited extent. But these secrets are nowadays seldom of the first importance, and, moreover, they have a tendency to cancel one another out. In reality an educated man who knows where to look can perfectly well keep abreast of the movement of international affairs. He must of course read newspapers representing various opinions and countries, correcting one bias by another and remembering that the further an account has to travel before it reaches its destination the more outspoken it can often afford to be. Any one who has practised this habit over a course of years will be less disposed to criticise the newspapers than to be astonished at the ignorance of the public, which with so much instructive material laid before it, has assimilated so little. What is needed indeed is not more information, or better information, so much as better capacities for apprehending it. The present relationship, in many countries, between the judgment of the public and the mass of information supplied to it recalls that between the food and the drink in Falstaff's dinner.

There is only one sovereign remedy for international misunderstanding and that is travel. But travel is another of the arts which are losing their character through vulgarisation. In the days when travellers were few the citizen who journeyed abroad regarded himself somewhat in the light of an unofficial ambassador. He entered into real relations with the countries that he visited and he was at pains to give in his turn the best of what his own country had to contribute. The contacts were few, but they were genuine and constructive. In the eighteenth century, as in the earlier age of humanism, international intellectual co-operation, however limited in its range, was an effective reality.

To-day we are accustomed to mass migrations of human beings across national frontiers. Sometimes these migrations, as in the case of most of those who cross from the Old World to the New, involve a

permanent change of domicile. Sometimes they are merely seasonal. But in either case the herd instinct tends to predominate. Yielding to the natural human dislike for change, the traveller surrounds himself with every known self-protective device against the impact of his new environment. Much has been done in recent years, especially in the United States, to promote the assimilation of the immigrant into his new community, and the grave social problem involved in his maladjustment has been generally recognised. The equally grave international problem created by the maladjustment of the tourist to the countries through which he is transported has been unduly neglected. Yet the disorders set up, social and moral, no less than economic, by the presence of these migrants conveyed around, ignorant of the language, laws and customs of the country, under conditions which insulate them from their environment in a kind of peripatetic hermitage, are too serious to be ignored. "Travellers' tales," which used to be instructive treatises or agreeable romances, are now too often synonymous with ill-natured gossip based on an experience with a hotel bill or a dispute over a window in a carriage. One of the grossest fallacies current in the nineteenth century was that international understanding would be promoted automatically by the multiplication of individual contacts. Great journeys and little minds go ill together.

The fifth and final stage of the ordinary citizen's education will consist of a first-hand experience of foreign countries acquired under conditions which promote true international understanding. For this purpose a particular mode of educational experience and discipline needs to become developed and accepted. This may be described as the School of International Contacts.

A school of international contacts is an institution at which university students at the graduate stage are brought together from many countries to meet one another and a distinguished and equally international group of university teachers. Such a school, which is naturally organised during the summer months, lasts for a period of not less than six weeks. Its average duration is thus considerably shorter than that of a normal university term. Its numbers should not exceed about 100. The education provided consists of a short course of lectures, seldom less than two or more than six by a single teacher, followed by a discussion in which questions are put and views advanced by individual students. At the close of each short course a whole period is devoted to its discussion. The programme is bi-lingual throughout, interpretation being seldom needed except when a student of a third nationality finds it convenient to use his own language to render his thoughts more clear.

In addition to the lecturers, who are chosen not merely for their knowledge of a particular subject, but also for the width of their sympathies and their skill in eliciting and handling a discussion, there is also attached to the school a small staff of tutors. Their special task is to maintain the general intellectual level of the school and to meet the special needs of individual students or groups of students. They are themselves, of course, drawn from various nationalities.

The subjects covered by the lectures are drawn from the social and political life of the present-day world. There are courses dealing with the culture and institutions of individual countries and others dealing with general social and political problems of the present day; others again convey the personal experience of some recognised authority on international questions with which he has himself been concerned. It will be of advantage to the life of such a school if it is so situated that it can draw upon the services of a number of persons who have had experience of international affairs in different fields of activity.

The material of discussion will thus, within the course of a few weeks, present a great variety of aspects and interests. Theory and practice, law and sociology, economics and political science, sometimes even æsthetics, and, above all, the best of nationality together with the best of internationalism, all find their places in turn. The students reside in the town, as in an ordinary European university, and there are no special rules of discipline. But means are taken to provide facilities for social contacts and recreation.

Experience has shown that a school of this character performs a service for which no other systematic provision has as yet been made. Its special characteristics can be briefly analysed.

In a famous passage of the Apology, Socrates describes himself as the gadfly of the Athenian state, "a great and noble steed who is tardy in his motions owing to his very size and requires to be stirred into life." The student at a school of international contacts, tardy in his motions owing to the very size of the modern world, is submitted to something analogous to the old Socratic discipline. He lives in an atmosphere of constant stimulus and self-restraint. He is perpetually being startled by the outburst of new opinions, new theories, new philosophies, emanating from the representatives of countries, groups, and even races which have been for him hitherto mere names on the map. Fighting with all the tenacity of a young intellectual to maintain his own hard-won footing, he is surprised, sometimes almost battered, into a realization that the world is too diverse to be summed up in a formula. Arriving confident in his own opinions and eager to be their missionary, he returns with the discovery that the opinions of others, however unreasonable, are, for a student of the world, even more interesting than his own.

This discovery is no mere intellectual achievement. It registers what is predominantly a moral experience, an enlargement and deepening of the personality. It might almost be compared to a conversion. To have become familiar with the special agencies of the United Nations or with the provisions and working of the new French constitution is no doubt a valuable discipline. But the facts will pass from the memory and will need to be refreshed on a future occasion. To have learnt to open the mind to hitherto unknown and even inconceivable states of thought and feeling is to have undergone a permanent change. It is like learning to swim. Once a swimmer always a swimmer.

Moreover, as a result of this experience, every particular problem henceforward is seen in a new light. The mind will rise instinctively

above the dust of petty controversy to a higher altitude, where the scene can be observed in its larger setting and the opposing party and its stronghold also brought into view. Everything is seen in its wider relations.

Thus the object of a school of international contacts is not to provide systematic instruction in any branch of study. It leaves international law, political science, and political economy, to the ordinary academic faculty or to the professional institution. Its students earn no "credits," pass no examinations, receive no diplomas. But, if they have been loyal to the discipline, they carry away a special hall-mark. They have become, in the true sense of a much-abused phrase, men of the world.

It will by now have become apparent why such a school is organised over only a comparatively short period. It is too intense, and the strain on the student is too great, to be prolonged. The task of opening the mind to the appreciation of international problems is one of the most fatiguing that can be conceived. Carried on in a society which is not simply bi-lingual, but multi-national, it involves, almost at every moment, a fresh adjustment. The meals, the excursions, the recreations, are sometimes as intense as the lectures and discussions themselves; and the latter do not always end for the night when the evening meeting is dispersed.

This suggests some observations on a matter which, it might have been expected, would have been treated earlier in this Report—the international exchange of university students.

Scholarship systems for students to pursue university studies in foreign countries have been in force for a number of years, in some cases, as in that of the Rhodes Scholarships, for close on half a century. A mass of evidence therefore exists on their results and conditions and on the conclusions drawn from them by those who administer them. It would seem to be clearly established that the administrators of such funds have tended to push back the age of travel from the undergraduate to the post-graduate years and have found it more satisfactory to send students for regular courses abroad when they have a distinct professional object or task of research in view.

A related question on which fuller information is needed is the social life of the foreign student, whether living alone or in hostels specially provided to meet his needs. It will not be surprising if it is found that the task of adaptation to a foreign environment becomes so fatiguing in the long run that foreign students, like the less intellectual immigrant, tend to flock together and even to intensify their national sentiments, reacting against their environment rather than drawing from it the benefit that they came to acquire. It is such difficulties as these that are avoided in the short-period school of international contacts.

We have now brought the ordinary student, who is not destined for an occupation involving constant international intercourse, to the close of his formal training for the study of the larger world. Other less formal means which may, and do, contribute usefully to the same end fall outside the scope of public education proper and concern other aspects

of the programme of Unesco. One general remark may however be made at this point. It will have been noted that, as education advances from stage to stage, its organisation necessarily increases in elasticity. In the university, and still more in the school of contacts, an atmosphere of freedom and intellectual initiative is all-important. There is no department of human activity where the heavy administrative methods of modern large-scale commercial enterprise are less at home or more completely defeat their purpose. What may be efficiency in the one region becomes an encumbrance in the other. The spirit of higher education is subtle and elusive: it bloweth where it listeth; it cannot be manufactured, although it can quickly be extinguished, by buildings, equipment and officialdom. Where two or three are gathered together in the search for truth, there is a university, richer far, sometimes, than the cold halls in which students are numbered and tabulated to receive the wholesale diploma resulting from an anonymous examination. Not so did the greatest of teachers ply their craft, either in Greece, Palestine or India. Not so will wisdom and culture be cajoled back to our own lifeless and mechanised age. Thus we may expect to find experiments in higher education worked out in many new and hitherto unrecognised forms, and often associated with voluntary enterprise, on a national or international basis. The administrative relationship between such efforts and public systems of education is a problem that still remains to be worked out. A parallel in the national field exists in the relationship established in some countries between the public authorities and enterprises in adult education.

## PROFESSIONAL TRAINING FOR INTERNATIONAL CAREERS

We now leave the broad highway of general education for the twentieth-century citizen and enter on a narrower and more exclusive track, reserved for those who are preparing themselves for careers in which international intercourse, in one form or another, plays a leading part.

Such a career has existed for centuries in the diplomatic and consular services. Its range has been greatly extended by the political, economic, scientific, and social developments of recent years. There is indeed to-day something like a confraternity scattered throughout the globe the members of which are bound together by the ties of a common professional experience. Side by side with the Foreign Service officials, there are the officials of the United Nations with its "specialised agencies" and of other inter-governmental organisations: there are the staffs of the numerous and increasing non-governmental international bodies: there are the Colonial Services whose work, both at home and in the field, is international in the strictest sense of that term: there are men in many positions in the world of commerce and banking, amongst which the intelligence services attached to important businesses are worthy of special mention: there are the journalists, whether at the editorial office or in the field, who specialise in world-affairs: there are men in professional positions, in such fields as chemistry, physics, medicine,

engineering and law, who need to keep in close contact with world affairs from their particular standpoint: there are administrators in the Government Departments, other than Ministries of Foreign Affairs, which are more and more being drawn into the network of international co-operation, whether their special function be health, commerce, transport, communication, justice or defence: there are the higher members of the defence services themselves: there are the members of the legislative branches of Government, deputies, ex-deputies and would-be deputies, for whom, since they are the exponents of public affairs to the voters, familiarity with world-affairs and opportunities of meeting with colleagues from other countries are specially important: finally, there are individuals and groups concerned with the international side of the work of religious bodies, since these have become increasingly conscious in recent years of their need for a closer understanding of world affairs if the universal element in their message is to find its way into the minds and hearts of men across the barriers of habit and circumstance.

This large field of work calls for new and very special educational facilities: for the future of international relations, and therefore of civilisation itself, depends in a peculiar degree on the practitioners of internationalism. If they can achieve mastery in their task, there is hope that the peoples behind them may second their efforts. But if those in the van fail or flinch, if the chosen bodyguard of peace is unequal to its trust, where are we to look for help? *Quis custodiet ipsos custodes?*

Yet how little stands at present between us and such a disaster those who best know the conditions would be the first to admit. The international career does, indeed, number in its ranks an élite of men who are not only heroes but saints. The world knows little of them: for their work is done behind the scenes, and fame for them is not a reward for their own labours, but an inducement to be offered to others to persuade them into the path of wisdom. Self-effacement has indeed become the law of their being: in the existing frailty of human nature it is for them the first condition of success.

But to have encountered such rare spirits and to have watched them at work, facing disappointment after disappointment, is to realise the immensity and—one might almost add—the tragic irony of their Sisyphean task. For in truth there is no region in which true internationalism is more difficult than that in which it is ostensibly practised. The very multiplication of contacts tends of itself, when not counteracted by habituation or deliberate effort, to set up processes of reaction and irritation of which every thoughtful participant in an international gathering soon becomes aware. Thus it is that, in such meetings, where professions of good will and fraternity are on every lip, the atmosphere of the proceedings can fall far below that of a similar gathering on a purely national basis. Internationalism, like war or danger of other abnormal experiences, can call out both the best and the worst in human nature. It is not true that it makes good men better and bad men worse:

that is too crude a criterion. There are men of far from flawless disposition who can render excellent service in the international field, whilst others, whose desires and intentions are undoubtedly closer to the ideal, find themselves the prey to influences to which, in normal circumstances, they could have offered easy resistance. The fact is that when a human being is placed in a thoroughly uncongenial environment, he is unable to bring his real personality into play and for all practical purposes is a sick man. International work is carried on to-day, far more than the outside world realises, by men who are not only intellectually but physically unfit for their task. The first maxim of the international worker should be: "Physician, look to your own health."

This is one, and perhaps the chief, reason for the failure of so many of the experiments in direct international administration. Men placed in positions where they were expected to rise above the normal level of conduct and understanding insensibly descended beneath it. This, too, explains the glaring discrepancy between the preaching and the practice of internationalism. It is a simple matter to profess the international faith at the circumference, in the comfortable seclusion of a monoglot environment. To remain true to it at the centre, against all the natural emotions of the inner man, requires a constant effort of self-mastery as well as habituation to a perpetual process of intellectual adjustment.

For it is when the problem has been brought down from the clouds of sentiment to the plane of practical action, when the men seated round the committee table are in actual intellectual communication, that the greatest difficulties begin. It is then that the differences between their backgrounds become most manifest, and the clash between them most pronounced. It is easy to recognize in a general way that Confucius differs from Shakespeare and that Molière and Dante differ from Walt Whitman. It is quite another thing to face the practical problems resulting from the fact that the peoples of which those great spirits embody the quintessence have each their own way of applying their minds to a given task. The troubles of an international conference begin, not with item one on the agenda paper, but over the drawing up of the agenda paper itself.

It will thus be readily understood why it is of prime importance that the professional training for international work should not be carried on throughout in a purely national atmosphere. For perhaps the most important element in that preparation consists in the perfection of the mechanism of intellectual adjustment. International co-operation can only be carried on by men and women who have learned how to co-operate. Co-operation is first a discovery and then a habit. The school of contacts promotes the discovery. The professional school forms and fortifies the habit.

#### **THE SIXTH STAGE : PREPARATORY TRAINING AND INITIATION**

Much has been done in particular countries in recent years to organise preparatory instruction for international careers. In some cases the initiative has been taken by individual institutions for the benefit of

students preparing themselves for such careers : in others the instruction has been under government auspices for students either already selected or in process of selection for some official Service. Thus in the United States there are several institutions of University rank dedicated to this work, including a " School of Foreign Service " in Washington itself, in a position to use the services of Government officials for part of its teaching staff. In France which has for long attracted many future diplomats and public men, two new institutions, the Fondation Nationale des Sciences Politiques and the Ecole Nationale d'Administration have lately been created. Great Britain, partly due to the close relationship between the Universities and the Civil Service Commission exemplified in their respective examinations, has been slower to move in this respect ; but the events of the war gave rise to much discussion on the subject, resulting in proposals for the reform of the Foreign Service and for a new system of training for the Colonial Service, in a comprehensive report on the training of Civil Servants in general and in the creation, under non-Governmental auspices, of an Administrative College where those engaged in the management of businesses or trade unions, together with members of the public services, whether central or local, can study the common problems arising out of their work. Similar experiments in other countries could be adduced did space permit. As it is, only one can be mentioned—the Post-graduate Institute of International Studies founded in Geneva in 1925, in close relationship with the University of Geneva ; this, as was to be expected, has been more international in the composition of its student body than the institutions in the larger countries.

On the theoretical side, too, there has been much controversy. The Institute of Public Administration has been active in this field in Great Britain, whilst in France the mutual relations of Law and Social Studies have been a theme of frequent discussion. In the United States the concept of the Social Sciences has a more assured place in the University system than in Europe and academic opinion on this subject has consequently been more clearly expressed. It would be out of proportion in this Report to particularise further, but allusion may be made in this connection to one academic feature widely prevalent in the United States and less common elsewhere—University Schools of Journalism.

Certain broad conclusions would seem to emerge from the experience of these institutions and the discussions accompanying it.

In the first place there is a clear distinction to be drawn between instruction in the background knowledge needed for an international career and instruction provided as part of the process of initiation into the career itself.

The University centres just mentioned, and the others resembling them, however many optional courses they may provide, do not and could not profess to equip students with the proficiency required for particular careers. In effect, they are Graduate Schools of a special type, organised to meet the needs—but only the *general* needs—of a particular kind of student, young men of about the age of 22 who have

taken their first degree and are intending to pursue an international career. (This leaves out of account a second quite different type of student who is engaged on research: he may be of any age—even the age of retirement). They are wholly different in spirit and atmosphere from courses provided primarily for a closed group belonging to a given Service.

It is with instruction of this latter type that we are concerned in this section of the Report, but a few words must be said about the study of international relations as part of a University course, since this subject was deliberately left on one side in the section dealing with the University.

International Relations, as an academic subject, may be understood in a wider or a narrower sense. In a wider sense, it is not a single subject but a bundle of subjects, all of them concerned with the understanding of the contemporary world—political science, sociology, law, recent history, economics, geography and philosophy, not to speak of others on the penumbra, such as physics and chemistry. In this sense, International Relations forms part, in some shape or another, of every University course in Arts, and should form part, it may be added, of every University course whatsoever. In some Universities this complex of subjects, or part of it, has in recent years been more clearly integrated: thus at Oxford an Honours course of Philosophy, Politics and Economics was instituted a quarter of a century ago and a proposal for a higher degree in this field is now under consideration by the University.

In the narrower sense, International Relations may be little more than a study of inter-governmental relations or even of no more than the machinery of the United Nations. Such a subject no doubt has its place as part of a general study of present-day world affairs, but divorced from its natural fellows it has no great educational value at the University stage.

It is therefore not difficult to understand why neither of the two British Committees concerned with schemes of training for international careers should have directed their attention to the details of the University education of their clientele. The Foreign Office Report dismisses the subject in a few words: "In the choice of officers for the Foreign Service, particular attention must be paid to the personality and character of the candidates, whilst ensuring that they possess the intellectual capacity and the knowledge of foreign countries and foreign languages, of modern history and economics necessary for their career. This knowledge can with difficulty be acquired without special study, such as to-day requires the assistance of private means. This requirement places a limitation on the field of selection of candidates which cannot be accepted. The new scheme of recruitment and training will therefore consist of a preliminary competitive entrance test designed so that it can be taken without special study" (i.e. without a special study of "foreign countries and foreign languages" and of the particular aspects of "modern history and economics" needed for the Foreign Service) "followed by a period of training abroad at the expense of the State," this, in its turn, to be followed by an examination in the "special subjects." The Colonial

Office Reports, which goes much more fully into the details of the provided courses, says nothing at all about the previous education of the candidates, although it pays high tribute to universities themselves as "imperial and international communities."

In the second place, both types of instruction—the Graduate School of International Studies and the training courses for individual Services—allow for an admixture of foreign students or for some other form of international experience. Thus the Colonial Office memorandum advocates the extension of invitations to members of Foreign Colonial Administrations to attend the initiation courses and remarks that a start had already been made in this respect by the attendance of Officers from France and Portugal at the course held before the war. The memorandum further suggests that "Dominion and foreign observers, especially Americans, might well be invited to visit the training centres and take part in some of the discussions." The admixture in the Graduate Schools has already been mentioned.

Thirdly, however, it should be noted that in all the cases cited, with the possible exception of Geneva, the international element is no more than an admixture. The Graduate Schools are controlled by Governing Bodies of a national complexion, whilst the Service courses are under the control of the authorities of individual governments. This is inevitable where it is a case of binding entrants together in an *esprit de corps* for their Service. But it leaves open an obvious opportunity for further short-term courses, at this stage, of a similar professional character under international auspices, as also for a certain degree of interchange between the teacher and even the students in the organisations concerned.

### THE SEVENTH STAGE : THE FIRST RE-ORIENTATION

Recent discussions on the public services on both sides of the Atlantic have emphasised the need for a prolonged break in the life of a government servant to enable him to re-orientate himself after his first immersion in official work.

The United States Committee on Civil Service Improvement recommended in 1941 that Civil Servants should be granted leave for advanced training purposes. The British Committee on the Training of Civil Servants, reporting in April 1944, endorsed this and suggested that "selected Civil Servants—say in the early thirties—should be granted a sabbatical leave to pursue an approved course or to undertake a task of research, either in Great Britain or abroad. Such leave", they added, "should be with pay and should count as service for purposes of pension." The Colonial Office memorandum is more specific. It emphasises the need to counteract the *malaise* which is apt to assail the young Officer "about the fifth to seventh year of service" by teaching him where he fits into the general scheme of colonial government and how to understand and co-operate with other departments and with the Secretariat; to deflate his conceit if he thinks he knows too much; and to fortify his morale after any shocks which his idealism had received during his apprentice tour.

For this purpose the Colonial Office scheme provides for a Second Course to enable Officers to "check, criticise and clarify" the experience they have gained.

The Foreign Office Report also provides, as has already been seen, for a second course, but at a somewhat earlier age, before definite acceptance for the Service. This would follow a period of apprenticeship, lasting for eighteen months, during which candidates would be given travelling studentships from public funds "in order that, under due supervision, they may study at least two languages abroad, together with history and economics, and acquire the necessary familiarity with life in countries other than their own." Thus the Foreign Office second course, the official part of which would appear to be little more than a qualifying examination, supplemented by an interview, would take place under psychological conditions very different from those for which the Colonial Office second course is designed.

The best general discussion on this subject known to the writer is that by Mr. H. E. Dale in his book *The Higher Civil Service* (1941). He there suggests (p. 220) that, in order to foster "wide experience of men and things" the civil servant of the Administrative Class should be granted during his career two periods of long leave—each at least six months, and, if possible, a year. The first should be granted at the age of twenty-eight or thereabouts " (i.e., corresponding to the "fifth to seventh year" in the Colonial Office memorandum) "and the only condition should be that the young man does something as unlike the work of a Government Department as possible and in totally different surroundings, . . . . The second period of long leave should be granted between the ages of forty-five and fifty, to men who had reached at least the rank of Assistant Secretary. This period should also be devoted to the main purpose of seeing new men and new things, but in a less adventurous and random manner. The mature official ought to be sent travelling, not too extensively, in foreign countries; and he should be provided with introductions which will make him acquainted with a varied assortment of representative men and women inside and outside the Government circles in the countries which he visits. . . . He should stay at least a month in each of the principal countries he visits. . . . The main purpose of his travels would be to widen his general knowledge of men, women and systems of Government, not his specialised knowledge of particular subjects."

#### THE EIGHTH STAGE: THE SECOND RE-ORIENTATION

In the passage just quoted, Mr. Dale adapts to the needs of the Civil Servant a conception that has long been familiar in the Army and has, within recent years, become familiar in the Defence Services as a whole—a conception that has become crystallised in the term "Staff College."

It is true that Mr. Dale does not suggest that Assistant Secretaries should spend their period of leave or secondment within the four walls

of a College, like the military officers of comparable age and rank selected for a Staff course. But the underlying idea is the same in each case—that in an advanced stage of a service career, somewhere in the forties, there should be a break in the regular routine and that this should be used as a means of preparation for more responsible work at the higher stage.

There has been considerable discussion recently in Great Britain as to whether the Staff College conception can properly be applied to the Civil Service, and, if so, in what form—all the more so as the experiment of applying it to the three Defence Services as a whole has proved successful in the shape of the Imperial Defence College. If the term is taken in its natural sense, the verdict hitherto has been negative. The report on the Training of Civil Servants, which was specifically instructed by its terms of reference to consider whether a Staff College for Civil Servants should be established, declared its "whole-hearted belief" in "the value of a break from the usual work at some time in a man's career" but considered that this aim was "capable of attainment by other means." The means suggested, however, as is made clear in the passage already quoted, refer only to Civil Servants "in the early thirties" and thus have no special bearing on the Staff College problem. The report added that it was not desired to "exclude the possibility of sending Civil Servants as an experiment to the National Administrative Staff College if that institution were set up by the interests concerned." Such an institution has, in fact, now been set up, though it has not yet begun operations: but the word "Staff" has been dropped from its title. It, too, contemplates catering for an earlier age-group than the normal inmates of a Staff College.

The Colonial Office memorandum is nearer to the Staff College idea. It proposes that "at a later stage of their career a selected number of the most promising officers be given study leave for special advanced study." This period of study is described later in the memorandum as an "Advanced Course" but in a footnote the terms "study leave" or "sabbatical leave" are substituted as being "more appropriate." In fact, the proposal in its amended form is not unlike that of Mr. Dale, except that it is more fully worked out and contemplates a somewhat earlier age group. "The principle," says the memorandum, "should normally be to let each officer study some particular subject which he chooses and which has the approval of his own Governor and of the Secretary of State. The choice should be as wide and the arrangements as flexible as possible. The ideal would be to send the given officer wherever in the world he can best study the subject matter he has chosen, whether it were advanced anthropology at some British or Continental University, the agricultural development of Java, the organisation and methods of a shipping firm or business house, American town planning policy in Porto Rico, economics or problems of population and census at London University, Russian policy in relation to the backward people of Kazakstan, social welfare at Liverpool, or the policy of foreign administrators of genius like General Wood or Marshal Lyautey and their effect on the Philippines and Morocco." It will be noted in passing what

useful service could be rendered by Unesco in providing guidance in their choice of such a subject, both through its reference publications and, still more, through the possibilities of personal contact opened up through its various activities.

"But wherever the officer goes," continues the memorandum, enlarging here on Mr. Dale's proposal, "the benefit of what he learns should not be restricted to himself or to the territory he is serving. Whatever is new and of value in it should go into the common stock, and be made available to the Service generally and to those who are engaged on research in colonial questions or in teaching its officers." It is therefore proposed to "make it a rule that, after the officer has completed his inquiry he should, whenever possible, spend the last few weeks of his 'study leave' at one of the Departmental centres of research or training. During this period he would be expected to record the gist of what he has learned in a report or thesis, which should be discussed and criticised by his colleagues, and supervisors, and whatever in it is likely to be of permanent value put on record."

What is this but a three weeks period in an educational centre at the Staff College level? And what is there to prevent the technique just described from being applied in an international group of similar professional composition?

It is clear that, at every stage of professional education for an international career, there is room for an institution which shall provide appropriate facilities in an international atmosphere and under international control. The whole logic of the development which has been outlined in the preceding section and of the discussions there summarised leads up to the assumption by Unesco of a task so thoroughly in accordance with the terms of its own Constitution.

## INTERNATIONAL ASPECTS OF ADULT EDUCATION

Before we deal with the practical possibilities that lie before Unesco in the field of education in international relations, there are two aspects of the subject which remain to be treated, since, owing to their general character, they did not find a place among the stages of the preceding discussion. The first of these is adult education.

Adult education is a term which it is dangerous to try to define, since its genuine substance is apt to evaporate in the process. It is easy to say—and in some countries where the general intellectual standard is high it is said—that it is meaningless, since, if education is defined in formal terms, it will have been concluded before the adult stage, and if it is more broadly interpreted, it goes on continually in the ordinary process of life and requires no special provision. There is much truth in this paradox and it should never be lost sight of by those professionally concerned with education. Many a café in France, many a shepherd's hut in Greece are more likely centres of intellectual co-operation, in the true sense of the term, than some of the buildings on which public money is spent for this purpose amongst more lethargic populations.

Nevertheless, even in France and in Greece, as the *Université populaire* and in bygone times the Agora have borne witness, it is profitable to apply educational methods and standards to the discussion of themes of general interest by ordinary citizens. Indeed, the working out of such methods and standards, under conditions of independence but with the co-operation of the public authorities, has been one of the notable educational developments of the last forty years. In one country after another characteristic movements have developed corresponding to the habits and tastes of the population. Thus to-day there are links throughout the greater part of the western world which might without great difficulty be drawn together into a widespread international movement. Indeed this has already been attempted by two organizations centred in Great Britain, representing two different types of approach. The first, the World Association of Adult Education, associated with the name of Dr. Albert Mansbridge, performed a valuable service in surveying the progress of adult education country by country, but never attempted itself to carry on definite teaching work. It has lately discontinued its activity. The other is a movement initiated by the Workers' Educational Association of Great Britain in October, 1945. This led to the organisation of an International Federation of Workers' Educational Associations. Representatives attended from Canada, Czechoslovakia, Poland, Denmark, Norway, Sweden, Switzerland, Great Britain and observers from Eire and New Zealand. The Federation approved a programme of co-operation which was designed to encourage international residential education, the organisation of international residential schools for *organisers* of Adult Education, and an International school as soon as possible at the headquarters of U.N.E.S.C.O. The Federation also approved of arrangements for Joint Summer Schools and the exchange of publications, films, educational exhibitions and educational programmes in broadcasting. It may be mentioned that the British W.E.A. has for several years past been organising joint summer schools abroad. From 1934 to 1939 it took over 50 to 60 British Trade Unionists to the International Labour Office each year for intensive study of I.L.O. work, and organised Anglo-Scandinavian Summer Schools during the same period, as well as an Anglo-Czech Summer School. In the present year it has had an Anglo-Scandinavian Summer School in Norway and an Anglo-French Summer School in London. In the Northern Countries, too, there have been successful experiments in adult education across national frontiers, and for some years before the war a short-period school of adult students from these countries was held at Geneva. Another noteworthy recent event in the field of adult education, preparing the way for future international co-operation, is the creation in Great Britain of a National Foundation, as a central body for Adult Education.

Here is a field in which much useful work could be accomplished by Unesco. What is required is a type of institution employing the technique of the School of International Contacts, but applying it to the needs of a non-University clientele.

Language no doubt presents a considerable difficulty in this field, but there are a number of countries in which the ordinary citizen has a

general knowledge of two languages, of which English or French is often one. In other cases, where a more or less monoglot school would be the only possibility, the international character could be ensured by drawing students from a number of contiguous territories.

The selection of students presents a more difficult problem than in the ordinary School of International Contacts, where the recommendations of University teachers are available. But, if Unesco strikes its roots as widely and deeply as it should in the various countries, means could certainly be found to discover suitable students and to make arrangements for them to attend a short-period international school. Such schools might sometimes be organised on the basis of certain common occupational interests amongst the students, apart from the general interests arising out of the aims and objects of Unesco.

### MASS COMMUNICATION

Since the beginning of the present century a new influence has entered into public education through the discovery and rapid development of new means of mass communication. Mass communication—that is to say the communication of words and images beyond the circle reached by unaided human means—took its rise, five hundred years ago, in the invention of printing from movable types. The appearance of the printed book caused a revolutionary change in educational method, transforming the role of the teacher from being primarily one of exposition to one of explanation, interpretation and stimulus. Equally revolutionary was the influence of the newspaper, which followed somewhat tardily after the book, upon public opinion, which it not only transformed, by supplying it with material hitherto quite beyond its reach, but in large measure created. This is not the place in which to dwell upon the influence of the book, the pamphlet and the newspaper upon the art of government. Suffice it to say that without them democracy in its modern form would not only have been impossible but inconceivable. As to the right use of books and newspapers by the citizen, under the régime of responsible liberty, something has already been said in a preceding section.

Equally, if not more, revolutionary is the influence which is or can be exerted by the group of inventions developed within the last half-century—in particular wireless telegraphy, leading to radio broadcasting, and the cinematograph. Though neither of these has in any country become an official part of the national system of education, no general inquiry into public education can ignore their present influence and future possibilities. An inquiry into international intellectual co-operation is all the more bound to take account of them since one of the features of these new inventions is the ease with which they can be applied, as indeed they have already been applied for a generation or more, across the boundaries of states.

Radio broadcasting, under which is included television, knows no frontiers. It is, in its very essence, a global force, though it has not as yet been organised as such, owing to difficulties in securing co-operation

between the various local broadcasting authorities. In the nature of things, this can only be temporary. If the passive and much abused microphone could speak to the listening world with a voice of its own, who can doubt that it would plead to be placed in the hands of authorities inspired by a single purpose—that of enabling men and women everywhere better to understand the world in which they are living and thus to help to fulfil the purposes of the United Nations Charter?

Technically speaking, the cinema is not a global force in the same sense as broadcasting. Pictures are not projected across state frontiers: they are articles of export, like timber and textiles. Moreover, the cinema industry, although subject in every community to measures of state regulation, is not generally under the same direct governmental control as is usually the case in broadcasting. An additional difficulty is that the industry is one which requires large capital resources, with the result that its development on a large scale has so far only been possible in a comparatively small number of countries. In so far as the influence that it exerts affects public opinion and public standards, there is an element of inequality here which, though not necessarily harmful, certainly calls, according to Unesco principles, for watchful attention.

Within the limits of this interim report the large and complex issues involved in the use of these new influences and potentialities of mass communication are not discussed. Alongside with much else, they are reserved for further study.

### PART III. THE UNESCO CENTRE

In the first section of this study it has been argued that one of the causes of the present *malaise* in the world is that there is a lack of a sense of direction in public affairs. This is a lack for which Unesco can provide no quick remedy, for it is due, in the main, to factors outside its sphere of action or competence. But that is no reason why Unesco should lack a sense of its own direction within its own limited orbit. Indeed, no more unfavourable auspices could be imagined for the First Session of its General Conference than that its proceedings should be inaugurated in a spirit of drift.

Nevertheless, in the drawing up of an immediate programme or action, opportunist considerations must necessarily be present. Programmes spell public money, and public money spells lawgivers and taxpayers, both so far unconverted, if not to the principles, at least to the methods and policies of Unesco. To set forth an immediate programme designed to set Unesco moving at once with a powerful momentum would clearly be impracticable.

There is a way out of this vicious circle. It is to project ourselves into the future, disembroassed from the preoccupations with which the members of the 1946 Conference are very properly concerned, and to show what Unesco could and might achieve, under favourable auspices, in one single field of its activity—that of education for international intellectual co-operation.

\* \* \* \* \*

Let us then imagine ourselves to be visiting the Unesco Educational Centre some years ahead of the present time. It is best not to attempt to specify the date, since this must depend on the degree of enthusiasm shown by the Conference in the working out of its project. Nor can this report, within the scope assigned to it, deal with the juridical position or the material side of the management of the Centre, though these may be subjects of enquiry for the Conference in the future. It is enough for present purposes to describe the Centre as operating on Unesco territory.

The Centre is situated in attractive conditions with ready access to means of healthy recreation and to the amenities and conveniences of city life. It is somewhat larger than the campus of a well-equipped university in the United States. A better comparison—if new can be compared with old—might be with the inner section of Oxford which some have proposed to seclude from its commercial and industrial surroundings. It might be described as a Collegiate Territory.

Scattered throughout the Territory there are a number of buildings, known as Houses, each consisting of living quarters for between 50 and 150 inmates, together with a refectory, a lecture hall, a number of smaller rooms of varying size, suitable for discussion groups, a library adapted to the special needs of the House, two Common Rooms (one, perhaps, less talkative or smoke-infested than the other) together with living quarters for the Head of the House and for a small number of resident tutors.

Each House is directed to some particular department of international intellectual co-operation. Some of these had already been envisaged in 1946, but the list was extended by degrees as the project developed and its purpose and methods became better known.

Thus there is a House corresponding to each stage of the general educational process, from early childhood to the School of International Contacts and Adult Education. There are Houses for the various recognised international careers, where their practitioners can make themselves at home during part of their period of study-leave: a House for Foreign and Colonial Service and United Nations officials: a House for civil servants, whether central or local: a House for members of legislative assemblies: a House for officers of international voluntary organisations: a House for journalists: and a House for teachers in the field of international relations or contemporary social studies.

There are also Houses, either already established or under contemplation, for those engaged in a number of activities the international aspects of which were not at first so clearly discerned. Thus there is already a House dedicated to the creative arts, and others devoted to natural science, medicine, law, engineering and philosophy, whilst Houses for history, economics and psychology are under discussion.

The activities carried on in the Houses vary greatly according to their nature and according to the policies developed by their individual

Heads, who have naturally been chosen because, in addition to their other qualities, they are gifted with initiative. But two broad lines of activity are distinguishable. One is the holding of short-period courses for carefully selected groups, never exceeding 150 in number and mostly under 100, using the general technique of the School of International Contacts, as applied to the occupation or interest in question. The other is the making of arrangements for bringing every visiting group or individual visitor in a House into relation with the life and activities of the Centre as a whole.

### THE ATMOSPHERE OF THE CENTRE

All these activities, if they are to produce the results and exercise the wide influence which Unesco will properly expect from them, presuppose a pervading and unifying atmosphere throughout the Centre. This, in its turn, can only be diffused through its individual inmates, whether regularly attached to the Centre or temporary visitors.

This atmosphere may be defined, though words are insufficient to describe it, as the spirit of a team of free and responsible personalities each engaged on a task conceived in terms of the world as a whole.

Every inmate of the Centre is a free and responsible being: he or she has found his own bearings under post-war conditions. But every inmate is also a member of a team, bound by the ties of loyalty and mutual helpfulness engendered by their work with a common aim—the welfare of mankind at a crucial moment of human history. Many of them have passed through an educational process, whether in a School of International Contacts or elsewhere, in which they have gained the larger vision and at the same time encountered at first hand the difficulties of the task before them. Others have acquired an even more vivid experience of the confusion and complexity of the present day world in the course of their professional duties. As a result they have gained a sense of what may be described as personal independence in an interdependent world. They cannot escape from this interdependence even if they would: for it is only through it that they can function—that they can express their personality and make their individual contribution to society. But still less can they surrender one iota of their independence: for it is this, and the deeper sources from which it is drawn, which sustains them in their work and provides them with the possibility of making any social contribution at all.

\* \* \* \* \*

It would be tempting to extend this brief glance into the future to include some account of the regular work of the Centre—a general time-table, for instance, over a period of a week or a month, or a similar programme for one or more Houses, or even a description of one meeting of a group, or of two joint groups from different Houses. But this would be to indulge in speculation inconsistent with the character of this report.

It is sufficient to have given a general outline of the form which might be taken by "a centre for the study of international relations in their general bearing upon effective international intellectual co-operation" created "within the orbit of Unesco."

### THE IMMEDIATE PROBLEM

The project outlined in this study is both large and complex. Taking its start from the present maladjustment in our civilisation, as analysed in its opening section, it proceeds to set forth what is believed to be a means, capable, if wisely and boldly applied, of dissipating the present *malaise* and enabling men and women everywhere to recover confidence both in themselves and in their social framework, adapted, as it must be, to twentieth-century conditions.

There is no desire to minimise the dimensions of the task thus assigned to Unesco or the persistent effort that will be required, year after year, to carry it out. On this score there is no more to be said than that the greatness of the task is commensurate with the aspirations—one might go further and say the instructions—set forth in the Preamble and Article I of the Constitution.

But the project is also very complex. It closely effects every member-country and many different groups and interests in each country. To some of these it may at first sight seem strange, and even fantastic. For others it may conjure up doubts, suspicions and even fears.

Unesco can only win its way by persuasion. It cannot adopt the method of working out a blue-print in the privacy of an inner group and seeking to impose it on the wide circle of its members. Its policies must be accepted—and accepted with a full understanding of all their implications—not imposed or dictated.

This study has been prepared for the First Session of the General Conference in November, 1946, for whose approval it is submitted. Such approval, should it be granted, would not imply a wholesale endorsement of the details of the scheme, for the close examination of which, it is recognised, there will have been little opportunity. It would be interpreted simply as a preliminary expression of approval in principle, subject to further enquiry, under conditions permitting of more careful study, at a later stage.

Such an enquiry, it is suggested, should take the form of a Conference of individuals drawn from a wide circle of countries and from the various fields affected by the proposals of the study. It should be sufficiently large to include all the various types of experience concerned, but not so large as to be unwieldy. Provision might be made for a group of a hundred; the meeting should take place in a building, such as a residential college, where the members could live together and meet freely and easily outside conference hours. A meeting of this sort is apt to develop its own momentum and it would not therefore be wise to limit it to less than three weeks.

In view of the careful preparation required and the importance of securing adequate representation from countries distant from Paris, the date of the meeting could hardly be set earlier than April of next year.

This Conference would be the principal event in the field of international intellectual co-operation in the year following the First Session of the General Conference: for its report would presumably evoke widespread discussion in member countries and form an important topic at the session of 1947.

Much time would also be devoted during the year to discussion of the subject in other ways, through meetings of national commissions, of international associations, and even of national bodies of importance in particular countries. At the end of a year it should be possible to arrive at a conclusion as to the general practicability of the project in present circumstances and perhaps even as to the pace of its future development.

But the delay occasioned by this necessary process of discussion should not involve a cessation of activity in the strictly educational domain. Should the Conference give its approval to the principle of short-period international schools under the auspices of Unesco it should be possible to organise three such Schools in the year 1947—one for teachers, one for University students and one for adults.

Each of these Schools would need to be carefully prepared and organised, for much will depend on their success: but it is believed that, with the contacts previously made or recently established, there is good hope for a fortunate outcome.

## CONCLUSION.

### THE NEGLECTED STAGE IN THE CONSTRUCTION OF PEACE

In the Preamble of the Unesco Constitution it is declared that "a peace based exclusively upon the political and economic arrangements of Governments would not be a peace which could secure the unanimous, lasting and sincere support of the peoples of the world" and that "the peace must therefore be founded, if it is not to fail, upon the intellectual and moral solidarity of mankind." In the following paragraph what is meant by this reference to "intellectual and moral solidarity" is more clearly explained. In it "the States parties to this Constitution" proclaim their belief "in full and equal opportunities for all, in the unrestricted pursuit of objective truth, and in the free exchange of ideas and knowledge," and affirm their agreement and determination "to develop the means of communication between their peoples and to employ these means for the purposes of mutual understanding and a truer and more perfect knowledge of each other's lives."

It is submitted that the practical programme put forward in the foregoing study implements, almost to the letter, the policy outlined in these principal paragraphs of the Preamble.

Leaving on one side "the political and economic arrangements of Governments," with which Unesco is, in any case, not concerned, it concentrates attention upon education as the surest foundation of peace. But, in so doing, it does not interpret "education for peace" as being merely the preaching of an uplifting message or the diffusion of information about the machinery and activities of the United Nations. On the contrary, the view is taken that education for peace concerns the educational process at every stage, from early childhood to Staff College, and every agency, official or otherwise, involved in the training of the mind and the formation of public opinion. For it is through the combined influence of the schools, the universities, adult education facilities and the agencies of mass communication that the intellectual and moral solidarity of individual peoples, so strikingly manifested during the war years, has been maintained and in some cases even largely brought into existence. A similar concentration and convergence of effort is needed to bring such solidarity into existence, not for individual peoples, but for mankind as a whole.

How a beginning could be made in this effort at each stage of education has been indicated in the various sections of the study, though necessarily only in the barest outline.

But measures taken in the individual countries can never suffice to bring a real sense of intellectual and moral solidarity into being, with however much enthusiasm and persistence they are pursued. They need to be kindled and kept alight from some quarter where such solidarity has already been established and can be seen manifesting itself in action. What is needed, in fact, is a sort of central generating station to provide a continuous supply of power for those carrying on this Operation Torch, if the use of such a term may be permitted, in its post-war form. Where else but in a centre of the kind set forth in the preceding pages could there be so free and continuous an "exchange of ideas and knowledge" in terms of the world as a whole? How else, than by some such means as are there described, could men and women from many countries and occupations, embodying many diverse opinions and attitudes, easily and naturally arrive at "mutual understanding and a truer and more perfect knowledge of each other's lives?" Is not the establishment of such a centre the surest, as well as the quickest, way in which the Unesco Conference can show its determination to turn the brave new words of the Preamble into a programme of practical action?

Advocacy of peace in the past has always been thwarted—not to say stultified—by the failure to recognise the difference between the real and the ideal, between the stark facts of the present and the bright possibilities of the future. As a result, practical statesmen and administrators have been apt to characterize so-called "pacifists" and "internationalists" as visionaries, whilst these latter, for their part, have denounced the so-called realists as lost souls, victims of bureaucratic routine who place the exigencies of administration above broad considerations of human welfare. Thus the two parties have stood, as it were, on opposite sides of a dividing gulf, each shouting to the other but with no possibility of useful converse.

But it is not merely since the emergence of world-peace as a factor in public opinion that the "idealists" and the "realists" have been thus at cross purposes. The controversy between them, and its accompanying misunderstanding, go back to the very origins of political thought—at least in its Western form. Is political thought a study of what is or of what ought to be? Should its systematic pursuit be described as "Political Science" or as "Political Philosophy?" The question is still undecided in academic circles, though a list of high authorities could be adduced on either side.

It is suggested that this misunderstanding—to call it by no more severe a name—is due to a defective analysis of the social process involved in the problems which the two parties have had under review. In the development from pure idea to practical accomplishment there is a stage which both have overlooked—the stage at which the conditions precedent to and indispensable for practical accomplishment are themselves brought into being. That stage is not a phase of pure thinking or imaginative construction: nor is it a stage of administrative organization. It is something between the two—roughly speaking, half way between the one and the other. It is the stage at which men begin to be conscious, in relation to the project concerned, of an atmosphere or climate of opinion. It is the stage at which the ordinary unreflective citizen begins, to use a current phrase, to take the project seriously. It is no longer in the clouds of the ideal: it is not yet established in the world of concrete fact: but sensible men, talking it over in the way in which such matters are discussed in democratic countries, have begun to ask themselves why it should not be carried out, and, if so, what should be the practical means employed for the purpose.

When this stage is reached—and not till then—the final stage towards practical accomplishment is psychologically possible, though the rapidity with which it will be traversed will depend on many incalculable factors in each individual case.

Perhaps an example may help to make clear this somewhat abstract exposition. Ever since the first Hague Conference met, now nearly fifty years ago, there has been a group of "idealists" urging that the way to establish permanent peace was to place the world under "the rule of law" and that for this purpose it was necessary to establish a World Court of Justice. Against them were ranged the "realists" who admitted to being "old-fashioned," to use the expression of a pre-1914 British diplomat, but contended that it would be worse than useless to establish a World Court when there was as yet no World Law—that is to say, no system of rules for the world as a whole which all its peoples, or even some of its leading peoples, considered as binding as those interpreted by the judges in their own national courts of law. What happened? The idealists secured the establishment of a Permanent Court of International Justice, thus demonstrating that their ideal was capable of being embodied in practical form. Nevertheless, within twenty years a second World War broke out, thus demonstrating that the realists were right in thinking that the mere establishment of a World Court would not suffice to place the world under "the rule of law."

In fact, world law, like the "intellectual and moral solidarity of mankind," will not have been brought down from the clouds until a climate of opinion has been prepared for it. A large part of the usefulness of the Hague Court of the inter-war years lay in the fact that, in spite of the limitations of its own powers and functions, it made the conception of a Rule of Law for the world more familiar to the ordinary citizen, thus preparing the way for the larger changes in public opinion and political structure which alone can make the term World Law a social and political reality rather than a prophetic anticipation.

It is a process of the same kind which the Centre proposed in the foregoing study should help to set in motion. How deep and how far-reaching its influence could become in the life of the world and how long a period of education and habituation will be needed to make "the intellectual and moral solidarity of mankind" more than a resounding phrase none can say. But that the task is one which the Conference can hardly fail to undertake, whether in this or in some other form, seems clear from the terms of the Constitution itself.

— o o —

## APPENDIX.

### EXTRACT FROM A MINUTE OF THE EXECUTIVE COMMITTEE OF THE PREPARATORY COMMISSION.

1. The Committee had under consideration . . . on October 3-4, 1946, certain questions relating to the general policy of Unesco which in their view call for special study and investigation . . . .

2. It was their unanimous opinion that the Executive Secretary should be asked to second Sir Alfred Zimmern to begin forthwith, in consultation with Universities and specialized groups, a study of the possibilities of creating within the orbit of Unesco, a centre for the study of international relations in their general bearing upon effective international co-operation, and to recommend how such co-operation can best be achieved . . . .

*October 4th, 1946.*

SEANCE DES COMMISSIONS DU 25 NOVEMBRE 1946 (matinée)

Deux Commissions ont siégé ce matin: la commission du Programme et la Commission de Reconstruction, qui toutes deux se réunissaient pour la première fois.

La Commission de Reconstruction

Sur la proposition de la Commission des Candidatures la présidence est donnée à M. DRZEWIESKI, délégué de la Pologne qui occupe aussitôt le fauteuil présidentiel et remercie ses collègues.

M. DRZEWIESKI trace ensuite un tableau bref mais impressionnant de la situation dans les pays qui ont souffert de la guerre.

M. Ronald Adam (Grande Bretagne) et M. BRUMBAUGH (Etats Unis) sont élus vice-présidents.

Après quoi le Dr. Howard Wilson, au nom de la Commission Préparatoire, présente le rapport établi sur les problèmes de la reconstruction et la discussion s'engage aussitôt.

Le délégué de l'Iran souligne l'importance du travail de reconstruction. Le délégué canadien et le délégué des Philippines prennent ensuite la parole. Le président intervient peu après et donne à la Commission deux chiffres qui montrent toute l'ampleur de l'oeuvre que devra accomplir l'UNESCO dans le domaine de la reconstruction: les pertes matérielles aux Philippines s'élèvent à 63 Millions de dollars et en Chine à 738 millions de dollars.

Après quelques brèves déclarations du délégué belge qui présente quelques observations sur le budget, du délégué libanais qui demande une aide systématique, du délégué de la France qui estime que le rôle de l'Unesco doit être avant tout de coordonner l'action des divers organismes de secours, et des délégués norvégiens et hollandais, la séance est levée. Elle reprendra cet après-midi.

La Commission du Programme

C'est M. Martinez Baez (Mexique) qui est proposé à la présidence. Cette proposition est acceptée.

.....

Les deux vice-présidents proposés: M. Tahna Krischnann (Indes) et M. Photadies (Grèce) sont également acceptés.

M. Juli n Huxley, Secrétaire Exécutif de la Commission Préparatoire, présente alors le projet de programme qui a été adopté par cette commission.

M. Huxley indique la liaison étroite qui existe entre le programme et le budget puisque du premier dépend le second.

Il annonce ensuite qu'il va élucider certains points du rapport qui ont donné lieu à quelques malentendus. Il rappelle d'abord l'opinion exprimée par le délégué de Yougoslavie selon qui le rapport repudierait le matérialisme historique. "Telle n'était pas mon intention, déclare M. Huxley. J'ai voulu simplement dire que nous ne pouvons adopter aucune philosophie."

"L'UNESCO doit permettre l'apaisement des conflits, et la réduction des antagonismes. Nous devons nous attacher à mettre au point des projets concrets."

M. Huxley répond également au délégué de Yougoslavie en indiquant que dans l'esprit de l'UNESCO il ne peut être question d'imposer une culture uniforme.

Le Secrétaire Exécutif n'est pas d'accord avec ce qu'a déclaré M. Benton (USA) qui voudrait que la première année soit une simple année d'études.

Il faut commencer le travail tout de suite. Puis, M. Huxley souligne le grand rôle que joueront les commissions nationales. Enfin il recommande que priorité soit donnée au travail d'aide et de reconstruction, à l'accélération des échanges et à la décentralisation régionale du travail.

M. Mac Leish (USA) prend ensuite la parole. Il demande qu'on définisse un criterium pour le choix des projets qui seront mis à exécution. Il propose "une enquête sur ce qui a été fait jusqu'ici dans le monde, et une étude sur les communications avec les masses.

Le délégué de l'Inde déclare ne pouvoir accepter la vice-présidence qui lui a été offerte. Après une brève intervention du délégué danois, la séance est levée jusqu'à cet après-midi.

Pub. Inf./ Press Release 2"/ 25 Novembre 1946

Discours du Professeur R.C. Mills; Chef de la Délégation australienne à la Commission du Programme.

Je tiens d'abord à souligner l'importance fondamentale du travail qu'auront à accomplir cette Commission et ses Sous-commissions. Nous devons ici établir les tendances de l'activité future d'UNESCO.

Nos plans pour les douze mois qui vont suivre et le succès avec lequel nous parviendrons à les réaliser non seulement décideront de l'importance de l'appui que l'UNESCO recevra auprès des nations qui en sont déjà membres mais auront en outre une influence décisive sur l'attitude envers l'UNESCO de celles des Nations Unies qui n'ont pas encore adhéré à cette organisation.

Le Rapport qui nous a été présenté par la Commission Préparatoire constitue une base de discussion excellente pour la commission. Toutefois il doit être considéré uniquement comme un document de travail qui contient évidemment beaucoup d'éclaircissements. Le Rapport que cette Commission présentera à la Conférence Générale en diffèrera, je l'espère, sous bien des aspects. Comme je l'ai déjà remarqué dans mon discours à la Session Plènière de la Conférence, il nous faut présenter un programme dont la force convaincante s'exprime par le langage du bon sens. Le Rapport qui sera l'oeuvre de cette Commission devra être un document de 15 pages plutôt qu'un volume de 150 pages. Il devra contenir une énumération concise des projets et activités futures. Certains parmi ces projets pourront nécessiter une brève description, mais il n'y aura pas lieu d'y joindre une justification philosophique. Je me réfère à la page 7 du rapport (version anglaise) à l'état actuel de l'existence de l'UNESCO, il s'agit de faire un choix des problèmes pratiques qui, de l'avis de tous, sont les plus urgents, les plus importants et les plus appropriés à une organisation internationale. Là où nous pouvons arriver à un accord sur des projets bien définis, il est inutile de perdre du temps à discuter pour savoir si oui ou non ils reflètent une philosophie générale et généralisée, et la Délégation australienne insiste tout particulièrement pour que nous retranchions sans pitié du rapport définitif toute discussion théorique de cette espèce, aussi bien que toute généralisation philosophique susceptible de déclencher un débat idéologique.

.....

Il faut que les débats au sein de cette Commission et le rapport que nous allons préparer se concentrent sur les activités concrètes proposées à l'UNESCO.

Le programme que nous allons préparer au sein de cette Commission fixera aussi les principales directives à suivre pour l'organisation du Secrétariat et pour l'établissement du budget, ce qui n'est qu'une raison de plus pour que notre rapport soit concis et ne traite que d'activités concrètes de manière à pouvoir estimer les nécessités du personnel et prévoir les dépenses des activités projetées. Les représentants de l'Australie à la Commission Administrative, Financière et Légale vont proposer que cette Commission s'organise de telle sorte que les Prévisions Budgétaires puissent être examinées à la lumière des rapports et cette Commission du Programme, car il serait absurde de recommander un budget basé sur le rapport de la Commission Préparatoire avant de savoir si la Conférence Générale y apportera des modifications substantielles.

La délégation australienne a déjà déclaré à la Session Plénière de la Conférence que nous proposons que cette Commission examine non seulement les projets individuels, mais aussi l'équilibration du programme dans son ensemble. Ce problème doit être abordé à la Session Plénière de la Commission avant que les Sous-commissions ne commencent leur travail. Nous croyons que cette Commission devra donner certaines directives qui guideront les Sous-Commissions lorsqu'on leur demande un examen approfondi. Peut-être même que la discussion complète de ce problème de l'équilibration du programme demandera une modification de l'horaire des sessions des Sous-commissions. Mais nous n'avons pas besoin de mettre le charrié avant les boeufs.

À la Session plénière de la Conférence j'ai exprimé l'opinion de la Délégation australienne qui était qu'une partie importante du Budget devrait être consacrée à l'éducation proposée par la Commission Préparatoire. Des membres du Secrétariat ont depuis fait valoir qu'il y aurait aussi certaines activités éducatives et spécialisées par nature dans le cadre de l'éducation générale. Je voudrais qu'il soit très clairement compris que ma référence aux prévisions budgétaires n'était qu'une pure illustration et qu'en critiquant l'équilibration du programme proposé nous avons tenu compte des activités éducatives spéciales suggérées pour les sections qui traitent de la science et de la culture.

.....

La Délégation australienne, en tenant compte du but de l'UNESCO qui est de contribuer à la paix et à la sécurité, a soigneusement examiné les activités concrètes et les projets contenus dans le programme proposé, et a éliminé ceux qui ne cadrent pas avec les principes déjà énoncés. C'est-à-dire que nous avons éliminé les projets et les activités qui ne nous semblent ni urgents, ni praticables, ni appropriés à une organisation internationale ayant les buts de l'UNESCO. Nous avons aussi examiné d'autres projets et activités qui nous semblent nettement souhaitables pour l'année 1947. Nous avons aussi considéré les moyens d'exécuter dans la pratique les projets et les activités qui, d'après nous, devront constituer le programme de l'UNESCO, plus spécialement en ce qui concerne leurs besoins de personnel et leurs frais. Cet examen nous a amené à envisager la question d'une façon qui, bien que se basant sur celle que la Commission Préparatoire a adoptée, en diffère assez profondément quant au point de vue, et nous demandons à cette Commission de bien vouloir tenir compte de notre opinion en décidant des directives à donner aux Sous-commissions.

Les discussions approfondies doivent évidemment avoir lieu au sein des Sous-commissions correspondantes. Dans le cas présent je ne ferais que donner un aperçu général du point de vue de la Délégation australienne.

Nous sommes d'avis que le programme de l'UNESCO, spécialement en ce qui concerne la première année de son activité, devrait accorder plus de place à l'éducation que ne lui accorde le rapport de la Commission Préparatoire. En outre, en examinant les propositions concrètes déjà faites concernant l'éducation, nous trouvons qu'il est possible d'établir un programme de travail substantiel dans ce domaine dont l'importance et la convenance ne pourront guère être mises en doute.

Nous présenterons à la Sous-commission correspondante nos recommandations pour la modification et l'extension du projet de programme éducatif dont le but est de le rendre plus praticable et plus efficace.

Nous trouvons également dans le projet de rapport concernant les sciences naturelles et sociales beaucoup de points que nous pouvons appuyer, bien que nous ayons l'intention de suggérer la suppression d'un certain nombre des propositions avancées.

.....

Quant aux autres sections du rapport, nous y constatons beaucoup de généralisations mais assez peu de projets concrets qui peuvent être considérés comme appropriés, urgents et praticables.

L'analyse des problèmes concernant l'information des masses contenue dans les quatre premières pages du Chapitre 3 du rapport nous a grandement impressionnés. Il nous paraît, cependant, très difficile de concilier un certain nombre des propositions subséquentes du programme avec cette analyse. Nous estimons que les activités proposées devraient être considérablement modifiées et nous voudrions suggérer l'adoption d'un programme initial plus limité, susceptible d'être manié par une section technique réduite du Secrétariat, en collaboration avec d'autres sections.

Dans le domaine des bibliothèques et des musées nous croyons que le programme devrait être examiné de nouveau.

Le programme proposé pour les Arts Créatifs contient plusieurs projets de signification fort diverse et le travail de la Sous-commission correspondante sera difficile.

J'ai encore trois remarques à faire concernant les méthodes de travail de l'UNESCO. L'on semble trop insister sur les conférences dans le programme proposé pour 1947. Une conférence ne peut être efficace que si elle est précédée par une préparation détaillée et si ceux qui assistent ont eu toutes possibilités de la préparer. La plupart des propositions des conférences sont, à notre avis, prématurées. Elles ne font que charger lourdement les Nations membres et le personnel de l'UNESCO et les résultats ne vaudront pas l'effort accompli. Je répète que j'aimerais voir les Sous-commissions tenir compte du fait qu'il est nécessaire d'examiner soigneusement les propositions pour les organes subventionnés qui reçoivent une place beaucoup plus importante dans le Budget que dans le programme. Cette Commission ou sa Sous-commission devront aussi examiner les rapports sur les progrès de la Commission de Secours et de Reconstruction pour que les propositions faites par cette Commission puissent être insérées dans notre programme.

.....

MINISTÈRE  
DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

SERVICE TECHNIQUE  
DES  
CONFÉRENCES INTERNATIONALES

82, Rue de Lille, Paris (VII<sup>e</sup>)

INV. 84-40

**CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'U. N. E. S. C. O.**

Suivant leur convenance personnelle, les membres des délégations pourront prendre leurs repas dans un des restaurants suivants :

- Hôtel Ritz, 15, Place Vendôme (8°), OPE. 28-30.
- Hôtel George V, 31, Av. George V (8°), ELY. 89-71.
- Hôtel Plaza-Athénée, 25, Av. Montaigne (8°), ELY. 85-23.
- Hôtel de Crillon, 10, Place de la Concorde (8°), ANJ. 24-10.
- Hôtel Royal-Monceau, 35-39, Av. Hoche (8°), CAR. 78-00.
- Hôtel Claridge, 74, Av. des Champs-Élysées (8°), ELY. 33-01.
- Hôtel Lutetia, 45, Bd Raspail (7°), LIT. 44-10, 45-10.
- Hôtel Scribe, 1, Rue Scribe (9°), OPE. 92-70.
- Restaurant Drouant, 18, Place Gaillon (2°), OPE. 53-72. (*Fermé Samedi*).
- Rôtisserie Périgourdine, 2, Place St-Michel (6°), DAN. 70-64. (*Fermé Vendredi*).
- Reine Pédaque, 6, Rue de la Pépinière (8°), LAB. 86-90. (*Fermé Dimanche*).
- Restaurant Fouquet's, 99, Av. des Champs-Élysées (8°), BAL. 59-54. (*Fermé Lundi*).
- Restaurant Larue, 3, Place de la Madeleine (8°), ANJ. 10-10. (*Fermé Lundi*).

Les repas pris par les délégués dans ces restaurants sont exonérés de la taxe de luxe, sur présentation de la carte de délégué et remise au restaurateur d'un des coupons spéciaux prévus à cet effet.

Il ne sera pas dans ces restaurants demandé de tickets d'alimentation aux délégués.

Ceux-ci trouveront par ailleurs des tickets d'isolés civils au bureau d'accueil de la Conférence, dans le cas où ils seraient désireux de prendre leurs repas dans d'autres restaurants.

DELEGATION FRANCAISE A L'UNESCO  
-----

22  
Le 14 Novembre 1946  
-----

Annexe 2 E - 2

MOYENS D'INFORMATION DES MASSES  
-----

(Rapport de M. J. PAINLEVE)

Ce rapport a été approuvé par la Commission  
Nationale lors de la séance du 9 Novembre 1946.

Certains aspects négligés ici des problèmes du cinéma sont traités aux pages 60 à 64 de la brochure "LA FRANCE ET L'UNESCO."


-----

1° - CONVENTION CREATANT LA LIBRE CIRCULATION DES FILMS CULTURELS -

(Si l'Unesco arrivait à rendre viable d'une manière générale cette convention, cela seul démontrerait immédiatement son importance et son efficacité.)

- a) Ce sujet est si important qu'il ne faut le lier à aucun autre (disques, matériel scolaire) si cela devait le moins du monde ralentir l'aboutissement d'accords.
- b) Films culturels : tout film peut être culturel ou non, suivant l'emploi qu'on en fait. Ce n'est pas à la production qu'on déterminera si le film est culturel mais à l'utilisation.
- c) Notamment l'exploitation commerciale d'un film considéré ou non comme culturel, lui enlève de fait le bénéfice de la convention. Naturellement tout film d'utilisation commerciale dans un pays peut être employé comme culturel dans ce pays, mais ne peut bénéficier de la convention.
- d) L'exploitation commerciale est définie comme provenant de séances régulières, publiques et payantes, à buts distractifs et non culturels et à tendance lucrative. Les séances non commerciales sont des séances régulières ou non, privées, gratuites ou réservées à des membres ayant payé leur cotisation à l'avance, séances à caractère et présentation culturels et sans but lucratif.
- e) La convention s'applique à tout film dont l'utilisation est non commerciale dans le pays qui le projette, c'est-à-dire dont la diffusion est réservée exclusivement aux universités, écoles, instituts spécialisés, ciné-clubs ou films-society (ayant un statut légal, excluant tout bénéfice à usage personnel), et autres manifestations privées d'ordre culturel.
- f) Tout film considéré ainsi comme culturel par l'utilisation exclusive qui en est faite au paragraphe précédent, ne doit être soumis à aucune censure et à aucun droit de douane.
- g) Chaque pays doit créer un organisme national chargé de faire respecter la convention, suppression de la censure et des droits de douane pour ces films.
- h) Ces organismes doivent faciliter les échanges et la circulation des dits films et être en rapport permanent avec les utilisateurs cités au paragraphe E.

-----  
+ - non commercialisation des films bénéficiant de la convention



i) Au cas où un pays producteur ne voudrait pas laisser diffuser certains films demandés par un autre pays, des accords seraient passés pour limiter et garantir le passage de ces films devant un auditoire restreint toléré par le Gouvernement du pays producteur.

2° - ENCOURAGEMENTS AUX ORGANISMES DE CONSERVATION ET DE DIFFUSION DES EFFORTS CINÉMATOGRAPHIQUES :

a) Développement des cinémathèques (qui seront le centre du dépôt légal lorsque celui-ci existera.) Elles sont chargées de conserver, non seulement les films, mais tout ce qui concerne l'histoire du cinéma. Cette conservation implique la mise à la disposition du plus grand nombre des films et documents recueillis par la cinémathèque, c'est-à-dire, d'une part l'organisation d'expositions concernant l'histoire du cinéma, d'autre part des projections aussi fréquentes et nombreuses que possible des films les plus représentatifs dans un domaine donné. Ces projections qui ont intérêt à s'organiser dans le cadre des ciné-clubs et films-society, nécessitent naturellement des copies provenant de l'original déposé à la cinémathèque, original qui doit être gardé dans le meilleur état possible. Ces tirages des copies ainsi que la vérification des films et leur circulation, la tenue à jour des catalogues etc... représentent des frais importants auxquels ne peuvent pas toujours faire face certaines cinémathèques. C'est pourquoi l'Unesco doit attirer l'attention des Gouvernements sur l'importance qu'il y a à aider les cinémathèques.

b) Développement des ciné-clubs ou films-society. Les ciné-clubs à statut légal doivent diffuser la connaissance du cinéma et des efforts cinématographiques, ainsi que la connaissance par le cinéma. Leurs efforts doivent se poursuivre sans bénéfice personnel, c'est-à-dire que les bénéficiaires, s'il y en a, doivent être réinvestis dans le tirage des copies ou dans toute autre manifestation et activité collective. L'intensification des ciné-clubs, loin de nuire au cinéma ordinaire, ne pourra que lui attirer une clientèle de plus en plus avertie, dont l'action finira par influencer la production des films.

c) L'Unesco doit entrer en liaison étroite avec les organismes internationaux reliant les différents efforts nationaux cinématographiques, et entre autres la Fédération Internationale des ciné-clubs.

3° - DEPOT LEGAL ET PROTECTION DES OEUVRES :

Il est évident que si tout film produit devait avoir un contre-type négatif déposé, il n'y aurait plus à redouter des pertes d'efforts cinématographiques. En attendant que ce vœu, qui soulève pratiquement de nombreuses difficultés, soit résolu dans tous les pays, l'Unesco doit recommander une jurisprudence qui oblige à déposer aux membres nationaux de la Fédération Internationale des archives du film, un contre-type de toute oeuvre qui doit être intégralement détruite, ses droits d'exploitation étant arrivés à

terme et devant faire place à une nouvelle réalisation du même sujet.

Ces différents points sont suffisamment liés entre eux pour qu'on ait jugé bon de les traiter ensemble et prioritairement. Cela n'empêche point le délégué français de continuer à défendre les propositions qu'il apporte à la Conférence de LONDRES.

-oooOooo-

PARIS, le 2 décembre 1946

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

CONFERENCE GENERALE

Première Session

MEMOIRE SUR LES PROPOSITIONS

DE LA DELEGATION INDIENNE

Les problèmes que posent l'alimentation et la santé de vastes couches de population sont l'objet des préoccupations directes de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F.A.O.) et de l'Organisation mondiale de la Santé (W.H.O.), pour autant que ces problèmes touchent à l'application des connaissances existantes ou à la production et à la répartition des denrées alimentaires. Mais dans la mesure où ces deux problèmes dépendent de la recherche, ils tombent dans le champ d'activité immédiat de l'Unesco et tout spécialement dans celui de la Sous-Commission des Sciences. En raison de divers facteurs économiques et sociaux, il existe aujourd'hui aux Indes des conditions favorables à la recherche dans les domaines de l'alimentation, de la santé et de certaines maladies, conditions qui disparaîtront dans les dix ou vingt années à venir par suite de l'amélioration de la situation. En premier lieu, de vastes couches de la population indienne vivent perpétuellement dans un état de sous-alimentation aiguë. Le tableau suivant montre à quel point cette sous-alimentation est grave:

DENREES ALIMENTAIRES, CONSOMMATION : OPTIMA & REELLE

Ration Journalière	Calories	Protéines		Calcium	Fer	Vitamines		
		Total	Animales			A	B	C
		g	g		mg	UI	UI	UI
Optima	3000	70	33	0,8	12	5000	594	1500
Coefficient min. de Orr à 10 %	2317	63	23	0,4	8	774	220	838
Ration normale de l'Indien pau- vre dont le riz est la nourriture essentielle	1750	38	1	0,16	9	500	160	300

Conseil National pour la Recherche Scientifique (Etats-Unis)

*9<sup>th</sup> of the 11<sup>th</sup>*

En second lieu, sous l'influence de facteurs économiques et sociaux, il existe des groupements nombreux et variés de population dont le régime alimentaire diffère sur un point ou sur un autre de celui d'un autre groupement, et ces différences de régime permettent d'étudier les effets directs de divers facteurs diététiques sur l'origine de différentes maladies de carence. Ceci nous fournit les conditions idéales pour ce qu'on pourrait appeler une expérience naturelle à une large échelle. Ces conditions disparaîtront elles-mêmes bientôt à leur tour, en même temps que ces facteurs et lorsque le niveau économique s'améliorera. Un travail précieux sur les maladies de carence a déjà été accompli de cette manière par Heilig.

Le Gouvernement de l'Inde a l'intention d'aborder lui-même ces différents problèmes. Il y a déjà à Coonoor, dans le sud de l'Inde, un petit Institut de Recherche sur l'alimentation, et des travaux sur la nutrition se poursuivent à l'Institut Indien des Sciences, Bangalore, à l'Université du Pendjab, à l'Institut d'Hygiène de Calcutta et à Bombay. La délégation indienne estime cependant que l'existence des conditions particulières que l'on a mentionnées plus haut et que l'on ne rencontre pas dans les autres parties du monde, offre des possibilités de recherche aux chercheurs étrangers éminents qui s'intéressent à certains problèmes de la nutrition et à certaines maladies de carence. L'Inde serait heureuse de mettre les ressources de ses propres Instituts à la disposition des individus ou des équipes qui désireraient travailler à ces importants problèmes; mais la délégation indienne ne croit pas que son pays pourrait, dans l'état actuel des choses, prendre les frais entièrement à sa charge. Il incomberait directement à la Sous-Commission des Sciences d'encourager la formation de petites équipes ou de petits groupes de savants éminents qui désireraient travailler à certains problèmes que posent l'alimentation et les maladies d'origine alimentaire, et de les prendre en charge pour une durée de plusieurs années pendant le temps où ils poursuivraient leurs travaux. Ce projet ne profiterait pas seulement à l'Inde, mais au reste du monde, dans la mesure où il ferait faire des progrès à notre connaissance en matière d'alimentation et de maladies de carence, ce qui contribuerait à améliorer la condition sociale de vastes couches de la population.

Le poisson constitue un aliment de grande valeur pour des sections importantes de la population de l'Inde, de Ceylan, de la Malaisie et d'autres pays situés sur les bords de l'Océan Indien. Par exemple, le poisson constitue une partie importante du régime de la population de près de 60.000.000 Bengalis. Le poisson fournit l'une des protéines les plus riches et les moins coûteuses pour la population, et des études étendues sont nécessaires au développement des ressources en poisson de cette région. Il serait souhaitable que l'Unesco préparât des plans en vue d'établir un Institut International d'Océanographie et des Pêcheries pour les pays riverains de l'Océan Indien et de la zone tropicale de l'Atlantique. Un Institut de ce genre pourrait fort bien avoir son siège dans l'Inde Méridionale ou à Ceylan, régions qui se trouvent au centre d'une vaste zone.

C/Prog.Com./S.C.Nat.Sci./21

F

C'est une entreprise dont bénéficierait une partie considérable de la population de toute cette zone, s'étendant de la Birmanie et de la Malaisie à l'Est à la Côte africaine à l'Ouest, et il est raisonnable de penser que cette entreprise serait soutenue par le gouvernement des divers pays intéressés.

C'est en envisageant ces objectifs que la délégation indienne propose les résolutions suivantes :

1. La sous-commission des Sciences recommande que, sans attendre que des crédits soient mis à la disposition du Conseil Economique et Social, mais si possible avec la coopération financière de l'Organisation Mondiale de la Santé (W.H.O.) et de l'Organisation Mondiale de l'Alimentation et de l'Agriculture (F.A.O.), l'Unesco devra créer un groupement d'équipes volantes de spécialistes de la nutrition, se composant chacune de deux ou trois savants hautement qualifiés et d'auxiliaires, rattachées (si possible) à des laboratoires existants, mais dont des moyens de transports spéciaux assureraient la parfaite mobilité; ces équipes seront constituées selon l'état des ressources, dans l'ordre suivant :

- 1) Inde
- 2) Amazone Hyléenne
- 3) Chine
- 4) Afrique

2. Un nouvel alinéa sera ajouté au numéro 10 du projet de propositions, comme suit :

(g) Institut d'Océanographie et des Pêcheries pour l'Océan Indien.

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation  
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

# JOURNAL

OF THE  
GENERAL  
CONFERENCE



DE LA  
CONFÉRENCE  
GÉNÉRALE

FIRST SESSION

PREMIÈRE SESSION

No 4

Paris, 22 November 1946

Paris, 22 Novembre 1946

## I. PROGRAMME OF MEETINGS

## I. PROGRAMME DES SEANCES

Friday, 22 November 1946.

Vendredi 22 Novembre 1946.

<i>Time.</i>		<i>Room.</i>
10.30 a.m.	<b>Fifth Plenary Meeting of the General Conference.</b>	Conference Hall.
	<i>Committees.</i>	
9.30 a.m.	<b>General Committee.</b>	Committee Room n° 7
10 a.m.	<b>Sub-Commission of the Committee on Procedure.</b>	Committee Room n° 8
3 p.m.	<b>Committee on Procedure.</b>	Committee Room n° 8

<i>Heure.</i>		<i>Salle.</i>
10 h. 30	<b>Cinquième séance plénière de la Conférence générale.</b>	Grande salle de la Conférence Générale.
	<i>Commissions.</i>	
9 h. 30	<b>Bureau de la Conférence.</b>	Salle de commission n° 7
10 heures.	<b>Sous-Commission de la Commission du Règlement.</b>	Salle de commission n° 8
15 heures.	<b>Commission du Règlement.</b>	Salle de commission n° 8

## 2. AGENDA

## 2. ORDRE DU JOUR

Meeting of the General Conference.

Séance de la Conférence générale.

Friday, 22 November 1946.

Vendredi 22 Novembre 1946.

10.30 a.m. — *Fifth Plenary Meeting.*

10 h. 30. — *Cinquième séance plénière:*

Article 8 of the Agenda: Report and General Discussion on the work of the Preparatory Commission (*continuation*).

Article 8: Rapport et discussion générale sur l'activité de la Commission préparatoire (*suite*).

### 3. MEETING OF THE GENERAL COMMITTEE

The members of the Conference General Committee met on 21 November 1946 at 9.30 a. m. under the chairmanship of M. Léon Blum.

The Committee first considered the agenda which will be under discussion before the General Conference for two or even three days.

The Deputy Executive Secretary pointed out that at the Conference in London last November it had been decided that speeches in the general discussion which preceded important speeches, should not be translated and in this way a great deal of precious time was saved. The delegate from Brazil also thought it better not to translate speeches unless someone requested it. The delegate from Poland suggested that speakers should distribute the translation of their speeches. The following proposal was finally accepted: no translation should be made unless someone in the Assembly particularly asked for it. If no requests were made and if the delegation made a translation, it should be published in the *Journal of the Conference*.

The Committee then turned to the request made to the Secretariat by Sweden, Iceland, Switzerland and the Spanish Government.

Newspaper reports indicated that the first two countries joined the United Nations yesterday; the problem therefore was solved since it was agreed that the Organisation would invite all the states members of the United Nations to send observers.

The second problem was that of Switzerland which had already expressed a desire to join Unesco and which therefore could be granted the privilege of sending an observer.

The third case was that of the Spanish Republican Government. After lively discussion, the Committee decided to submit to the Third Meeting of the General Conference a diplomatic form of invitation in the following words:—

« We regret that for legal considerations it is impossible to invite the Spanish Republican Government to send official observers to the Conference, but that Government is cordially invited to appoint representatives to attend the public meetings of the Conference. »

Note the definition given by the Executive Secretary to M. Li Shu Mie of the difference between a guest and an observer: the observer is sent by an organisation or country officially recognised by Unesco, whereas a guest is received as a member of the public.

Before adjourning the meeting at 10.30 a.m., the Committee decided to meet the following morning.

### 4. MEETING OF THE COMMITTEE ON PROCEDURE

(Held on 21 November 1946.)

The meeting opened at 10 a.m. under the chairmanship of Mr. Martinez Baez.

Since the draft procedure was to be the subject of a report to the Conference, the draft and its amendments were discussed.

The first article stipulates that the General Conference will meet in ordinary session annually during the fourth quarter.

Several members of the Committee stated, when considering article 2, that it should be made known two years in advance where the Conference was to be held.

« It appears » said the Secretary, « that this information is, equally interesting to the inviting country and educational

Notices to be printed in English in the « Journal of the General Conference » of Unesco should be sent to the Editor, Mr. Lichtenberger, room 394, extension 2394.

### 3. REUNION DU BUREAU DE LA CONFERENCE

Les membres du Bureau de la Conférence se sont réunis le 21 novembre 1946, à 9 heures 30 du matin, sous la présidence de M. Léon Blum.

Le Bureau a examiné d'abord l'ordre du jour dont la discussion se prolongera deux jours sinon trois devant la Conférence générale.

Le Secrétaire exécutif adjoint rappelle qu'à la Conférence de novembre dernier, à Londres, il avait été décidé que les discours de la discussion générale qui sont au début des discours de principe ne seraient pas traduits et que, de ce fait, un temps précieux avait été gagné.

Le représentant du Brésil estime aussi que le mieux serait de ne pas traduire les discours ou de ne le faire que si quelqu'un l'exige.

Le délégué de la Pologne suggère que les orateurs distribuent la traduction de leurs discours.

Finalement, on retient le système suivant: on ne traduira pas, à moins que dans l'Assemblée une demande expresse soit faite.

Si la demande expresse n'en est pas faite, et si la traduction est communiquée par la Délégation, elle sera publiée dans le *Journal de la Conférence* (\*).

Le Bureau s'occupe ensuite des demandes qui sont parvenues au secrétariat et qui émanent de la Suède, de l'Islande, de la Suisse, et du Gouvernement espagnol à Paris.

Par les journaux on apprend que les deux premiers pays ont été admis à l'O. N. U. depuis hier; donc la question ne se pose plus, puisqu'il a été entendu que l'organisation inviterait toutes les nations qui sont membres des Nations Unies à envoyer des observateurs.

Le second point est celui de la Suisse qui a déjà signifié son désir de devenir membre de l'Unesco et pour lequel le privilège d'envoyer un observateur ne présente aucune objection.

Le troisième cas concerne le Gouvernement Républicain Espagnol.

Après un échange de vues, le Bureau se rallie à une formule diplomatique pour recommander, dès la troisième séance de la Conférence, un texte d'invitation dans la rédaction suivante: « Nous regrettons que pour des raisons d'ordre juridique il soit impossible d'inviter le Gouvernement Républicain Espagnol à désigner des observateurs officiels à la Conférence, mais celui-ci est cordialement prié de désigner des représentants qui assisteront aux séances, d'ailleurs publiques, de la Conférence. »

Notons au passage la définition donnée à M. Li Shu Mie par le Secrétaire exécutif sur la différence qui existe entre invité et observateurs: l'observateur est envoyé par une institution ou un pays reconnu officiellement par l'Unesco, alors que l'invité est accueilli comme membre du public.

Avant de lever la séance à 10 heures 30, le Bureau décide de se réunir demain matin.

### 4. REUNION DE LA COMMISSION DU REGLEMENT

(Tenue le 21 novembre 1946.)

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de M. Martinez Baez.

Le projet de règlement devant faire l'objet d'un rapport en séance de la Conférence, on passe à l'examen des articles du projet et des amendements.

L'article 1<sup>er</sup> dispose que la Conférence générale se réunit en session ordinaire chaque année dans le courant du quatrième trimestre.

Plusieurs membres de la commission souhaitent, au moment de l'examen de l'article deux, qu'il conviendrait de savoir au moins deux ans à l'avance quel serait le siège de la Conférence.

— Il nous paraît, déclare le Secrétaire, que ce renseignement est également intéressant pour les autorités du pays invitant,

(\* Les textes à insérer en langue française dans le Journal de la Conférence générale de l'Unesco doivent être adressés au Rédacteur en chef, M. Henry Gardet, pièce 395, extension 2395.

scientific and cultural circles which might increase their efforts if they knew in advance that their country would be the headquarters of the General Conference.

Article 58 dealing with the Nominations Committee came up for discussion and the meeting adjourned for ten minutes to allow the delegates from the United States of America, the United Kingdom and Australia to present memoranda.

After re-assembling, the new procedure was read:—

The Procedure Committee is to be composed of the heads of all delegations to the Conference who have the right to vote; they may be assisted by deputies who have the right to act for them.

The Committee shall submit to the General Conference nominations for membership of the Executive Board, with the exception of regulations contained in article 5-A-4 of the Convention. The Nominations Committee shall take into account the need for balanced representation of different cultures and different geographical regions.

Several articles were approved without amendment and others were referred to a small committee composed of delegates from France, the United States of America, the United Kingdom, Australia and Egypt.

The representative from Ecuador announced that the National Assembly of his country had just approved the Convention of Unesco and that the ratification document was on its way. He therefore asked that Ecuador be given the right to vote. In reply, the Chairman suggested it be submitted to the Credentials Committee and the meeting rose at 12.30 p.m.

## 5. SUMMARY REPORT OF THE THIRD PLENARY MEETING

*Held at Unesco House, 19, Avenue Kleber,  
Paris on Thursday, 21 November 1946.*

The meeting opened at 10.30 under the chairmanship of Mr. Léon Blum with the reading of two reports from the General Committee which had met earlier in the morning.

One concerned the question of interpretation in meetings and the other requests submitted by four governments, Sweden, Iceland, Switzerland and the Spanish Republic.

The proposals put forward by the General Committee that are found elsewhere, were approved and discussion continued on the work of the Preparatory Commission.

Mr. Gielen (the Netherlands) thanked the French Government for their welcome stating that the cultural climate of France and of Paris was extremely favorable to the high aims of the Conference. « In the meantime », he said, « the Netherlands Delegation does not think that Unesco should be content with the mere realisation of the published programme. If nations sincerely mean to achieve mutual understanding in order to establish world peace, it will be essential to meditate on the spiritual bases of cultures; an exchange of cultural material will not suffice. We must also seek the norms with which to measure culture so that it shall appear as the essential element of peace and harmony.

Mr. Moniz de Aragao (Brazil) was happy to recall that a living reality had emerged from a fantastic project. « The Convention which we are called upon to put into practice », he said, « involves duties which go well beyond the customary limits of international engagements. We have to consider neither the frontiers, nor the riches nor the power of nations, but the heart and spirit of man. The treasures which we hope to safeguard and to multiply are the collective heritage of humanity, the fruit of its creative geniuses or the anonymous total of former generations.

ainsi que pour les milieux éducatifs, scientifiques et culturels qui pourraient faire un effort plus marqué s'ils savaient à l'avance que leur pays servira de siège à la Conférence générale.

L'article 58 qui traite de la Commission des candidatures est mis en discussion. Pour permettre aux délégués des Etats-Unis, du Royaume-Uni et d'Australie de présenter un texte, la réunion est suspendue pendant dix minutes.

A la reprise, on donne lecture des nouvelles dispositions:

« La Commission des candidatures se composera des chefs de toutes les délégations présentes jouissant du droit de vote. Les chefs des délégations pourront se faire assister par des délégués en second pour agir à leur place.

« La Commission soumettra à la Conférence générale les candidatures pour les postes de fonctionnaires à la Conférence et pour les emplois au Conseil exécutif, sauf en ce qui concerne les dispositions figurant à l'Article 5-A-4 de la Convention. La Commission des candidatures tiendra compte des besoins de représentation équilibrée des différentes cultures et des différentes régions géographiques ».

Plusieurs articles sont adoptés sans modifications, les autres sont renvoyés à un petit comité composé des délégués de la France, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de l'Australie et de l'Egypte.

Le représentant de l'Equateur fait connaître que l'Assemblée Nationale de son pays vient d'approuver le texte de la Convention de l'Unesco et que le document de ratification est en route.

Dans ces conditions, il demande le droit de vote pour l'Equateur.

En réponse, le Président propose de saisir la Commission de vérification des pouvoirs et la séance est levée à 12 heures 30.

## 5. PROCES-VERBAL SOMMAIRE DE LA TROISIEME SEANCE PLENIERE

*Tenue à la Maison de l'UNESCO,  
19, Avenue Kléber, à Paris, le Jeudi 21 Novembre 1946.*

La séance, ouverte à 10 heures 30 sous la présidence de M. Léon Blum, débute par deux communications au nom du Bureau qui s'est déjà réuni dans la matinée.

L'une est relative à la question des traductions en séance; l'autre concerne les demandes adressées par quatre gouvernements: suédois, islandais, suisse et républicain espagnol.

Les propositions du Bureau qu'on trouvera par ailleurs sont adoptées et l'on reprend la suite de la discussion sur les travaux de la Commission préparatoire.

M. Gielen (Rays-Bas) rend hommage à l'accueil du gouvernement français en déclarant que le climat culturel de la France et de Paris se prête par excellence aux buts élevés de la Conférence. En attendant — ajoute-t-il — la Délégation Néerlandaise est d'avis que l'Unesco ne doit pas se contenter seulement de la réalisation des projets donnés. Si les peuples ont vraiment l'intention de réaliser une compréhension réciproque pour établir une paix mondiale il sera de toute nécessité de réfléchir sérieusement sur les bases spirituelles des cultures; un échange de biens culturels ne suffira pas. Il faudra chercher également les normes avec lesquelles la culture doit être mesurée pour pouvoir apparaître comme l'élément essentiel de la paix et de l'harmonie.

M. Moniz de Aragao (Brésil) est heureux de rappeler que d'un projet chimérique est sortie une réalité vivante. La Convention que nous sommes appelés à mettre en exécution, dit-il, nous impose des devoirs qui dépassent de beaucoup les limites habituelles des engagements internationaux. Nous n'avons à nous occuper ni des frontières, ni de la richesse, ni de la puissance des Nations, mais du cœur et de l'esprit de l'homme. Les trésors que nous nous proposons de sauvegarder et d'accroître sont le patrimoine collectif de l'humanité, le fruit de ses génies créateurs ou l'apport anonyme de ses générations disparues.

*What will be the future of this International Organisation? Should we envisage », said the speaker, « a kind of college of philosophers, scientists and artists entirely devoted to disinterested research, to international teaching and artistic creation? Or will it remain simply a centre for spreading liberal educational, scientific and cultural achievements throughout the world? »*

Delegates from China, Australia, Denmark and the Lebanon then spoke, stressing the most urgent tasks before Unesco.

The Belgian Delegate expressed his views in a more direct form by stating that in the budget of the Organisation 80 per cent represented material and personnel expenditure and only 20 per cent really useful activities.

The head of the Yugoslav Delegation confirmed his support but spoke at length on certain reservations concerning some of the projects in the programme of Unesco. « *Some of them* », he said, « *are far from corresponding with the aims, since they do not take into account the realities of the present day nor events which are characteristic of present world relations; as a result, these projects cannot really be carried out. Moreover there are some which are essentially contrary to the spirit of cooperation and the strengthening of a durable peace* ».

#### SUMMARY REPORT OF THE FOURTH PLENARY MEETING OF THE GENERAL CONFERENCE

The meeting opened at 3.15 p. m.

In accordance with the decision taken in the morning, the Secretary announced that observers from the Swedish and Swiss Governments were present in the Hall.

Several speeches were made. The Greek representative said that he shared without reserve the opinion expressed in the report; Unesco's activities must not only affect intellectuals.

Another question particularly interested his country and that was reconstruction. In this respect he hoped that the Conference would direct its action towards immediate, concrete achievements.

The Delegate from South Africa who spoke next, obtained from the Executive Secretary descriptions of certain UNRRA activities which had been taken over.

*« If we have decided to carry on certain activities of this Organisation, it is because it has never been able to cope with assistance to Science and Culture in particular and the Conference has asked us to take over this field with which UNRRA could not cope with. »*

He took this opportunity of making an observation on the budget.

*« Two delegations have already spoken of the total allotted to Education and are of the opinion that the amounts estimated are not sufficiently high. I would ask delegates to read with care this chapter of the budget. They will see that education figures in all the chapters to a certain extent, and is of interest to them all ».*

The representatives of New Zealand, Denmark, Guatemala, Chile, Mexico, Luxembourg and Venezuela expressed their agreement with the work undertaken by Unesco.

The Chairman of the Credentials Committee confirmed the acceptance of the Netherlands and of Belgium and announced a telegramme accrediting a delegate from Bolivia.

While waiting to hear from the Foreign Office with regard to Ecuador and Haiti, he suggested that the right to vote should be accorded to these two countries.

The list of delegates who asked to speak was then finished.

The meeting rose at 4.35 p.m.

*Quel sera le devenir de cette Organisation internationale ? Faut-il y voir en esquisse — interroge l'orateur — un véritable collège de philosophes, de savants et d'artistes, entièrement voués à la recherche désintéressée, à l'enseignement international et à la création des arts ? Ou bien restera-t-elle un simple centre de diffusion de tous les efforts éducatifs, scientifiques et culturels librement tentés dans le monde ?*

Les Délégués de la Chine, de l'Australie, du Danemark, du Liban prennent la parole, retracent les tâches les plus urgentes de l'Unesco.

Le Délégué de la Belgique présente son point de vue dans une forme plus directe en observant que dans le budget de l'Organisation 80 p. 100 représentent des dépenses de matériel et de personnel et 20 p. 100 seulement la véritable action utile.

Le Chef de la délégation de Yougoslavie apporte son adhésion en développant longuement quelques réserves sur certaines propositions du programme de l'Organisation. *Il en est — déclare-t-il notamment — qui sont loin de correspondre à ce but, étant donné qu'elles ne tiennent nullement compte des réalités de la vie actuelle, pas plus que des phénomènes caractérisant les rapports actuels dans le monde et que, par conséquent, elles ne sont point pratiquement applicables.* En outre, il en est qui, dans leur essence même, sont contraires à l'esprit de coopération et au raffermissement d'une paix durable.

#### PROCES-VERBAL SOMMAIRE DE LA QUATRIEME SEANCE PLENIERE DE LA CONFERENCE GENERALE

La séance est ouverte à 15 heures 15.

Conformément à la décision prise dans la matinée, le Secrétaire fait connaître que les observateurs des gouvernements suédois et helvétique sont présents dans la salle.

Plusieurs orateurs prennent la parole. Le représentant de la Grèce tient à dire qu'il partage sans réserve l'opinion exprimée dans le rapport: l'action de l'Unesco ne doit pas seulement se faire sentir parmi les intellectuels.

Une autre question intéresse particulièrement son pays, c'est la reconstruction.

Dans cet ordre, il souhaite que la Conférence oriente son action vers des buts de réalisation concrète et immédiate.

Le Délégué de l'Afrique du Sud qui lui succède amène le Secrétaire Exécutif à donner en passant quelques explications sur la reprise de certaines activités de l'U.N.R.R.A.

*— Si nous avons décidé de compléter certaines des activités de celle-ci, c'est qu'elle n'a jamais pu s'occuper du secours intéressant la Science et la Culture en particulier et la Conférence nous a demandé d'examiner ce domaine que l'U.N.R.R.A. ne pouvait envisager.*

A cette occasion, il fait une autre remarque concernant le budget.

*— Deux délégations ont déjà parlé du total qui intéresse l'éducation et ont estimé que les sommes envisagées étaient trop peu élevées. Je demanderai aux délégués de relire avec soin ce chapitre du budget. Ils verront que l'Education entre dans tous les chapitres, dans une certaine mesure, et les intéresse tous.*

Les représentants de Nouvelle-Zélande, du Danemark, du Guatemala, du Chili, du Mexique, du Luxembourg, du Venezuela expriment leur esprit de solidarité à l'œuvre entreprise par l'Unesco.

Le Président de la Commission de Vérification des pouvoirs confirme l'acceptation des Pays-Bas et de la Belgique et donne connaissance d'un télégramme accreditant un délégué de la Bolivie.

En attendant une communication du Foreign Office en ce qui concerne l'Equateur et Haiti, il propose que le droit de vote de ces deux pays soit réservé.

La liste des orateurs inscrits est épuisée.

La séance est levée à 16 heures 35.

## MEETING OF THE CREDENTIALS COMMITTEE

21 November 1946.

The meeting opened at 3 p. m.

The Chairman announced the acceptance of the Netherlands and Belgian Governments on the 15 and 13 November respectively.

A telegramme dated 19 November appointed the Bolivian Consul in Brussels as delegate for his country to the Conference. Then a note dated 19 November announced that Ecuador and Haiti had deposited instruments of acceptance.

A report would be made to the Conference after the meeting, which rose at 4.15 p. m.

### 6. MEETING OF SECRETARIES OF DELEGATIONS

The Secretaries of the Delegations met yesterday and contacted the different sections of the Unesco Secretariat. During this meeting, the following points were made clear:

**Restaurant:** Books of 10 tickets can be bought by delegates who wish to dine in Paris restaurants; these tickets exempt members of the Conference from tax payment.

Apply to the Information Office in the entrance hall. This office also gives out sheets of ration tickets to delegates who live with friends or who wish to dine out.

**Tobacco:** On showing their cards, delegates can have one packet of cigarettes every other day, from the same office.

**Soap:** The Information Office can supply delegates with coupons for toilette and shaving soap if they need it.

**Entrance to Exhibitions:** Delegates and members of delegations are advised that their cards give them free entrance to the Exhibition of Modern Art, the Science Exhibition and the Education Exhibition, as well as to the performances of educational and scientific documentary films.

**Telephones:** Two telephone booths are specially reserved for foreign delegations in the telephone room for the press, for long distance calls.

**Recording of speeches:** Delegates who wish to record their speeches are requested to get into touch with M. Bouchon, Press Representative, room 3 on the ground floor, at their convenience.

### 7. GENERAL INFORMATION

**Handbook of the General Conference and Unesco Month.**

A first edition of the « *Handbook of the Conference and Unesco Month* » will be distributed this morning to each delegation and section of the Secretariat.

#### Enquiry Office.

Room 4 in the main entrance hall has been set aside as the enquiry office for representatives of Specialised Agencies

Inter-governmental Organisations

International Organisations.

Copies of the daily *Journal*, mail and other documentation, may be obtained there.

Miss de Luppé of External Relations will act as Liaison Officer.

#### Telephone booths.

Owing to congestion of the telephone booths, Delegates are invited to make their trunk calls either from their delegation offices or from the press telephone booths opposite the press bar.

## REUNION DE LA COMMISSION DE VERIFICATIONS DES POUVOIRS

Le 21 novembre 1946.

La séance est ouverte à 15 heures.

Le président fait part des acceptations des gouvernements des Pays-Bas et de Belgique respectivement du 15 et 13 novembre.

Un télégramme du 19 novembre désigne le consul de Bolivie à Bruxelles comme délégué de son pays à la Conférence.

Enfin, une information du 19 novembre annonce le dépôt des documents de l'Equateur et de Haïti.

Rapport sera fait à la Conférence dès la séance de l'après-midi et la réunion est levée à 16 heures 15.

### 6. REUNION DES SECRETAIRES DES DELEGATIONS

Les Secrétaires des Délégations se sont réunis hier et ont pris contact avec les différents services du secrétariat de l'Unesco.

Au cours de cette réunion, les points suivants ont été précisés:

**Restaurant:** Des carnets de 10 coupons sont mis à la disposition des délégués qui désirent déjeuner dans les restaurants parisiens qui accordent aux membres de la Conférence l'exonération des taxes.

S'adresser au Bureau d'Accueil du Grand Hall.

Ce Bureau délivre également des feuilles de coupons de rationnement aux délégués qui habitent chez des amis, ou qui désirent prendre leurs repas au dehors.

**Tabac:** Sur présentation de leur carte, les délégués pourront percevoir 1 paquet de cigarettes tous les deux jours, au même bureau.

**Savons:** Le Bureau d'Accueil tient à la disposition de MM. les Délégués des coupons de savon de toilette et de savon à barbe dont ils pourraient avoir besoin.

**Accès aux Expositions:** MM. les Délégués et membres des délégations sont informés que leurs cartes leur donnent libre accès à l'Exposition d'Art Moderne, à l'Exposition Scientifique et à celle de l'Education ainsi qu'aux séances de projection de films documentaires éducatifs et scientifiques.

**Téléphone:** 2 cabines sont spécialement réservées aux délégations étrangères dans la salle des cabines téléphoniques de la presse pour les communications à longue distance.

**Enregistrement des discours:** Les délégués qui désirent faire enregistrer leurs discours sur disques sont priés de s'adresser, en temps utile, à M. Bouchon, chargé de la Presse, pièce 3 au rez-de-chaussée.

### 7. INFORMATIONS GENERALES

**Guide de la Conférence et du Mois de l'Unesco.**

Un premier tirage du *Guide de la Conférence et du Mois de l'Unesco* sera distribué ce matin dans chaque délégation et section du secrétariat.

#### Bureau de Renseignements.

La pièce 4, dans le hall de l'entrée principale, est le Bureau de renseignements pour les représentants des :

Agences spécialisées;

Organisations Intergouvernementales;

Organisations Internationales.

On peut y obtenir les numéros du *Journal*, le courrier et d'autres documents.

Mlle de Luppé, de la section des Relations Extérieures, sera Officier de Liaison.

#### Cabines téléphoniques.

A la suite de l'encombrement des cabines téléphoniques, MM. les Délégués sont priés de transmettre leurs communications téléphoniques interurbaines, soit de leurs bureaux de délégation, soit des cabines téléphoniques en face du bar de la presse.

**Transportation for the Delegates  
for the plenary sessions in the morning.**

Every day a number of cars will be at the disposal of the Delegates from 9.30 a.m. in front of certain hotels.

The drivers will take 4 passengers per car.

Here is time-table of the last departure for the following hotels:

Palais d'Orsay	3 cars	9.45 a.m.
Louvre	3 cars	9.40 a.m.
Crillon	3 cars	9.50 a.m.
Royal Monceau	2 cars	9.50 a.m.
Meurice	1 car	9.45 a.m.
Continental	2 cars	9.45 a.m.
Sainte-Anne	2 cars	9.35 a.m.
Scribe	1 car	9.40 a.m.
George V	1 car	9.50 a.m.
Plazza	1 car	9.50 a.m.

**8. ERRATUM**

In *Journal* No. 3 of 21 November 1946, the list of delegates appointed to the Credentials Committee on page 22, thirteenth paragraph, should read as follows: Brazil, China, France, Greece, New Zealand, Turkey, United Kingdom, United States of America and Venezuela.

**9. UNESCO MONTH**

**Friday, 22 November**

Lecture: Sir S. Radhakrishnan « Indian Culture ». Sorbonne at 5.45 p. m.  
Orchestra and Choir of the Royal Conservatoire of Liège « Les Béatitudes » by César Franck. Théâtre des Champs-Élysées at 8.45 p. m.

**Saturday, 23 November**

Champs-Élysées Ballets: Swan Lake, The Young Man and Death, The Love of Jupiter, Les Forains. Théâtre des Champs-Élysées at 9 p. m.  
Henry Merckel, Sonatas. Théâtre des Champs-Élysées at 3 p. m.

**Permanent Exhibitions.**

Until 15 January: International Exhibition of Pedagogy and Education. Musée Pédagogique, 29, rue d'Ulm, Paris.

Until 28 December, Musée d'Art Moderne, Quai de New-York (from 10 a.m. to 5 p.m., except Monday).

**FILM SHOWS DURING UNESCO MONTH**

**Friday, 22 November 1946**

3 p. m., Musée Pédagogique.  
The Child's Hand at Work and at Play (Poland).  
A Child went forth (U. S. A.).  
The good Position for Writing (France).  
Your Children and You (Great Britain).  
Lessons in Living (Canada).

6 p. m. Musée Pédagogique.  
Our Northern Cousins (India).  
Swedes at Work and Play (Sweden).  
Wrecks (France).  
Giethoorn (Holland).  
Snow on the Highlands (Switzerland).

**Transport des Délégués  
pour les séances plénières du matin.**

Tous les jours un certain nombre de voitures seront à la disposition de MM. les délégués à partir de 9 heures, 30 devant un certain nombre d'hôtels.

Les chauffeurs pourront prendre quatre passagers par voiture.

Voici l'horaire du dernier départ fixé pour les hôtels suivants:

Palais d'Orsay	3 voitures	9 h. 45 du matin.
Louvre	3 voitures	9 h. 40 du matin.
Crillon	3 voitures	9 h. 50 du matin.
Royal Monceau	2 voitures	9 h. 50 du matin.
Meurice	1 voiture	9 h. 45 du matin.
Continental	2 voitures	9 h. 45 du matin.
Sainte-Anne	2 voitures	9 h. 35 du matin.
Scribe	1 voiture	9 h. 40 du matin.
George V	1 voiture	9 h. 50 du matin.
Plazza	1 voiture	9 h. 50 du matin.

**8. ERRATUM**

Dans le *Journal de la Conférence* n° 3, du 21 novembre 1946, lire, pour la liste des délégations nommées à la Commission de vérification des pouvoirs, page 22, paragraphe 13 : « Brésil, Chine, France, Grèce, Nouvelle-Zélande, Turquie, Royaume-Uni, États-Unis et Venezuela. »

**9. MOIS DE L'UNESCO**

**Vendredi 22 novembre:**

Conférence: Sir S. Radhakrishnan, « La Culture de l'Inde », Sorbonne (17 heures 45).  
Orchestre et Chorale du Conservatoire Royal de Liège: « Les Béatitudes », de César Franck, Théâtre des Champs-Élysées (20 heures 45).

**Samedi 23 novembre:**

Henry Merckel, Sonates, Théâtre des Champs-Élysées (15 heures).  
Ballets des Champs-Élysées: Lac des Cygnes, Le Jeune Homme et la Mort, Amour de Jupiter, Les Forains, Théâtre des Champs-Élysées (21 heures).

**Expositions permanentes.**

Jusqu'au 15 janvier: Exposition internationale de l'Enseignement et de l'Éducation. Musée Pédagogique, 29, rue d'Ulm, Paris.

Jusqu'au 28 Décembre: Musée d'Art Moderne, quai de New-York (de 10 heures à 17 heures, sauf lundi).

**FILMS PRESENTES PENDANT LE MOIS DE L'UNESCO**

**Vendredi 22 novembre 1946 :**

15 heures, Musée pédagogique.  
La Main de l'Enfant au Jeu et au travail (Pologne).  
Il était un Enfant (États-Unis).  
La Bonne tenue pour Ecrire (France).  
Vos Enfants et Vous (Grande-Bretagne).

18 heures, Musée pédagogique.  
Nos Cousins du Nord (Inde).  
Le Jeu et le Travail en Suède (Suède).  
Epaves (France).  
Giethoorn (Pays-Bas).  
Il neige sur les Hauts Pays (Suisse).

**Saturday, 23 November 1946**

10.30 a. m., Palais de la Découverte.  
The Pasteur Institute (France).  
Penicillin (Great Britain).  
The Cloths Moth (Switzerland).  
The Story of D. D. T. (Great Britain).

1 p. m., Musée Pédagogique.  
School for Canadians (Canada).  
Library of Congress (U. S. A.).  
Children's Charter (Great Britain).  
L'Ecole Normale Supérieure (France).

**Sunday, 24 November 1946**

9 p. m., Maison de la Chimie.  
Beauty and the Beast (Feature).  
(French Government Performance).

**Monday, 25 November 1946**

2.30 p. m., Palais de la Découverte.  
From Alchemy to Atomic Fission (Holland)  
Solutions Françaises (France).  
Liquid Air (Poland).  
Monkey into Man (Great Britain).

3 p. m., Musée Pédagogique.  
Perception in Children (Czechoslovakia).  
Language by Signs (Holland).  
Triumph over Deafness (Great Britain).  
School in the Mailbox (Australia).  
Shown by Request (Great Britain).

6 p. m., Palais de la Découverte.  
Power Valley (Canada).  
The River (U. S. A.).  
Power and the Land (U. S. A.).  
Power for the Highlands (Great Britain).

6 p. m., Musée Pédagogique.  
Out of Chaos (Great Britain).  
Henry Matisse (France).  
Aubusson (France).  
Hopi Arts and Crafts (U. S. A.).  
Indian Handicrafts (India).

9 p. m., Maison de la Chimie.  
A programme on conditions in War Devastated Countries.  
Warsaw Suite (Poland).  
Broken Dykes (Holland).  
Bake to Life (Czechoslovakia).  
The Bridge (Yugoslavia).  
The 6 June at Dawn (France).  
(French Government Performance).

**Tuesday, 26 November 1946**

2.30 p. m., Palais de la Découverte.  
Man, One Family (Great Britain).  
Native Earth (Australia).  
Black Friendship (France).  
To-day and To-morrow (Great Britain).

6 p. m., Palais de la Découverte.  
Friesland (Holland).  
The Locomotive (Poland).  
Proud City (Great Britain).  
Housing in New Zealand (New Zealand).  
Voici Ma Maison (Sweden).

2.30 p. m., Musée Pédagogique.  
A Better To-morrow (U. S. A.).  
Near Home (Great Britain).  
Cité Universitaire (France).

**Samedi 23 novembre 1946 :**

10 h. 30, Palais de la Découverte.  
L'Institut Pasteur (France).  
La Penicilline (Grande-Bretagne).  
La Mite (Suisse).  
L'Histoire de l'Insecticide D.D.T. (Grande-Bretagne).

13 heures, Musée pédagogique.  
Ecole pour Canadiens (Canada).  
Bibliothèque du Congrès (Etats-Unis).  
La Charte des Enfants (Grande-Bretagne).  
L'Ecole Normale Supérieure (France).

**Dimanche 24 novembre 1946 :**

17 heures, Maison de la Chimie.  
La Belle et la Bête (France).

**Lundi 25 novembre 1946 :**

14 h. 30, Palais de la Découverte.  
De l'Alchimie à la Désintégration de l'Atome (Pays-Bas).  
Solutions Françaises (France).  
L'Air Liquide (Pologne).  
Du Singe à l'Homme (Grande-Bretagne).

15 heures, Musée Pédagogique.  
La perception chez l'enfant (Tchécoslovaquie).  
Langue mimée (Pays-Bas).  
L'éducation chez les enfants sourds (Grande-Bretagne).  
L'école par correspondance (Australie).  
Films sur demande (Grande-Bretagne).

18 heures, Palais de la Découverte.  
L'Energie Hydro-Electrique dans la Vallée du Saint-Maurice (Canada).  
Le Fleuve (Etats-Unis).  
La Force Electrique et les Campagnes (Etats-Unis).  
La Force Electrique pour les Hauts Pays d'Ecosse (Grande-Bretagne).

18 heures, Musée Pédagogique.  
Créé du chaos (Grande-Bretagne).  
Henri Matisse (France).  
Aubusson (France).  
Arts et métiers Hopi (Etats-Unis).  
Métiers hindous (Inde).

21 heures, Maison de la Chimie.  
Programme sur la situation dans les Pays dévastés par la Guerre.  
Suite Varsoviennne (Pologne).  
Digues brisées (Pays-Bas).  
Retour à la Vie (Tchécoslovaquie).  
Le Pont (Yougoslavie).  
Six Juin à l'Aube (France).

**Mardi 26 novembre 1946 :**

14 heures 30, Palais de la Découverte.  
L'humanité, cette grande famille (Grande-Bretagne).  
Terres indigènes (Australie).  
Amitiés noires (France).  
Aujourd'hui et demain (Grande-Bretagne).

18 heures, Palais de la Découverte.  
La Frise (Pays-Bas).  
La locomotive (Pologne).  
Londres, fière cité (Grande-Bretagne).  
Maisons en Nouvelle-Zélande (Nouvelle-Zélande).  
Voici ma maison (Suède).

14 heures 30, Musée Pédagogique.  
Un avenir meilleur (Etats-Unis).  
Les environs de notre ville (Grande-Bretagne).  
La Cité universitaire (France).

6 p. m., Musée Pédagogique.

Salmon Trout (Czechoslovakia).  
Metamorphoses (Holland).  
The Toad (Denmark).  
The Life Cycle of the Onion (Great Britain).  
The Life of the Rabbit (Great Britain).  
The Sea Gull (Sweden).

**Wednesday, 27 November 1946**

2.30 p. m., Palais de la Découverte.

Oibi Operations (Holland).  
Eye Operations (Denmark).  
Endotracheal Anaesthesia (Great Britain).  
Operation Luxatio Coxae (Czechoslovakia).  
Implantation (Czechoslovakia).  
Operation on the Palate (Switzerland).

3 p. m., Musée Pédagogique.

Education strikes back (New Zealand).  
Library on Wheels (Canada).  
Danish Folk High Schools (Denmark).  
Lessons from the Air (Great Britain).

6 p. m., Palais de la Découverte.

Canadian Landscape (Canada).  
Maillol (France).  
The Birth of the Cinema (France).  
A Christmas Dream (Czechoslovakia).

6 p. m., Musée Pédagogique.

Each for All (Canada).  
Summer Days (Denmark).  
Seventh Age (Denmark).  
You, Children's Eyes (Great Britain).  
The First Days of Life (Czechoslovakia).  
Food, Secret of the Peace (Canada).

**TABLE OF CONTENTS**

	Page.
1. Programme of Meetings.....	29
2. Agenda .....	29
3. Meeting of the General Committee.....	36
4. Meeting of the Committee on Procedure.....	30-31
5. Summary Report of the Third and Fourth Plenary Meeting of the General Conference.....	31-32
Credentials Committee.....	33
6. Meeting of secretaries of delegations.....	33
7. General Information.....	33
8. Erratum .....	34
9. Unesco Month.....	34-36

18 heures, Musée Pédagogique.

La truite saumonée (Tchécoslovaquie).  
Métamorphose (Pays-Bas).  
Le crapaud (Danemark).  
La vie de l'oignon (Grande-Bretagne).  
La vie du lapin (Grande-Bretagne).  
Le goéland (Suède).

**Mercredi 27 novembre 1946:**

14 heures 30, Palais de la Découverte.

Opération Oibi (Pays-Bas).  
Opération de l'œil (Danemark).  
L'anesthésie endotrachéale (Grande-Bretagne).  
L'opération Luxatio Coxae (Tchécoslovaquie).  
Implantation (Tchécoslovaquie).  
Opération du palais (Suisse).

15 heures, Musée Pédagogique.

L'éducation reprend ses droits (Nouvelle-Zélande).  
Lectures pour tous (Canada).  
Danske Folkehøjskole (Danemark).  
L'enseignement par les ondes (Grande-Bretagne).

18 heures, Palais de la Découverte.

Paysages canadiens (Canada).  
Maillol (France).  
Naissance du cinéma (France).  
Rêve de Noël (Tchécoslovaquie).

18 heures, Musée Pédagogique.

Chacun pour tous (Canada).  
Jours d'été (Danemark).  
Septième Age (Danemark).  
Les yeux de vos enfants (Grande-Bretagne).  
Les premiers jours de la vie (Tchécoslovaquie).  
La faim, spectre de la paix (Canada).

**TABLE DES MATIERES**

	Pages.
1. Programme des séances.....	29
2. Ordre du jour.....	29
3. Réunion du Bureau.....	30
4. Réunion de la Commission du règlement.....	30-31
5. Procès-verbal des 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> séances plénières de la Conférence:	31-32
Commission de vérification des pouvoirs.....	33
6. Réunion des Secrétaires des délégations.....	33
7. Informations générales .....	33
8. Erratum .....	34
9. Mois de l'Unesco.....	34-36

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation  
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

# JOURNAL

OF THE  
GENERAL  
CONFERENCE



DE LA  
CONFÉRENCE  
GÉNÉRALE

FIRST SESSION

PREMIÈRE SESSION

No 5

Paris, 23 November 1946

Paris, 23 Novembre 1946

## I. PROGRAMME OF MEETINGS

## I. PROGRAMME DES SEANCES

Saturday, 23 November 1946.

Samedi 23 novembre 1946.

General Conference.

Conférence générale.

Time.	Seventh plenary meeting of the General Conference.	Room.
10.30 a.m.		Conference Hall.
4.30 p.m.	Eighth plenary meeting of the General Conference.	Conference Hall.

Heure.	Septième séance plénière de la Conférence générale.	Salle.
10 h. 30		Grande salle de la Conférence générale.
16 h. 30	Huitième séance plénière de la Conférence générale.	Idem.

Committees.

Commissions.

Time.	General Committee.	Committee Room n° 7
9.30 a.m.		
Time.	Nominations Committee.	Committee Room n° 1
11.30 a.m.		

Heure.	Bureau de la Conférence.	Salle de commission n° 7
9 h. 30		
Heure.	Commission des candidatures.	Salle de commission n° 1
11 h. 30		

## 2. AGENDA

## 2. ORDRE DU JOUR

Meeting of the General Conference.

Séance de la Conférence générale.

Saturday, 23 November 1946.

Samedi 23 novembre 1946.

- 10.30 a. m. and 4.30 p. m.
- Article 8: Report and general discussion on the work of the Preparatory Commission (continuation and ending.)
  - Report of the Committee on Procedure.
  - Article 10: Constitution of committees and referring back of certain questions to Committees.
  - Article 11: Election of members of the Executive Council.

- 10 h. 30 et 16 h. 30.
- Article 8: Rapport et discussion générale sur l'activité de la Commission Préparatoire (*suite et fin*).
  - Rapport de la Commission du Règlement.
  - Article 10: Constitution des Commissions et renvoi aux Commissions de certaines questions.
  - Article 11: Election des membres du Conseil Exécutif.

### 3. MEETING OF THE SUB-COMMITTEE ON PROCEDURE

The meeting opened at 10.15 a.m. under the chairmanship of Mr. Walker (Australia).

As a matter of urgency, the sub-committee considered the regulations on voting and the election of the Executive Board, which should take place the following day. With certain amendments, the wording of these regulations was passed by the sub-committee.

A fairly long discussion took place on the regulations for the Nominations Committee and it was finally decided that « the Nominations Committee shall be composed of all the delegations with the right to vote ».

It was agreed that each Chairman of a delegation could be represented by another member of his delegation.

The appointment of the Executive Board, the Status of Alternate Delegates and of consultants then came under lengthy discussion. In the course of the discussion, M. Montagnier stated that the delegation of each Member State could consist of five delegates at the most and of as many alternates, consultants and experts as might be considered necessary for the Conference.

The Committee noted a statement on the matter of language which will be put before the Conference, and the meeting rose at 1.35 p.m.

### 4. SUMMARY REPORT OF THE FIFTH PLENARY MEETING OF THE GENERAL CONFERENCE

*Held at Unesco House,*

*19, Avenue Kleber, Paris, on Friday, 22 November 1946.*

The Meeting opened at 10.30 a.m. with an announcement by the President, Mr. Léon Blum, on behalf of the General Committee. He reminded the Conference that at present there were three main committees, the Programme Committee, the Administrative Committee and the Reconstruction Committee, two of which would be divided into sub-committees. In order to expedite the work of the Conference it was necessary that the Commissions start work on Monday next.

The delegate from Turkey then spoke, congratulating the Preparatory Commission and the Secretariat on the work they had accomplished. He said that education, science and culture had been used for selfish ends, but that such usage was the negation of science and culture, while Unesco was its affirmation. Its media of mass communication would have the noble aim of propagating peace and mutual understanding. With regard to the struggle between the world-wide and the national outlook, the delegate stated that Unesco's aim was not to destroy nationalism but to persuade nations that the true greatness and happiness of their people could only be achieved through peace. Success would surely crown the efforts of those who strove for the ideal, united and confident in spite of possible risks and sacrifices.

Mr. Hardmann (United Kingdom) expressed his Government's appreciation of the work of the Preparatory Commission. The immediate objective, in his opinion, was to concentrate on those projects that would yield early results, especially the fight against illiteracy and the procurement of teaching implements. The distribution of books, films and artist's materials was also cited by the delegate who ended by paying homage to a great educator, H.-G. Wells.

The next speaker, Mme Gasirowska (Poland), pointed out that a Unesco National Committee had already been created in her homeland and she thanked all those states and organisations that had helped Poland's war victims.

The Canadian delegate declared that Unesco was potentially one of the most valuable agencies of the United Nations. It was necessary, however, to establish a firm ground work and thus to command the respect and confidence of Member States and their peoples. The Organisation should become a direct operational agent only in those cases where no institutions exist in a given field.

### 3. REUNION DE LA SOUS-COMMISSION DU REGLEMENT

La séance est ouverte à 10 heures 15 sous la présidence de M. Walker (Australie).

Par ordre d'urgence, la sous-commission examine les textes concernant le vote et l'élection du Conseil Exécutif, celui-ci devant avoir lieu aujourd'hui 23 Novembre.

Avec quelques modifications, la rédaction de ces articles est adoptée par la sous-commission.

Sur l'article concernant le Comité de candidatures, un assez long débat s'engage et finalement il est décidé « que la Commission des candidatures sera composée de chefs de toutes les délégations ayant le droit de vote ».

Etant entendu que chaque chef de délégation pourra se faire représenter par un autre membre de sa délégation.

La désignation du Conseil Exécutif, le Statut des Délégués-suppléants et des conseillers font ensuite l'objet d'une longue discussion. Au cours de celle-ci, M. Montagnier précise que la délégation de chaque Etat membre comprend cinq Délégués au plus, autant de suppléants, de conseillers ou d'experts qu'il sera jugé nécessaire par la Conférence.

La sous-commission tient compte d'une observation sur la question des langues qui sera portée devant la Conférence et la séance est levée à 13 heures 35.

### 4. PROCES-VERBAL SOMMAIRE DE LA CINQUIEME SEANCE PLENIERE DE LA CONFERENCE GENERALE

*Tenue à la Maison de l'UNESCO,*

*19, Avenue Kléber à Paris, le 22 Novembre 1946.*

La séance est ouverte à 10 heures 30 par M. Léon Blum au nom du Comité général. Il rappelle à la Conférence qu'il y a maintenant trois comités principaux: le comité du programme, le comité administratif et le comité de reconstruction; deux de ceux-ci seraient subdivisés en sous-comités. Les commissions devront commencer à travailler lundi prochain pour terminer le travail de la Conférence.

Le délégué de la Turquie prend alors la parole en remerciant la Commission préparatoire et le Secrétariat pour le travail qu'ils ont accompli.

*L'éducation, la science, dit-il, la culture ont pu trouver dans les mains de certains dirigeants, une destination égoïste.*

Ces moyens sont la négation de la science et de la culture tandis que l'Unesco en est l'affirmation. Les moyens de communication des masses propageront noblement la paix et la compréhension mutuelle. Parlant de la situation entre l'univers et la nation, le délégué déclare que le but de l'Unesco n'est pas de détruire le nationalisme, mais de persuader les nations que la grandeur et le bonheur de leur peuple ne peut être accompli que par la paix. Le succès couronnera sûrement les efforts de ceux qui, unis et confiants même au devant du danger et des sacrifices, luttent pour un idéal.

M. Hardman (Royaume-Uni) exprime l'appréciation de son pays sur le travail de la Commission préparatoire. Dans son opinion, le but immédiat est de se concentrer sur des plans qui rendraient des résultats rapides, notamment le combat contre l'analphabétisme et l'acquisition de matériaux d'enseignement. Le Délégué parle aussi de la distribution de livres, de films et de matériel pour les artistes et, pour finir, il rend hommage à ce grand éducateur: H. G. Wells.

Mme Gasirowska (Pologne) prend la parole pour dire qu'un comité national de l'Unesco existe déjà dans son pays et elle remercie tous les pays et organisations qui sont venus au secours des victimes de la guerre de Pologne.

Le Délégué canadien prend ensuite la parole en disant qu'il faut considérer comme essentielle pour base de travail une convention ferme et modeste. L'Unesco doit commander le respect et la confiance des Etats membres et de leurs peuples. L'organisation doit opérer directement seulement au cas où il n'existe pas d'institution dans un domaine donné.

Full approval of the Executive Secretary's report was given by the Indian delegate and he added that a choice had to be made between the two main objectives of Unesco, the cause of peace and security on the one hand and the advancement of knowledge on the other. In the world of today, wisdom and charity were more urgently required than pure knowledge, of which there was a great deal. Equality of cultural opportunity for all nations was also stressed by the delegate who demanded the abolishment of faulty history teaching and concluded his speech with a warning against complacency.

The delegate from the Philippine Islands declared that the idea of world cooperation was not new to his country which had been a bridge between East and West for centuries. Among other activities planned by Unesco, he stressed the establishment of an international radio network to supplement national programmes.

At the end of the meeting, the Executive Secretary reminded all delegations to fill up form 31 giving the list of members of delegations.

The meeting was adjourned at 12.30 p. m.

#### SUMMARY REPORT OF THE SIXTH PLENARY MEETING

The meeting opened at 3 p.m.

The Executive Secretary read the telegramme sent in the names of M. Léon Blum and Dr. Huxley in reply to the message from Mr. Trygve Lie.

« Greatly regret your absence, very gratefully received your message conveyed by Mr. Benoit-Lévy and would appreciate your promise of support in our endeavours. Unesco places full confidence in close constructive co-operation with the United Nations ».

The delegations were then asked, if they had not already done so, to fill up form 31 to be obtained in the hall adjoining the Conference Hall. This form concerns members of each delegation who should get into touch with Miss Stafford in room No. 2 on the ground floor.

The Executive Secretary also announced that the Secretariat was doing its best to translate various speeches made since the beginning of the Conference — a translation of the important speech made the day before by the Yugoslav delegate had already been completed.

During the general discussion, Dr. Raadi (Iran), Mr. Ibarra (Nicaragua), Mr. El Diwany (Egypt), Mr. Julian Naguira (Uruguay), Dr. Ellen Gleditsch (Norway), and Mr. Arango Ferrer (Colombia), addressed the meeting.

The Chairman said that two speakers were still on the list: Mr. Benton, head of the United States delegation and Mr. Reyes, head of the Mexican delegation; they would speak on the following day.

In the afternoon, after the report of the Nominations Committee, the new Executive Board would be able to start work immediately.

#### 5. MEETING OF THE COMMITTEE ON PROCEDURE

22 November 1946.

The meeting, under the chairmanship of Mr. Martínez Baez, opened at 3 p.m. with a speech by the Australian delegate who was presenting the report of the sub-committee nominated the previous evening. Article 58, which was the subject of consideration, was extremely urgent since it dealt with the composition of the Nominations Committee.

In particular it recommends that any alternate delegate may act as the appointed representative of the chairman of his delegation, if the latter advises the President of the Conference accordingly.

Le Délégué de l'Inde approuve le rapport du Secrétaire Exécutif et ajoute qu'il faut faire un choix entre le but de paix, d'unité et de sécurité du monde et les projets pour le bien-être de l'humanité. Le monde d'aujourd'hui demande plus de sagesse et de charité que de connaissances. L'accès d'égalité intellectuelle pour toutes les nations est aussi cité par le Délégué qui demande l'abolition de l'histoire à tort et il termine en donnant un avertissement contre la complaisance.

Le Délégué de la République des Philippines déclare que l'idée d'une coopération mondiale n'est pas nouvelle pour les Philippines qui de tous temps ont été au croisement des routes occidentales et orientales. Il demande que l'on établisse un réseau de radio internationale pour compléter les programmes nationaux.

Le Secrétaire Exécutif prie les Délégués de remplir la formule 31 qui est la liste des membres des délégations.

La séance est levée à 12 heures 30.

#### PROCES-VERBAL SOMMAIRE DE LA SIXIEME SEANCE PLENIERE

La séance s'ouvre à 15 heures.

Le Secrétaire exécutif donne lecture du télégramme, signé à la fois de MM. Léon Blum et Huxley, en réponse au message de M. Trygve Lie.

« Les délégations de quarante-quatre nations assemblées pour la première Conférence générale de l'Unesco regrettent beaucoup votre absence. Elles ont reçu avec reconnaissance votre message, qui nous a été transmis par M. Benoit Lévy. Apprécions votre promesse pour les tentatives de l'Unesco. Unesco met toute sa confiance dans une coopération étroite et constructive avec l'Organisation des Nations Unies. »

On prie ensuite les délégations qui ne l'ont pas fait jusqu'à ce jour de bien vouloir remplir la liste 31, que l'on peut se procurer dans le vestibule précédant cette salle. Cette liste concerne les membres de chaque délégation, qui sont priés de s'adresser à Miss Stafford (salle n° 2, au rez-de-chaussée).

Dans la discussion générale, la parole est donnée au Dr Raadi (Iran), M. Ibarra (Nicaragua), M. El Diwany (Egypte), M. Julian Naguira (Uruguay), D. Ellen Gleditsch (Norvège), M. Arango Ferrer (Colombie).

Deux orateurs sont encore inscrits: M. Benton, chef de la délégation des Etats-Unis et M. Reyes, chef de la délégation du Mexique, qui seront entendus aujourd'hui 23 novembre, au début de l'ouverture de la séance.

Dans l'après-midi, après l'approbation du rapport du comité des nominations, le nouveau Conseil exécutif pourra commencer immédiatement ses travaux.

Entre autre réalisation, le Secrétaire exécutif fait connaître que les services intérieurs font effort pour traduire plusieurs discours prononcés depuis le début de la Conférence. Une traduction du discours important prononcé hier par le délégué de la Yougoslavie a pu être mise au point.

#### 5. RÉUNION DE LA COMMISSION DU RÉGLEMENT

Le 22 novembre 1946.

La séance, présidée par M. Martínez Baez, est ouverte à 15 heures et la parole est donnée au délégué de l'Australie, qui doit présenter le rapport du sous-comité nommé la veille. On examine l'article 58 a, dont le caractère d'urgence est tout à fait particulier puisqu'il se rapporte à la constitution des candidatures.

Il recommande notamment que tout délégué suppléant peut agir en qualité de représentant sur désignation du président de sa délégation, qui prévient aussitôt le président de la Conférence.

The articles which followed gave rise to certain objections. The sub-committee requested that the conclusions reached by its members on a further point, should be approved:

*Members of the Organisation shall be advised by the Director-General at least 90 days in advance of the opening of an ordinary session and at least 30 days in advance of the date and place of an extraordinary session.*

To allow the Conference to make decision in that day's meeting, it was necessary to approve the text of the 76 articles of procedure in advance.

For this reason the meeting continued until 6.45 p.m.

The full text of the rules of procedure was passed with the exception of article 33 on the use of the working languages, which was referred for later discussion.

## 6. CORRIGENDA

*Journal No. 4, of 22 November 1946, page 32, under Summary Report of the Fourth Plenary Meeting of the General Conference, paragraph 9, read: « The Chairman of the Credentials Committee announced that the Netherlands and Belgium had deposited their instruments of acceptance and... ».*

Page 9, same heading, paragraph 10, read: « Pending information from the Foreign Office with regard to the deposit of the instruments of Ecuador and Haïti, he suggested that the right to vote should be held in abeyance ».

*Journal No. 4 of 22 November 1946, page 33, same heading as above, read: « Then a note dated 19 November announced that Ecuador and Haïti had accepted the Constitution of Unesco ».*

*Journal No. 4 of 22 November 1946, page 34 under Erratum, in place of Turkey, read: « Lebanon ».*

## 7. GENERAL INFORMATION

### Distribution of Speeches.

Will all delegates please give a copy of their speeches to the Public Information Section (Mr. Desjardins, room 195) in advance. Wherever possible these will be duplicated and handed to members of the press at the time the speeches are delivered. This applies to Plenary Sessions, Committee and Sub-Committee meetings.

### Telephone Booths.

Starting today, two telephone booths will be put at the disposal of Delegates in the Press telephone room.

International calls and trunk calls made from these booths will get priority.

### Car service.

#### Night facilities.

Two cars are in operation at night. Please telephone Kléber 64-25 or Kléber 52-00, extension 2069.

## TABLE OF CONTENTS

	Page.
1. Programme of Meetings.....	37
2. Agenda .....	37
3. Meeting of the Sub-commission on Procedure.....	38
4. Summary Report of the Fifth and Sixth Plenary Meeting of the General Conference.....	38-39
5. Meeting of the Commission on Procedure.....	39-40
6. Corrigenda .....	40
7. General Information.....	40

Notices to be printed in English in the « Journal of the General Conference » of Unesco should be sent to the Editor, Mr. Lichtenberger, room 331, extension 2391.

Les articles suivants soulèvent quelques objections. Le sous-comité demande d'adopter les conclusions de ses collègues sur un autre point :

*Les membres de l'Organisation seront avisés par le Directeur général au moins 90 jours à l'avance de l'ouverture d'une session ordinaire, et au moins 30 jours à l'avance, de la date et du lieu d'une session extraordinaire.*

Pour permettre à la Conférence de prendre à la réunion d'aujourd'hui quelques décisions, il importe que le texte des 76 articles du règlement soit préalablement approuvé.

C'est dans ces conditions que la séance de la commission s'est prolongée jusqu'à 18 heures 45.

L'ensemble du règlement intérieur ayant été adopté dans son ensemble, sauf l'article 33, sur l'emploi des langues officielles qui a été réservé pour un débat ultérieur.

## 6. CORRIGENDA

Dans le *Journal de la Conférence*, n° 4 du 22 novembre 1946, page 32, le chapitre Procès-Verbal de la quatrième Séance plénière de la Conférence générale, paragraphe 9, lire: « Le Président de la Commission de Vérification de pouvoirs annonce que les Pays-Bas et la Belgique ont déposé leurs instruments d'acceptation... ».

Dans le *Journal de la Conférence* n° 4 du 22 novembre 1946, page 33, du même chapitre, lire: « Une information du 19 novembre annonce que l'Equateur et Haïti ont accepté la Constitution de l'Unesco ».

Dans le *Journal de la Conférence*, n° 4 du 22 novembre 1946, page 34, chapitre Erratum, au lieu de Turquie, lire: « Le Liban ».

## 7. INFORMATIONS GENERALES

### Distribution des Discours.

MM. les Délégués sont priés de remettre d'avance une copie de leurs discours à la Section de l'Information (M. Desjardins, pièce 195) qui, toutes les fois que cela sera possible, les fera ronéoter et les tiendra prêts à être distribués à la presse au moment où ils seront prononcés.

Ceci concerne les séances plénières, les réunions des commissions et les réunions des sous-comités.

### Cabines téléphoniques.

A partir d'aujourd'hui, deux cabines téléphoniques sont mises à la disposition de MM. les Délégués dans la salle des téléphones de la Presse (au rez-de-chaussée).

Les conversations internationales et interurbaines au départ de ces cabines jouiront de la priorité.

### Voitures.

#### Service de nuit.

Deux voitures restent en service dans la soirée pour assurer les transports de nuit (Kléber 64-25 et 52-00, poste 2069).

## TABLE DES MATIERES

	Pages.
1. Programme des séances.....	37
2. Ordre du jour.....	37
3. Réunion de la sous-commission du règlement.....	38
4. Procès-verbal des cinquième et sixième séances plénières de la Conférence.....	38-39
5. Réunion de la Commission du règlement.....	39-40
6. Corrigenda .....	40
7. Informations générales.....	40

(\*) Les textes à insérer en langue française dans le Journal de la Conférence générale de l'Unesco doivent être adressés au Rédacteur en Chef, M. Henry Gardet, pièce 335, extension 2395.

# JOURNAL

OF THE

GENERAL  
CONFERENCE



DE LA

CONFÉRENCE  
GÉNÉRALE

FIRST SESSION

PREMIÈRE SESSION

No 6

Paris, 25 November 1946

Paris, 25 Novembre 1946

## I. PROGRAMME OF MEETINGS

Monday, 25th November 1946.

Times.	General Committee.	Room.
9.30 a.m.		Committee Room n° 7
	Programme Commission.	
0.30 a.m. and 3.00 p.m.	Plenary meeting of the Commission.	General Conference Hall.
	Reconstruction and Rehabilitation Commission.	
40.30 a.m. and 3.00 p.m.	Plenary meeting of the Commission.	Committee Room n° 9-10

## 2. AGENDA

Meetings of Commissions.

Monday, 25th November 1946.

Programme Commission.

10.30 a.m. and 3 p.m.

1. Election of the Chairman.
2. Election of two Vice-Chairmen.
3. Adoption of the Provisional Agenda.
4. Submission by the Secretariat of the draft programme adopted by the Preparatory Commission.
5. General discussion.
6. Formation of Sub-Commissions.
7. Draft Programme to be referred to Sub-Commissions for detailed examination.
8. Reports from Sub-Commissions.
9. General discussion of reports from Sub-Commissions.
10. Adoption of the report of the Commission on the Programme of the Organisation for submission to the General Conference.

## I. PROGRAMME DES SEANCES

Lundi 25 novembre 1946.

Heure.	Bureau de la Conférence.	Salle.
9 h. 30		Salle de commission n° 7
	Commission du programme.	
10 h. 30 et 15 h.	Séance plénière de la Commission.	Salle de la Conférence générale.
	Commission pour la reconstitution de l'Education, de la Science et de la Culture.	
10 h. 30 et 15 h.	Séance plénière de la Commission.	Salle de commission n° 9-10

## 2. ORDRE DU JOUR

Séances des Commissions.

Lundi 25 Novembre 1946.

Commission du programme.

10 h. 30 et 15 heures.

1. Election du Président.
2. Election de deux Vice-Présidents.
3. Approbation de l'Ordre du Jour provisoire.
4. Présentation, par le Secrétariat, du projet de programme adopté par la Commission préparatoire.
5. Discussion générale.
6. Formation des Sous-Commissions.
7. Renvoi aux Sous-Commissions de l'examen détaillé du projet de programme.
8. Rapport des Sous-Commissions.
9. Discussion générale sur le rapport des Sous-Commissions.
10. Adoption du rapport de la Commission à la Conférence générale sur le programme de l'Organisation.

*Reconstruction and Rehabilitation Commission.*

10.30 a. m. and 3 p. m.

1. Election of President and two Vice-Presidents.
2. Adoption of Provisional Agenda.
3. Presentation by the Secretariat of Report and Recommendation on Educational, Scientific and Cultural Reconstruction and Rehabilitation, as approved by the Technical Sub-Committee and the Preparatory Commission. (Document/c/11) (Unesco/Prep. Com./Tech. Sub. Com./52 (rev. 1.))
4. General discussion concerning:
  - a) Unesco's function in Reconstruction and Rehabilitation;
  - b) Relations with other inter-governmental agencies;
  - c) Co-operation with International Voluntary Organisations;
5. Adoption of the Report of the Commission to the General Conference.

**Editorial Note.**

All information published in the *Journal* is provisional.

Translations in the *Journal* are not to be regarded as fully and strictly accurate. Complete versions will be made later by the translation service.

The final official report on the work of the General Conference of Unesco will be published in the form of a special document after the session are completed.

**3. MEETING OF THE GENERAL COMMITTEE OF THE CONFERENCE**

Saturday, 23 November 1946.

The meeting opened at 9.40 a.m. under the chairmanship of Mr. Moniz de Aragao.

Delegates of the following nine countries were present: Saudi Arabia, China, United States of America, France, Norway, Poland, Philippines, United Kingdom and the Union of South Africa, as well as the following representatives of the Secretariat of Unesco: Dr. Julian Huxley, M. Jean Thomas and Dr. Wilson.

M. Jean Thomas stated that the Procedure Committee had finished their study of the draft rules of procedure for the Conference, with the exception of rule 33 dealing with the use of the official languages of Unesco. This article has been reserved at the request of the delegates from Ecuador, Chile and Colombia for further consideration.

The Mexican delegate stated that he was not in favor of admitting Spanish as a working language but that he agreed that Arabic should be added to the official languages.

Dr. Huxley thought that this question should be referred back for further study to a special committee. The chairman agreed and this decision was carried.

With reference to rule 13, the South African delegate insisted that government consultations with a national committee or with cultural institutions should be optional and not compulsory. This amendment raised a very delicate problem and a decision was made to postpone its consideration for study in a subsequent meeting of the General Committee.

With regard to the choice of alternate delegates appointed as members of the Executive Board (rule 15), the United States delegate requested that a recommendation be sent to the Nomination Committee to make it clear that the choice should be made according to personal ability and not on a geographical basis. It was decided that these views would be presented to the Nomination Committee.

*Commission de la Reconstitution, de l'Éducation, de la Science et de la Culture.*

10 h. 30 et 15 heures.

1. Election du Président et de deux Vice-Présidents.
2. Approbation de l'ordre du jour provisoire.
3. Présentation, par le Secrétariat, du rapport et des recommandations pour la reconstitution de l'éducation, de la science et de la culture, tels qu'ils ont été approuvés par le Sous-Comité Technique et la Commission Préparatoire (Document Unesco/c/11) (Unesco/Prep. Com./Tech. Sub. Com./52 (rev. 1)).
4. Discussion générale:
  - a) Du rôle de l'Unesco dans la reconstitution et le relèvement;
  - b) Des relations avec les autres institutions internationales;
  - c) De la coopération avec les œuvres privées à la Conférence générale.
5. Adoption du rapport de la Commission à la Conférence générale.

**Note de la Rédaction.**

Tous les textes paraissant dans ce *Journal* ne revêtent qu'un caractère d'information provisoire.

En ce qui concerne les traductions, le *Journal de la Conférence générale* n'en donne pas de rigoureuses et complètes. Celles-ci seront fournies ultérieurement par le service de traduction.

Le document officiel définitif rendant compte des travaux de la Conférence générale de l'Unesco paraîtra après la clôture des travaux de la Conférence sous forme de document spécial.

**3. REUNION DU BUREAU DE LA CONFERENCE**

Le Samedi 23 Novembre 1946.

Sous la présidence de M. Moniz de Aragao la séance s'ouvre à 9 heures 40.

Sont présents les Délégués des 9 pays suivants: Arabie Saoudite, Chine, Etats-Unis, France, Norvège, Pologne, Philippines, Royaume Uni, Union Sud-Africaine ainsi que les représentants du Secrétariat de l'Unesco: MM. Julian Huxley, Jean Thomas, Dr Wilson.

M. Jean Thomas fait connaître que le Comité de règlement a achevé l'examen du projet de règlement intérieur de la Conférence, sauf l'article 33, relatif à l'emploi des langues officielles de l'Unesco. Cet article a été réservé à la demande des Délégués de l'Equateur, du Chili et de la Colombie pour être soumis à un second examen.

Le Délégué du Mexique précise qu'il n'est pas d'avis d'admettre l'espagnol comme langue de travail mais qu'il est d'accord pour que l'arabe soit ajouté aux langues officielles.

M. Huxley estime que cette question doit être renvoyée pour étude à un comité spécial. Le Président s'associe à cet avis et il en est ainsi décidé.

En ce qui concerne l'article 13, le Délégué de l'Union Sud-Africaine insiste pour que les consultations par le Gouvernement de la Commission nationale ou des Institutions culturelles soient facultatives et non pas obligatoires.

Cette modification soulève un problème très délicat et il est décidé d'en renvoyer l'examen à une réunion ultérieure du Bureau.

Pour ce qui est du choix des Délégués suppléants appelés à devenir membres du Conseil Exécutif (article 15), le Délégué des Etats-Unis demande que l'on recommande au Comité des Candidatures de préciser que ce choix devra être fait d'après la compétence personnelle et non pas d'après la répartition géographique.

Il est décidé que ces observations seront présentées au Comité des candidatures.

With regard to the request of the Democratic Republic of Viet-Nam, the following measures were decided: the Democratic Republic of Viet-Nam should be authorised to send a guest who would be present at the sessions of the Conference.

The Venezuelan instruments of acceptance had not yet reached London, but a telegramme had announced that they were on the way. It was therefore decided that this country was entitled to take part in the work of the Conference.

The Programme Committee and the Committee on Reconstruction and Rehabilitation will meet on Monday at 10.30 a.m.

At the request of the Mexican delegate it was decided to add to the agenda of the Programme Committee, after the election of the Chairman, the election of two Vice-chairmen.

The next meeting of the General Committee will take place on Monday morning at 9.30 a.m. The meeting rose at 10.35 a.m.

#### 4. MEETING OF THE NOMINATIONS COMMITTEE

After a private meeting held towards the end of the morning, the Nominations Committee re-assembled at 3 p. m. under the chairmanship of Mr. Beeby, delegate of New Zealand.

The Foreign Office had officially announced that it had received the final documents from Venezuela. This news was warmly applauded and a first list was announced of thirteen names of candidates to which had been added Turkey, Australia, Czechoslovakia, Egypt, Venezuela and the Philippines. The final list therefore was of nineteen names. Since only eighteen delegates were to be elected the chairman asked each member to vote by crossing out one name on the list.

After the roll call of countries having the right to vote, each delegate handed in his paper.

The following voted: Australia, Belgium, Brazil, Canada, China, Denmark, Egypt, United States of America, France, Greece, India, Lebanon, Mexico, Norway, New Zealand, Netherlands, Peru, Poland, Philippine Republic, United Kingdom of Great Britain, Syria, Czechoslovakia, Turkey, Union of South Africa, Venezuela. Those who did not reply to the roll call were: Saudi Arabia and the Dominican Republic.

Dr. Wilson acted as scrutineer.

The chairman announced that the country which received the smallest number of votes and was therefore eliminated was the Philippine Republic. The eighteen countries remaining on the list were therefore elected.

At the proposal of Dr. Opocensky, Czechoslovak delegate, a unanimous vote of thanks by the Committee to its chairman was passed and the meeting rose at 3.45 p.m.

#### 5. SUMMARY REPORT OF THE SEVENTH PLENARY MEETING OF THE GENERAL CONFERENCE

*Held at Unesco House,*

19, Avenue Kleber, Paris on Saturday, 23 November 1946.

The meeting opened at 10.30 a.m. under the chairmanship of M. Léon Blum, who immediately announced the request of the Viet-Nam Republic to send an observer to the Conference.

The President suggested that the same decision should be taken as in the case of the Spanish Republican Government. The legal statut of the Viet-Nam Republic had not yet been defined and the country would therefore be cordially invited to appoint a representative to attend the sessions of the Conference without the title of official observer.

Mr. Martinez Baez, Chairman of the Committee on Procedure, made a report, on behalf of that Committee, on the project which had been referred to it. The report received long and detailed study.

Sur la demande présentée par la République démocratique du Viet-Nam, il décide d'adopter les dispositions suivantes: la République démocratique du Viet-Nam sera autorisée à envoyer un invité qui suivra les travaux de la Conférence.

Pour le Venezuela, les instruments d'acceptation ne sont pas encore parvenus à Londres, mais un télégramme a annoncé qu'ils étaient en route.

En conséquence, il est décidé que la délégation de ce pays peut valablement participer aux travaux de la Conférence.

La Commission du Programme et la Commission de Reconstitution de l'Education, de la Science et de la Culture se réuniront lundi à 10 h. 30.

Sur la demande du Délégué du Mexique, il est décidé d'ajouter à l'ordre du jour de la Commission du Programme, après l'élection du Président, l'élection de deux Vice-Présidents.

La prochaine réunion du Bureau aura lieu lundi matin à 9 h. 30.

La séance est levée à 10 h. 35.

#### 4. REUNION DU COMITE DES CANDIDATURES

Après une séance privée tenue en fin de matinée, le Comité des Candidatures a siégé à nouveau à 15 heures sous la présidence de M. Beeby, Délégué de la Nouvelle-Zélande.

Le Foreign Office a annoncé officiellement qu'il a reçu les documents définitifs du Venezuela. Cette nouvelle est saluée par les applaudissements et l'on communique une première liste des 13 noms des candidats auxquels viennent s'ajouter la Turquie, l'Australie, la Tchécoslovaquie, l'Égypte, le Venezuela, les Philippines.

La liste définitive comporte donc 19 noms. Dix-huit délégués seulement devant être élus, le Président prie chaque membre votant de vouloir bien rayer un nom sur la liste.

Après l'appel nominal des pays ayant le droit de vote, chaque Délégué dépose son bulletin.

Sur la proposition de M. le Docteur Opocensky, Délégué de Tchécoslovaquie, une motion unanime de remerciement est adressée par le Comité à son Président et la séance est levée à 15 h. 45.

Les 18 pays restant sur la liste sont donc élus.

Ont voté: Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Danemark, Égypte, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Indes, Liban, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Rép. Philippines, Royaume Uni de Grande-Bretagne, Syrie, Tchécoslovaquie, Turquie, Union Sud-Africaine, Venezuela. N'ont pas répondu à l'appel nominal: Arabie Saoudite et République Dominicaine.

Le dépouillement du scrutin est assuré par le Docteur Wilson.

Le Président indique que le Pays qui a recueilli le nombre de voix le plus faible, et qui se trouve de ce fait éliminé, est la République des Philippines.

#### 5. PROCES-VERBAL SOMMAIRE DE LA SEPTIEME SEANCE PLENIERE DE LA CONFERENCE GENERALE

*Tenue à la Maison de l'UNESCO,*

19, Avenue Kléber à Paris, le 23 Novembre 1946.

La séance est ouverte à 10 heures 30 sous la présidence de M. Léon Blum, qui donne immédiatement communication d'une demande de la République du Viet-Nam tendant à l'envoi d'un observateur à la Conférence.

Le Président propose la même décision que celle qui a été prise pour le Gouvernement républicain espagnol.

Le statut juridique de la République du Viet-Nam n'étant pas encore défini, elle sera cordialement invitée à désigner un représentant qui assistera aux travaux de la Conférence, mais non pas à titre d'observateur officiel.

La parole est donnée à M. Martinez Baez, Président de la Commission du règlement, qui rapporte au nom du Comité du règlement le projet qui lui a été soumis. Celui-ci fait l'objet d'une longue et minutieuse étude.

The new text had incorporated certain amendments proposed by several delegations; only one article (article 33, on the use of the official languages) was referred back for subsequent study by the Committee. Delegates are requested to refer to document Unesco/C/Proced. 3 for the list of articles passed without amendment. With regard to the remaining articles, the Secretariat will publish and distribute the full text of procedure with the amendments included.

The General Committee asked the advice of the Procedure Committee on the nomination of alternate delegates for the Executive Board. The General Committee pointed out that in restricting the choice to delegates only as outlined in the Convention, the choice would be somewhat narrow. The Procedure Committee, after recommending the adoption of article 15 by the General Conference and hearing the views of the Legal Counsel, considered that all alternate delegates might be nominated for election to the Executive Board, providing that the Chairmen of their delegation inform the President of the Conference that they act as delegates in accordance with article 15.

The Chairman thanked the Committee for its work and asked the Conference to endorse the findings of the reporter and adopt the proposals of the Committee.

The proposals of the Committee were adopted.

After offering apologies for the delayed arrival of his delegation, Mr. William Benton (United States of America) declared that Unesco had the complete and fervent support of his country. He pointed out that the United States National Commission, created in accordance with Article 7 of Unesco's Constitution, was a unique body in American history, uniting spokesmen of the arts, sciences and learned professions in one assembly. The primary goal of the programme was to advance world peace through education, science and culture; those proposals which were directly designed to promote the cause of international understanding had the full support of the American delegation.

Mr. Benton continued by describing Unesco's activities as threefold: formal education in the traditional sense, scientific and cultural exchanges and mass education at the adult level. The fruits of human learning should not be the privilege of the few, but should reach the masses of mankind by the new instruments of communication. In view of the limited funds at the disposal of Unesco, the Organisation should devote its first year to a small number of crucial projects in order to demonstrate what can be done. More costly undertakings would have to be reserved for the future. In the long run, strong financial support of educational efforts by all nations would mean the best insurance against war.

M. Reyes (Mexico): Mr. Chairman, Fellow Delegates,

*As the spokesman of the Mexican Delegation I have the honour of conveying to you the sincerest wishes of the Mexican Government and people for the success of the Conference.*

*Mexico is much interested by the task before us; all the more as the idea of making intellectual development and the improvement of means of education the foundation of every genuine policy has become a part of our national conscience; this idea has become so solidly entrenched that my compatriots are always careful to devote special attention to such questions before establishing any efficient administrative program.*

*Since no nation is isolated in the world any more, international collaboration, in this domain as well as in all others, is the only guarantee of success. Moreover, intelligence and culture are in substance universal, or tend to become so; and it is strange that a human catastrophe was necessary to awaken us to the urgent need of harmony and solidarity of the intellect, after the International Institute for Intellectual Cooperation had already taken the first steps*

Les articles du nouveau texte présenté prennent en considération certains amendements déposés par de nombreuses délégations; un seul article a été réservé: l'article 33 (sur l'emploi des langues officielles), qui fera l'objet d'un prochain examen du Comité.

Les délégués sont priés de se référer au document Unesco/C/Proced. 3 pour suivre l'énumération des articles adoptés sans changement. Pour les autres, le Secrétariat publiera et fera distribuer le texte complet du règlement avec les articles modifiés.

D'autre part, le Bureau a demandé son avis au Comité du Règlement sur la possibilité de désigner pour le Conseil Exécutif des délégués suppléants. Le Bureau a signalé qu'en restreignant le choix aux simples Délégués visés dans la Convention, le choix serait un peu trop étroit. Le Comité du Règlement ayant recommandé à la Conférence Générale l'adoption de l'article 15 et ayant entendu sur ce point le Conseil Juridique, pense que tous les Délégués suppléants peuvent être désignés pour être élus au Conseil Exécutif, à la condition que les chefs de Délégation les désignent au Président de la Conférence pour agir en qualité de Délégués conformément à l'article 15.

Le Président, en rendant hommage au travail du Comité, demande à la Conférence de se rallier aux conclusions du rapporteur et d'adopter les propositions du Comité.

Les propositions du Comité sont adoptées.

La parole est à M. William Benton, chef de la délégation des Etats-Unis.

Après avoir présenté ses excuses pour le retard avec lequel sa délégation est arrivée, M. William Benton déclare que l'Unesco jouit de l'appui complet et fervent de son pays. Il déclare que la Commission Nationale des Etats-Unis, créée d'après l'article 7 de la Constitution de l'Unesco est un organe unique dans l'histoire américaine puisqu'elle groupe en une seule assemblée les représentants des Arts, des Sciences et des professions académiques.

Le but essentiel du programme étant de renforcer la paix mondiale au moyen de l'Education, de la Science et de la Culture; toutes les propositions tendant directement à favoriser la cause d'une entente internationale ont l'appui complet de la Délégation américaine.

M. Benton déclare ensuite que l'activité de l'Unesco est triple: éducation de base dans un sens traditionnel, échanges scientifiques et culturels et éducation des masses à la portée des adultes. Les fruits du savoir humain ne devraient pas être le privilège d'un petit nombre, mais devraient pénétrer les masses grâce aux nouveaux moyens d'information. Comme les fonds de l'Unesco sont limités, cette Organisation devrait consacrer sa première année à un petit nombre de problèmes vitaux pour mettre en lumière ce qui est réalisable. Après viendraient les entreprises plus onéreuses. A la longue, l'appui financier puissant de la part de toutes les nations pour les entreprises d'éducation serait la meilleure garantie contre la guerre.

Le Président donne ensuite la parole à M. Reyes, Chef de la délégation mexicaine:

M. Reyes (Mexique): Monsieur le Président, Messieurs les délégués:

*J'ai l'honneur de parler au nom de la Délégation du Mexique et de vous apporter les vœux les plus chaleureux du Gouvernement et du peuple mexicains pour le succès de cette Conférence.*

*Le Mexique est profondément intéressé à l'œuvre qui nous occupe, et ce d'autant plus que l'idée de fonder sur le progrès intellectuel et l'amélioration des moyens éducatifs les bases de toute véritable politique est entrée dans notre conscience nationale; elle y est vigoureusement enracinée, à tel point que la consigne de porter à de telles questions une attention prééminente, constitue le point de départ de tout programme administratif viable et la préoccupation permanente de mes concitoyens.*

*Or, aucun peuple n'est plus isolé dans le monde, et la collaboration internationale, sur ce terrain et sur tous les terrains possibles, est la seule garantie du succès. L'ordre de l'intelligence et de la culture est, en plus, de par sa nature même, universelle, ou tend à l'être; et il est étrange, à franchement parler, qu'il ait fallu une catastrophe humaine pour nous éveiller au sentiment, urgent et pressant, de l'harmonie et de la solidarité des esprits, voie dans laquelle l'Institut international de Coopération intellectuelle avait déjà fait les premiers pas.*

Mexico hopes that we shall not lose sight of realities whilst striving towards an ideal. Visionary projects of a wide scope may fail. It would be but wishful thinking to demand from all nations more than they can fulfill and this would only open the door to failure. There are in this world rich and poor, strong and feeble; but each must be able to carry out the fine task which has been assigned to him. This is the only manner of achieving a kind of technical equalization of human groups which are living under widely different conditions; this is the only way to cast off the shadows which conceal the true features of humanity.

We have listened with the greatest interest to the report submitted by the Executive Secretary of the Preparatory Commission. It was most pleasing to us, for it expressed both enthusiasm and wisdom. At the Conference our program will be revised and it will be possible, I hope, to decide to what extent our ambitions may be fulfilled.

Objections may be raised about points of detail of the report, but we believe that all Delegations will agree to approve it as a whole. My proposal that the report be approved as a whole does not mean that every single idea and every point of the program contained in this document is to be adopted.

This Conference, convening in Paris, recalls to my mind all that our civilization owes to the lights of France. I see before me the dim outline of all the great nations which are assisting us to carry out our task of education and culture. There is not a single name I have forgotten. But I deplore the absence of some of these nations who, due to fortuitous, regrettable and transient circumstances are not with us from the start. Gentlemen, they must know that their place is ready for them, as soon as they can and are willing to join us.

People of good will are following us closely. They must not be deceived. Such is the wish of my country. Mexico, heir to several cultures, is now making visible efforts to absorb in its own melting pot this substance, the produce of fusing metals, similar to that which flowed from the burning town of Corinth, which will slowly take form in the furnace of history.

I thank you, Mr. Chairman, I thank you, Fellow Delegates.

The Mexican delegate concluded his speech with a concrete proposal, namely, that the Conference should adopt unanimously the report of the Executive Secretary on the understanding that this adoption should not in any way prejudice the right of each delegate to discuss any point in the report in subsequent meetings.

I think, he said, that the Conference would like to associate itself unanimously with the appreciation already expressed of the value and importance of the which has been presented to it and I ask for the approval of the Conference.

The Conference was unanimous.

Before adjourning the meeting until 4.30 p.m. for the election of the Executive Board, he reminded delegates that a vote by the Conference was necessary to establish officially the existence of the three principal committees which actually were already formed: the Programme Committee, the Administrative Committee and the Committee on Reconstruction and Rehabilitation. Since no further observations were made, a decision was passed accordingly.

It was then decided that the translation of the speech by Mr. Reyes, chairman of the Mexican delegation, would appear in full in the *Journal*.

The meeting rose at 11.50 a.m.

#### SUMMARY REPORT OF THE EIGHTH PLENARY MEETING OF THE GENERAL CONFERENCE

The Eighth meeting under the chairmanship of Dr. Y. R. Chao, Chinese representative, opened at 4.30 p. m.

The list of nominations for the Executive Board presented by the Nominations Committee was put to the vote.

The Delegate of the U. S. A. Mr. Archibald Mac Leish, expressed the deep concern of his Delegation over one aspect

Le Mexique voudrait qu'on ne perdît pas de vue l'idéal, mais, en même temps, qu'on épousât la réalité. Les grands projets chimériques risqueraient d'échouer. Demander à toutes les Nations plus qu'elles ne peuvent donner, ne serait qu'une éducation stérile et ouvrirait la porte à la défaillance. Il y a, dans ce monde des riches et des pauvres, des forts et des faibles, et il faut bien que chacun trouve à sa taille le beau devoir qu'on lui présente. C'est le seul moyen de s'approcher d'une nivellement technique entre des groupes humains qui se trouvent dans des conditions très différentes; c'est le seul moyen d'effacer ou de réduire des clairs-obscur qui masquent le véritable visage de l'humanité.

Nous avons écouté avec le plus vif intérêt le rapport que M. le secrétaire exécutif de la commission préparatoire nous a présenté. Il nous a grandement séduit, pour autant qu'il mêle l'enthousiasme à la sagesse. Au cours de la Conférence on revisera notre programme, et on finira, je l'espère, par établir les possibilités de nos ambitions.

Le rapport pourrait admettre des objections de détail, mais nous croyons que toutes les délégations seront d'accord pour l'approuver dans son ensemble. Cette approbation d'ensemble, que je vous propose, n'engagerait en aucune façon l'admission de chacune des idées particulières et de chacun des points de programme obtenus dans ce document.

Cette Conférence, qui siège à Paris, évoque en nous le sentiment de ce que notre civilisation doit aux lumières de la France. Je vois d'ici la vague image de tous les grands peuples qui nous ont aidés et qui nous aident à mieux accomplir notre tâche d'éducation et de culture. Je n'oublie pas un seul nom. Mais je regrette l'absence de certains d'entre eux qui, par des circonstances fortuites, regrettables et passagères, ne nous accompagnent pas dès maintenant. Messieurs, quand ils pourront ou voudront venir à nous, il est bon qu'ils sachent que leur place leur est réservée.

Les hommes de bonne volonté nous surveillent de près. Il ne faut pas les décevoir. Mettons-nous à la hauteur de l'espérance. Tel est le vœu de mon pays. Le Mexique, héritier de plusieurs cultures, s'efforce visiblement à cette heure de recevoir dans son propre creuset cette substance, produit de tous les métaux fondus, comme celle qui coulait de l'incendie de Corinthe, qui s'élabore peu à peu au feu de l'histoire.

Merci, monsieur le président, merci messieurs les délégués.

Le Délégué du Mexique a terminé son discours par une proposition positive. Le Président demande à la Conférence une approbation d'ensemble du rapport qui lui a été présenté par le Secrétaire exécutif, étant bien entendu que cette approbation d'ensemble ne diminue en rien le droit de chacun des délégués de discuter chacun des points de ce rapport, au fur et à mesure des séances que nous tiendrons.

— Je pense, dit-il, que la Conférence voudra s'associer unanimement à l'hommage rendu à la valeur et à l'importance du travail qui lui a été présenté et demande l'assentiment de la Conférence.

La conférence est unanime.

Avant de lever la séance qui reprendra à 16 heures 30 pour l'élection du conseil exécutif, il avertit qu'un vote de la Conférence est nécessaire pour consacrer officiellement l'existence des trois Commissions principales qui, en fait, sont déjà créées; la Commission du programme, la Commission administrative, la Commission de reconstruction.

Aucune observation n'étant présentée, il en est ainsi décidé.

Il est décidé enfin que la traduction du discours de M. Reyes, chef de la délégation mexicaine, paraîtra intégralement dans le *Journal de la Conférence*.

La séance est levée à 11 heures 50.

#### PROCES-VERBAL SOMMAIRE DE LA HUITIEME SEANCE PLENIERE DE LA CONFERENCE GENERALE

La huitième séance, qui s'ouvre à 16 heures 30, est présidée par le Dr. Y. R. Chao, représentant de la Chine.

La liste des candidats du Conseil exécutif présentée par le Comité de candidatures est mise au vote.

Auparavant, le délégué américain, M. Archibald Mac Leish, souligne que la liste présentée ne tient pas suffisamment compte,

of the selection made by the Nominations Committee: that of geographical distribution. The representation of the Far East was strikingly small compared with that of Europe and America, particularly in view of the fact that a great part of Unesco's work would be in the Far East. It was hoped that the present inadequate geographical distribution would not be a precedent. Mr. Mac Leish then drew attention to the fact that there was no woman's name on the list of nominations. This should also not be a precedent.

### *The Composition of the Executive Board.*

All the candidates nominated were unanimously elected by the voters, twenty-four nations being represented.

Dr. Walker (Australia).  
M. Verniers (Belgium).  
M. Carneiro (Brasil).  
H. E. Hon. Dr. Doré (Canada).  
M. Chen Yuan (China).  
Dr. Opocensky (Czechoslovakia).  
Shasik Chorbal Bey (Egypt).  
M. Auger (France).  
M. Photiades (Greece).  
Sir S. Radhakrishnan (India).  
Dr. Martinez-Baez (Mexico).  
M. Kruyt (Netherlands).  
M. Sommerfelt (Norway).  
Dr. Falski (Poland).  
M. Guntekin (Turkey).  
Sir J. Maud (U. K.).  
Hon. A. Mac-Leish (U. S. A.).  
Dr. Parra-Perez (Venezuela).

The drawing of lots decided finally which members of the Executive Board would remain in office for one year, two years or three years.

In office for one year: Prof. Kruyt, Mr. Martinez Baez, Sir John Maud, Mr. Chen Yuan, Dr. Walker, Dr. Falski.

In office for two years: Ghorbal Bey, M. Doré, M. Oposensky, Sir S. Radhakrishnan, M. Verniers, Prof. Photiades.

In office for three years: Prof. Paulo Carneiro, M. Pierre Auger, Prof. Sommerfelt, M. Gunkin, M. Archibald Mac Leish, Dr. Parra Perez.

The meeting rose at 6 p.m.

### 6. CORRIGENDA

*Journal* n° 5 of 22 November, page 39, paragraph 5 of the Summary Report of the Sixth Plenary Session of the General Conference read Mr. Shasik Chorbal Bey, Egyptian representative, instead of Mr. El Diwany.

### 7. FIRST LIST OF SECRETARIES OF DELEGATIONS

The following details concerning secretaries of delegations to the Conference have already reached us:

#### **Australia:**

Secretaries:

Miss J. Wilson; Miss D. Lober. (Rooms 577, 578, 579; Telephone 2577, 2578 and 2579.)

#### **Belgium:**

Secretary:

Mr. P. Lambrechts. (Rooms 544, 545, 546; Telephone 2545.)

à son avis, du principe de la répartition géographique. Il ajouta en particulier la faible représentation des pays d'Extrême-Orient et il exprime l'espoir que cela ne constituera pas un précédent pour l'avenir. Il regrette également l'absence de toute candidature féminine.

Après une suspension de séance de 20 minutes, les résultats du vote sont proclamés.

### *La Composition du Conseil Exécutif.*

Tous les candidats présentés ont été élus à l'unanimité des votants (24 nations présentes).

Dr. E.-R. Walker (Australie).  
M. Verniers (Belgique).  
Prof. Paulo Carneiro (Brésil).  
S. Ex. M. Dore (Canada).  
M. Chen Yuan (Chine).  
Dr. Jan Opocensky (Tchécoslovaquie).  
H. E. Shasik Ghorbal Bey (Egypte).  
M. Pierre Auger (France).  
Prof. Photiades (Grèce).  
Prof. Kruyt (Hollande).  
Sir Sarrapalli Radhakrishnan (Indes).  
Dr. Martinez Baez (Mexique).  
Prof. Sommerfelt (Norvège).  
Dr. Falski (Pologne).  
Mr. R.-M. Guntekin (Turquie).  
Sir John Maud (U. K.).  
L'Hon. Archibald Mac Leish (U. S. A.).  
Dr. Parra Perez (Venezuela).

Le tirage au sort détermine ensuite les noms des membres du Conseil Exécutif qui demeureront en fonction pendant un, deux ou trois ans.

Seront en fonctions pendant un an: le professeur Kruyt, M. Martinez Baez, Sir John Maud, M. Chen Yuan, le docteur E. R. Walker et le docteur Falski.

Seront en fonctions pendant deux ans: Ghorbal Bey, M. Doré, M. Oposensky, Sir Sarrapalli Radhakrishnan, M. Verniers et le professeur Photiades.

Seront en fonctions pendant trois ans: le professeur Paulo Carneiro, M. Pierre Auger, le professeur Sommerfelt, M. R. M. Gunkin, L'Hon. Archibald Mac Leish et le docteur Parra Perez.

La séance est levée à 18 heures.

### 6. CORRIGENDA

Dans le n° 5 du *Journal de la Conférence*, page 39, paragraphe 5 du procès-verbal sommaire de la 6<sup>e</sup> séance plénière de la Conférence générale, lire: « M. Shasik Chorbal Bey, représentant de l'Egypte »; au lieu de: « M. El Diwany ».

Dans le *Journal de la Conférence*, n° 2, du 20 novembre, page 19, lire: « Unesco C/8 Education de base » et « Unesco C/9 Les livres de classe et la découverte du monde ».

### 7. PREMIERE LISTE DES SECRETAIRES DES DELEGATIONS

Voici les renseignements qui nous sont déjà parvenus sur les secrétariats de délégations à la Conférence:

#### **Australie:**

Secrétaires:

Miss J. Wilson; Miss D. Lober. (Pièces 577, 578, 579; téléphone 2577, 2578, 2579.)

#### **Belgique:**

Secrétaire:

M. P. Lambrechts. (Pièces 544, 545, 546; téléphone 2545.)

**Brasil :**

General Secretary:

Mr. George Maciel. (Rooms 556, 557; Telephone 2556, 2557.)

**Canada :**

Secretary:

Mr. L. A. D. Stephens. (Rooms 580, 581, 582, 583; Telephone 2580, 2581, 2582, 2583.)

**China :**

Secretaries:

Dr. Chao Tsun-Hsin; M. Kwong William; M. Tsien Neng-Hsin; M. Yen Chun-Chien; Dr. C. S. Wang. (Rooms 552, 553, telephone 2552, 2054).

**Denmark :**

Secretaries:

Mr. Hans Kjems; Mrs. Ester Christensen. (Rooms 442, 443; Telephone 2442, 2443.)

**Egypt :**

Secretary:

Mr. Aboudorra. (Rooms 446, 447; Telephone 2446, 2447.)

**France :**

Secretary:

Miss Levasseur; Miss Parmeggiani; Miss Desfarges; Miss Remy-Morin. (Suite 560; Telephone 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2567, 2569.)

**Guatemala :**

Secretary:

Mr. P. N. Kirpal. (Room 497, téléphone 2497.)

**India :**

Secretaries:

Professor Dhingra; Miss Sterling; Mrs. Crawford. (Rooms 589, 590, 591; Telephone 2589, 2590, 2591.)

**Mexico :**

Secretaries:

Miss P. Alegria; Miss R. Abarratigui. (Rooms 550, 551; Telephone 2551, 2553.)

**Netherlands :**

Secretary:

Mrs. MacPherson. (Rooms 587, 588; Telephone 2587, 2588.)

**Turkey :**

Secretaries:

Mr. Haluk Kura; Miss Berin Buktas; Mr. Léon Mandil. (Rooms 573, 574, 575; Telephone 2573, 2574, 2575.)

**United Kingdom of Great Britain and Ireland :**

Secretaries:

Mr. Gibbs; Miss S. Sirachan; Miss Kennedy Fraser; Miss Porter; Sister F. Davies (Q.A.I.M.N.S., A.R.R.C.); Miss Hume; Miss Spry; Miss Johnson (Suite 505; Telephone 2504, 2506, 2507, 2508, 2509, 2511, 2512).

**United States of America :**

Secretaries:

Miss Thursa M. Bakey; Miss Ann T. Brunt; Miss Mary Kate Garner; Mr. Harry Hoffmann; Miss R. Krulfeld; Miss B. Nielson; Miss I. Prokopovitch; Miss H. Whitmore; Miss Lee E. Jolin; Mr. J. Baird (Suite 380; Telephone 2380, 2381, 2382, 2386.)

**Venezuela :**

Secretary:

Mr. Otto D. Sola (Rooms 459, 459 bis; Telephone 2459).

**Yougoslavia :**

Secretaries:

Mrs. M. Trebiljac; Miss M. Pintar (Rooms 470, 471; Telephone 2470, 2471).

**Bésil :**

Secrétaire général:

M. George Maciel. (Pièces 556, 557; téléphone 2556, 2557.)

**Canada :**

Secrétaire:

M. L. A. D. Stephens. (Pièces 580, 581, 582, 583; téléphone 2580, 2581, 2582, 2583.)

**Chine :**

Secrétares:

Dr. Chao Tsun-Hsin; M. Kwong William; M. Tsien Neng-Hsin; M. Yen Chun-Chien; Dr. C. S. Wang. (Pièces 552, 553, téléphone 2552, 2054).

**Danemark :**

Secrétares:

M. Hans Kjems; Mme Ester Christensen. (Pièces 442, 443; téléphone 2442, 2443.)

**Egypte :**

Secrétaire:

M. Aboudorra. (Pièces 446, 447; téléphone 2446, 2447.)

**France :**

Secrétares:

Mlle Levasseur; Mlle Parmeggiani; Mlle Desfarges; Mlle Remy-Morin. (Appartement 560; téléphone 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2567, 2569.)

**Guatemala :**

M. P. N. Kirpal. (Pièce 497, téléphone 2497.)

**Inde :**

Secrétares:

Prof. Dhingra; Mlle Sterling; Mme Crawford. (Pièces 589, 590, 591; téléphone 2589, 2590, 2591.)

**Mexique :**

Secrétares:

Mlle P. Alegria; Mlle R. Abarratigui. (Pièces 550, 551; téléphone 2551, 2553.)

**Pays-Bas :**

Secrétaire:

Mme Mac Pherson. (Pièces 582, 588; téléphone 2587, 2588.)

**Turquie :**

Secrétares:

M. Haluk Kura; Mlle Berin Buktas; M. Léon Maudil. (Pièces 573, 574, 575; téléphone 2573, 2574, 2575.)

**Royaume Uni de Grande-Bretagne et Irlande :**

Secrétares:

M. Gibbs; Mlle S. Sirachan; Mlle Kennedy Fraser; Mlle Porter; Sœur F. Davies (Q.A.I.M.N.S.A.R.R.C.); Mlle Hume; Mlle Spry; Mlle Johnson. (Appartement 505, téléphone 2504, 2506, 2507, 2508, 2509, 2511, 2512.)

**Etats-Unis d'Amérique :**

Secrétares:

Mlle Thursa M. Bakey; Mlle Ann T. Brunt; Mlle Mary Kate Garner; M. Harry Hoffmann; Mlle R. Honerkamp; Mlle R. Krulfeld; Mlle B. Nielson; Mlle I. Prokopovitch; Mlle H. Whitmore; Mlle Lee E. Jolin; M. J. Baird. (Appartement 380; téléphone 2380, 2381, 2382, 2386.)

**Venezuela :**

Secrétaire:

M. Otto D. Sola. (Pièces 459, 459 bis; téléphone 2459.)

**Yougoslavie :**

Secrétares:

Mme M. Trebiljac; Mlle M. Pintar. (Pièces 470, 471; téléphone 2470, 2471.)

## 8. UNESCO MONTH

## Reception.

A reception in honour of the Delegates to the First General Conference of Unesco, will be given by the Minister of National Education and Madame Marcel-Edmond Naegelen. The reception will take place at the Hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple on Tuesday, 26 November from 6.30 to 8.30 p.m.

## Monday, 25 November

Lecture: Professor J.-B. Bernal « Housing and Science », Sorbonne at 5.45 p.m.

## FILM SHOWS DURING UNESCO MONTH

## Monday, 25 November 1946

2.30 p. m., Palais de la Découverte.  
From Alchemy to Atomic Fission (Holland).  
Solutions Françaises (France).  
Liquid Air (Poland).  
Monkey into Man (Great Britain).

3 p. m., Musée Pédagogique.  
Perception in Children (Czechoslovakia).  
Language by Signs (Holland).  
Triumph over Deafness (Great Britain).  
School in the Mailbox (Australia).  
Shown by Request (Great Britain).

6 p. m., Palais de la Découverte.  
Power Valley (Canada).  
The River (U. S. A.).  
Power and the Land (U. S. A.).  
Power for the Highlands (Great Britain).

6 p. m., Musée Pédagogique.  
Out of Chaos (Great Britain).  
Henry Matisse (France).  
Aubusson (France).  
Hopi Arts and Crafts (U. S. A.).  
Indian Handicrafts (India).

9 p. m., Maison de la Chimie.  
A programme on conditions in War Devastated Countries.  
Warsaw Suite (Poland).  
Broken Dykes (Holland).  
Back to Life (Yougoslavia).  
The Bridge (Yougoslavia).  
The 6 June at Dawn (France).  
(French Government Performance).

## Permanent Exhibitions.

International Exhibition of Science, Palais de la Découverte from 25 November to the end of December.

Until 15 January: International Exhibition of Pedagogy and Education. Musée Pédagogique, 29, rue d'Ulm, Paris.

Until 28 December. Musée d'Art Moderne, Quai de New-York (from 10 a.m. to 5 p.m., except Monday).

## TABLE OF CONTENTS

	Page.
1. Programme of Meetings .....	41
2. Agenda .....	41-42
Editorial Note .....	42
3. Meeting of the General Committee .....	42-43
4. Meeting of the Nominations Committee .....	42-43
5. Summary Report of the seventh and eighth Plenary Meetings of the Conference .....	43-46
6. Corrigenda .....	46
7. First list of secretaries of delegations .....	46-47
8. Unesco Month .....	48

Notices to be printed in English in the «Journal of the General Conference» of Unesco should be sent to the Editor, Mr. Lichtenberger, room 394, extension 2394.

## 8. MOIS DE L'UNESCO

## Réception à l'Hôtel de Rohan

Une réception en l'honneur de MM. les Délégués à la première Conférence générale de l'Unesco sera donnée par le Ministre de l'Éducation Nationale et Mme Naegelen.

La réception aura lieu à l'Hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, le mardi 26 novembre, de 18 h. 30 à 20 h. 30.

## Lundi 25 novembre :

Conférence: Prof. J.-B. Bernal, « La Science et l'habitation », Sorbonne (17 heures 45).

## FILMS PRESENTES PENDANT LE MOIS DE L'UNESCO

## Lundi 25 novembre 1946 :

14 h. 30, Palais de la Découverte.  
De l'Alchimie à la Désintégration de l'Atome (Pays-Bas).  
Solutions Françaises (France).  
L'Air Liquide (Pologne).  
Du Singe à l'Homme (Grande-Bretagne).

15 heures, Musée Pédagogique.  
La perception chez l'enfant (Tchécoslovaquie).  
Langue mimée (Pays-Bas).  
L'éducation chez les enfants sourds (Grande-Bretagne).  
L'école par correspondance (Australie).  
Films sur demande (Grande-Bretagne).

18 heures, Palais de la Découverte.  
L'Énergie Hydro-Électrique dans la Vallée du Saint-Maurice (Canada).  
Le Fleuve (Etats-Unis).  
La Force Électrique et les Campagnes (Etats-Unis).  
La Force Électrique pour les Hauts Pays d'Écosse (Grande-Bretagne).

18 heures, Musée Pédagogique.  
Créé du chaos (Grande-Bretagne).  
Henri Matisse (France).  
Aubusson (France).  
Arts et métiers Hopi (Etats-Unis).  
Métiers hindous (Inde).

21 heures, Maison de la Chimie.  
Programme sur la situation dans les Pays dévastés par la Guerre.  
Suite Varsovienne (Pologne).  
Digues brisées (Pays-Bas).  
Retour à la Vie (Tchécoslovaquie).  
Le Pont (Yougoslavie).  
Six Juin à l'Aube (France).

## Expositions permanentes.

Exposition internationale Scientifique, Palais de la Découverte, du 25 novembre à fin décembre.

Jusqu'au 15 janvier: Exposition internationale de l'Enseignement et de l'Éducation. Musée Pédagogique, 29, rue d'Ulm, Paris.

Jusqu'au 28 Décembre: Musée d'Art Moderne, quai de New-York (de 10 heures à 17 heures, sauf lundi).

## TABLE DES MATIERES

	Pages
1. Programme des séances .....	41
2. Ordre du jour .....	41-42
Note de la Rédaction .....	42
3. Réunion du bureau .....	42-43
4. Réunion de la Commission des candidatures .....	43
5. Procès-verbaux sommaires des 7 <sup>e</sup> et 8 <sup>e</sup> séances plénières de la Conférence .....	43-46
6. Corrigenda .....	46
7. Première liste des Secrétaires des délégations.....	46-47
8. Mois de l'Unesco .....	48

(\*) Les textes à insérer en langue française dans le Journal de la Conférence générale de l'Unesco doivent être adressés au Rédacteur en Chef, M. Henry Gardet, pièce 395, extension 2395.

# JOURNAL

OF THE  
GENERAL  
CONFERENCE



DE LA  
CONFÉRENCE  
GÉNÉRALE

FIRST SESSION

PREMIÈRE SESSION

No 7

Paris, 26 November 1946

Paris, 26 Novembre 1946

## 1. PROGRAMME OF MEETINGS

## I. PROGRAMME DES SEANCES

Tuesday, 26th. November 1946.

Mardi 26 Novembre 1946.

Time.	General Committee.	Room.
9.20 a.m.		Committee Room n° 7
10.30 a.m. and 3 p.m.	Reconstruction and Rehabilitation Committee.	Committee Room n° 8
10 a.m. and 3 p.m.	Sub-Committee on Education.	General Conference Hall.
10 a.m. and 3 p.m.	Sub-Committee on Creative Arts.	Committee Room n° 9-10
3 p.m.	Executive Board (private).	Committee Room n° 1

Heure.	Bureau de la Conférence.	Salle.
9 h. 30		Salle de commission n° 7
10 h. 30 et 15 h.	Commission pour la Reconstitution de l'Education, de la Science et de la Culture.	Salle de commission n° 8
10 h. et 15 h.	Sous-Commission d'Education.	Salle de la Conférence générale.
10 h. et 15 h.	Sous-Commission des Arts créateurs.	Salle de commission n° 9-10
15 h.	Conseil Exécutif (séance privée).	Salle de commission n° 1

## 2. AGENDA

Meetings of the Sub-Committee on Education of the Programme Commission.  
Tuesday, 26 November 1946.

## 2. ORDRE DU JOUR

Séances de la Sous-Commission d'Education de la Commission du Programme.  
Mardi 26 Novembre 1946.

- I. Election of Chairman and Vice-Chairman.
- II. Adoption of Provisional Agenda.
- III. Presentation by the Secretariat of Draft Programme concerning Education (document Unesco /C/2, Chapter II).

### Supplementary Reports.

1. Unesco /C/8 Sum (printed document) — « Fundamental Education: Common Ground for All Peoples ».
2. Unesco /C/9 — « Looking at the World through Text-books ».
3. Unesco /Prep. Com/Educ. 1. Outlines of Proposals, Proposals 1-15.
4. Booklet « The Teacher and the Post-War Child ».

- I. Election du Président et du Vice-Président.
- II. Approbation de l'Ordre du Jour provisoire.
- III. Présentation, par le Secrétariat, du projet de programme concernant l'éducation (document Unesco/C/2, Chapitre II).

### Rapports supplémentaires.

1. L'Education de Base: Fonds commun de l'Humanité (document imprimé Unesco/C/8 Sum).
2. Les Livres de Classe et la Découverte du Monde (document Unesco C/9).
3. Résumés des propositions (document Unesco/Prep. Com/Educ. 1. Propositions 1 - 15).
4. « The Teacher and the Post-War Child » (Brochure en anglais seulement).

- IV. General discussion of Draft Programme.
- V. Proposals from other Sub-Committees.
- VI. New Proposals by delegates.
- VII. Adoption of the report submitted by the Sub-Committee of the Programme Commission on the programme of Unesco concerning Education.

**DRAFT AGENDA  
FOR THE SUB-COMMITTEE FOR CREATIVE ARTS  
OF THE PROGRAMME COMMITTEE**

- I. Election of the Chairman and Vice-Chairman.
- II. Adoption of the Provisional Agenda.
- III. Presentation by the Secretariat of a Draft Programme concerning Creative Arts.

**Documents:—**

Unesco C/2, Chapter VII: The Creative Arts.  
Annex I: A Proposal for an Information and Survey Unit.

**Supplementary Report:—**

Unesco C/12:—  
The need for Unesco to promote the creation of an International Theatre Organisation.

- IV. General discussion of this draft.
- V. Adoption of the report submitted by the Sub-Committee to the Programme Commission on the programme of Unesco concerning Creative Arts.

**Editorial Note.**

All information published in the *Journal* is of a provisional nature.

Translations in the *Journal* are not to be regarded as fully and strictly accurate. Complete versions will be made later by the translation service.

The final official report on the work of the General Conference of Unesco will be published in the form of a special document after the session are completed.

**3. MEETING OF THE GENERAL COMMITTEE  
OF THE CONFERENCE**

*Meeting of Monday 25th. November 1946.*

The Meeting opened at 9.40 with M. Léon Blum (France) in the Chair.

Delegates of the following countries were present: Brazil, China, Mexico, Norway, Poland, United Kingdom, Union of South Africa, United States of America.

M. Jean Thomas announced that the programme and rehabilitation commissions would meet at 10.30. The Secretariat would be represented on the Programme Commission by Dr. Huxley, and on the Rehabilitation Commission by Dr. Wilson. He suggested that the meetings should be opened by the Vice Presidents of the Conference and reminded the Commissions that the General Committee was proposing M. Martinez-Baez (Mexico) as Chairman of the Programme Commission and M. Drzewieski (Poland) as Chairman of the Rehabilitation Commission.

It was decided that Mr. Mac Leish (United States) would attend the Programme Commission and Sir John Maud, the Rehabilitation Commission.

It was decided that the Programme Commission would make proposals to its Sub-Committees for the election of a Chairman and a Rapporteur to each Sub-Committee, taking due account of qualifications and geographical distribution.

This was not in contradiction with Rule 61, which said that the Sub-Committees should appoint their own officers, since these were only « proposals » and the Sub-Committees remained free to choose whom they pleased.

- IV. Discussion en générale du projet de programme.
- V. Propositions faites par d'autres Sous-Commissions.
- VI. Propositions nouvelles faites par les délégués.
- VII. Adoption du rapport de la Sous-Commission à la Commission du Programme concernant le programme de l'Unesco en matière d'éducation.

**PROJET D'ORDRE DU JOUR  
DE LA SOUS-COMMISSION  
POUR LES ARTS CRÉATEURS  
DE LA COMMISSION DU PROGRAMME**

- I. Election du Président et du Vice-Président.
- II. Approbation de l'Ordre du Jour Provisoire.
- III. Présentation par le Secrétariat, du projet de programme concernant les Arts créateurs.

**Documents:**

Unesco C/2, Chapitre VII: Les Arts créateurs.  
Annexe I: Proposition pour l'établissement d'un Organisme d'Information et d'Enquête.

**Rapport supplémentaire:**

Unesco C/12:  
De la nécessité pour l'Unesco d'encourager la création d'une Organisation Internationale du Théâtre.

- IV. Discussion générale de ce projet.
- V. Approbation du rapport, présenté par la Sous-Commission à la Commission du Programme, sur le programme de l'Unesco concernant les Arts créateurs.

**Note de la Rédaction.**

Tous les textes paraissant dans ce *Journal* ne revêtent qu'un caractère d'information provisoire.

En ce qui concerne les traductions, le *Journal de la Conférence générale* n'en donne pas de rigoureuses et complètes. Celles-ci seront fournies ultérieurement par le service de traduction.

Le document officiel définitif rendant compte des travaux de la Conférence générale de l'Unesco paraîtra après la clôture des travaux de la Conférence sous forme de document spécial.

**3. RÉUNION DU BUREAU  
DE LA CONFÉRENCE**

*Séance du Lundi 25 Novembre 1946.*

La séance est ouverte à 9 h. 40, sous la présidence de M. Léon Blum (France).

Sont présents les délégués des pays suivants: Brésil, Chine, États-Unis, Mexique, Norvège, Pologne, Royaume-Uni, Union Sud-Africaine.

M. Jean Thomas annonce que les Commissions du Programme et de la Reconstitution vont se réunir à 10 h. 30. Le Secrétariat sera représenté à la Commission du Programme par le Professeur Huxley, et à la Commission de la Reconstitution par M. Wilson.

Il suggère que des Vice-Présidents de la Conférence aillent ouvrir les séances et rappeler aux Commissions que le Bureau présente M. Martinez Baez (Mexique) comme Président de la Commission du Programme, et M. Drzewieski (Pologne) comme Président de la Commission de Reconstitution.

Il est décidé que M. Mac Leish (États-Unis), se rendra à la Commission du Programme, et Sir John Maud, à la Commission de Reconstitution.

Il est décidé que la Commission du Programme fera, à ses Sous-Commissions, des propositions pour l'élection d'un Président et d'un Rapporteur par Sous-Commission, en tenant compte de la compétence et de la répartition géographique.

Cela n'est pas en opposition avec le point 61 du Règlement qui indique que les Sous-Commissions constitueront elles-mêmes leur bureau, puisqu'il ne s'agit que de « propositions » et que les Sous-Commissions demeurent libres d'élire qui il leur plaît.

It was decided that the Chairman of the Programme Commission, the Chairmen and Rapporteurs of the six Programme Sub-Committees, and the Chairman of the Rehabilitation Commission would meet every day to ensure the necessary co-ordination of their work. This meeting would consist in lunching together in Room 7 of Unesco House.

The President will convene the Executive Board Tuesday 26th November at 3 p. m.

The Secretariat will distribute to Members of the Board, draft rules of Procedure it has prepared, so that Members may study them before the meeting.

#### 4. PROGRAMME COMMISSION

##### First Plenary Meeting.

Held on Monday, 25 November 1946.

Opening the First Plenary Meeting of the Programme Commission at 10.30 a. m., the provisional chairman announced a proposal by the Nominations Committee that Mexico should appoint a member of its delegation to preside over the Programme Commission; their choice was Mr. Martinez Baez.

In accepting the chair, the new chairman said a few words of thanks:—

*« I realise that this work is one of the most important and most difficult and I would not have accepted it if we did not have before us the most excellent programme to direct our discussions and also persons full of confidence and goodwill to help us in this difficult task. I know that you will all work hard and conscientiously and that is why I accepted this honour and I am thanking you very heartily ».*

The two Vice-Chairmen were then nominated: Mr. Radhakrishnan (India) and Mr. Photiades (Greece).

After the approval of the provisional agenda, Dr. Huxley addressed the meeting and, on behalf of the Preparatory Commission, discussed in general the draft programme approved by the Commission.

Two points were given attention:—

*« The Budget Committee », declared the speaker, « has suggested that during the first year the Director-General should be able to consider the budget as provisional and to suggest in his report to the Executive Committee the re-allotment of certain funds from one project to another. This would give elasticity to our work during the first year and would be a better way of doing it than the allocation of a large sum for general purposes.*

*The second point is that we hope it will be laid down that any unused expending funds shall be transferred to next years' budget apart from the working capital fund. I hope that rather a large amount of funds will remain unexpended so that we may have them next year.*

*Coming to the Programme, may I deal with certain points, criticism and general observations made by different speakers in the General Session.*

*First of all, there was a certain amount of misunderstanding concerning my general essay on the ideas and aims of Unesco. It was decided that the Preparatory Commission should not form an introduction to the programme but should be presented only as a personal report to be laid before that session of the Conference under Item 15 after the commissions have finished their work. The general ideas underlined in Unesco's policy and by certain delegates considered that it was a document embodying the opinion the Preparatory Commission. This is not so ».*

Il est décidé que le Président de la Commission du Programme, les Présidents et Rapporteurs des six Sous-Commissions du Programme et le Président de la Commission de Reconstitution se réuniront tous les jours pour assurer la coordination nécessaire entre les travaux de ces Commissions. Cette réunion consistera en un déjeuner commun qui aura lieu dans la salle 7 de la Maison de l'Unesco.

Le Président convoquera le Conseil Exécutif pour le mardi 26 novembre à 15 heures.

Le Secrétariat distribuera aux membres du Conseil Exécutif un projet de Règlement établi par ses soins, de façon à leur permettre de l'examiner avant la réunion.

La séance est levée à 10 heures 15.

#### 4. COMMISSION DU PROGRAMME

##### Première séance plénière.

Tenue le Lundi 25 Novembre 1946.

En ouvrant la première séance de la Commission du Programme à 10 heures 30, le Président provisoire informe ses collègues d'une proposition de la commission des candidatures. Celle-ci a souhaité que le Mexique désigne un représentant de sa délégation pour prendre la présidence de la commission du programme et le choix s'est porté sur M. Martinez Baez.

En prenant place au fauteuil présidentiel, le nouvel élu prononce quelques paroles de remerciements:

*— J'ai conscience, Messieurs, que cette proposition est une des plus importantes et des plus difficiles, aussi ne l'aurais-je pas acceptée si je ne savais pas que nous avons devant nous un excellent projet de programme qui peut servir de base à nos discussions et, surtout, qu'il y a ici des personnalités distinguées et pleines de bonne volonté pour mener à bien cette œuvre si délicate et si difficile qu'est celle de la formation du programme de l'Unesco. C'est parce que nous avons un excellent projet de programme et parce que je sais que vous mettez tout en œuvre pour réussir, que j'accepte cette présidence en vous remerciant comme je l'ai dit très sincèrement du fond même de mon cœur.*

On désigne ensuite les deux vice-présidents: MM. Radhakrishnan (Indes) et Photiades (Grèce).

Après l'adoption de l'ordre du jour provisoire, la parole est donnée à M. Huxley qui expose au nom de la commission préparatoire les grandes lignes du projet de programme adopté précédemment par cette commission.

On insiste sur deux points.

*La Commission du Budget a suggéré, précise l'orateur, que le Directeur Général, pour la première année, puisse considérer que le budget est un budget de travail provisoire — cette première année étant une année de travail provisoire — et que par conséquent, le Directeur Général aurait le droit de déplacer les fonds alloués et de les redistribuer à un autre chapitre, avec la permission du Comité Directeur, ce qui permettrait, pour cette première année, d'avoir une plus grande souplesse budgétaire. Je crois en effet que ceci correspondrait mieux à nos besoins en nous permettant d'affecter les fonds aux questions les plus urgentes.*

*En même temps, il a été suggéré que les fonds qui n'auraient pas été dépensés pendant cette première année pourraient être transférés à l'exercice suivant afin de former une sorte de capital permanent qui servirait pour l'année suivante. J'espère que nous pourrions ainsi obtenir un capital assez considérable pour le prochain exercice.*

En ce qui concerne maintenant le programme, certains points ont été soulevés au cours des discussions plénières et certaines critiques ont été faites.

*On a parlé d'une certaine incompréhension quant au sens de quelques documents et en particulier, on a dit, à propos de mon essai sur les buts de l'Unesco, des choses qui sembleraient prouver que l'on n'a pas exactement réalisé le rôle de mon Introduction. En effet, ce n'est pas vraiment une introduction, mais, ainsi que l'avait décidé la Commission Préparatoire, c'est seulement un rapport personnel que j'ai soumis et qui pourra être examiné lors de la discussion générale sur la ligne de conduite que nous devons avoir. Par conséquent, mon rapport personnel ne fait pas partie du rapport sur le programme, et je tiens à vous le dire, MM. les délégués.*

Replying to the recent speech by the chairman of the Yugoslav delegation, the Executive Secretary said:—

*At this particular point I would like to take up the question raised by the delegate of Yugoslavia. He stated that in this essay of mine I wished entirely to repudiate materialistic philosophy; that was not my intention, and if I gave that impression it was a wrong one.*

*What I meant was that we cannot adopt any philosophy which does not embrace all the different schools of thought, neither materialist philosophy nor transcendentalist philosophy, to cite an example.*

*Of course materialism has contributed greatly to the progress of science, here and elsewhere, as have certain great religious teachers like Jesus and Mahomet, as well as other thinkers and scientists. But if you permit me, I should like to recall that the materialist doctrine is based on the principle of thesis, antithesis and synthesis, with the synthesis acting as a conciliating factor between the different points of view. I believe that the working philosophy of Unesco should arrive some time in the future at a philosophic synthesis of the world and at a synthesis of the different ideas which are basic in these projects.*

*People have also said that we should not concern ourselves with theory but above all with practical matters. I am in complete agreement especially with regard to the general philosophy which must be the working principle of the conference.*

*We should, in fact, focus our attention on useful projects and try to arrive at a general agreement on these projects. This will be the general agreement which will itself prove the basic value of our philosophy.*

*Sir Radhakrishnan said in his lecture that we must pay attention to the spiritual values, and people who are in disagreement with philosophical or religious belief would find themselves in agreement as to the necessity for truth and for love in our relations with each other.*

*There are other values envisaged by the projects in the programme, particularly the value which consists of satisfying the needs of humanity in the fields of science, education and culture, which would lead to a general philosophy. With regard to the projects which he disliked, the Yugoslav delegate said these tended to create a uniform culture, a sort of single world culture. This, I fear, is a slight misunderstanding, because we have always tried to make clear in the report that we wished, on the contrary, to preserve as far as possible the variety of human cultures and that when a culture was on the point of dying out or when a culture had just come to life, we would try to protect and encourage these cultures, to prevent the one from dying and help the other to grow. But I think that the place where a kind of uniformity should be encouraged is the scientific field, for scientific principles must be adopted by the general consent of the entire world and then they will be of value to the whole world.*

*Mr. Benton, chairman of the United States delegation, expressed the hope that the first year would be a « year of exploration ».*

*Dr. Huxley hoped that from 1947 the Organisation would obtain concrete results.*

*Many delegates stressed the urgency of considering projects according to priority and the Committee agreed on a method for classifying the projects under chapter headings.*

*This detailed explanation gave an opportunity of drawing attention to the part played by National Commissions.*

*« It has been suggested, said the Executive Secretary, that scientific institutes in two or three of the most backward regions of the world should be created. I am sure that in the discussions which will take place here, the delegates will come to the conclusion that general decentralisation into eight or ten world regions will be required. This decentrali-*

Répondant à la récente déclaration du Délégué principal de la Yougoslavie l'orateur déclare notamment:

*Le délégué principal de la Yougoslavie a dit, à propos de mon essai, qu'il avait tendance à répudier la philosophie matérialiste. Ce n'est pas là mon intention, je voulais simplement dire que nous ne pouvons pas adopter une philosophie qui n'embrasserait pas tous les domaines, pas plus la philosophie matérialiste qu'une philosophie transcendantale par exemple.*

*Le matérialisme a apporté à la science une aide considérable, de même d'ailleurs que certains fondateurs de religions tels que Jésus ou Mahomet, de même également que les penseurs et les savants des différentes sphères. Mais, si vous me permettez de le rappeler, je dirai que la doctrine matérialiste est guidée par le principe de la thèse, de l'antithèse et de la synthèse, la synthèse devant concilier les différents points de vue. Or, je crois que la philosophie de travail de l'Unesco devra arriver, dans un délai encore assez éloigné, à une synthèse philosophique dans le monde, et à une synthèse des différentes idées qui sont à la base de ces projets, mais évidemment ce n'est qu'une synthèse à longue haleine.*

*On a dit aussi que nous ne devons pas nous occuper ici de théorie mais surtout de pratique. Je suis parfaitement d'accord et surtout en ce qui concerne la philosophie générale qui devra être la base de la Conférence.*

*Nous devons en effet concentrer toute notre attention sur des projets utiles et il faut que nous essayions d'arriver à un accord général sur ces projets. Ce sera cet accord général qui déterminera par lui-même les valeurs de base de notre philosophie.*

*M. Radhakrishnan a dit qu'il fallait un accord nécessaire sur les valeurs spirituelles et que lorsqu'il y avait désaccord sur des religions ou sur des métaphysiques, on pouvait cependant arriver à un accord dans le domaine de la vérité et dans le domaine de l'amour.*

*Il est aussi d'autres valeurs, envisagées par les projets du programme, en particulier la valeur qui consiste à satisfaire les besoins de l'humanité dans le domaine de la science, de l'éducation et de la culture, qui conduiraient à une philosophie générale. Le délégué de la Yougoslavie a dit à propos des projets qu'il craignait que ces projets tendent à créer une culture uniformisée, une sorte de culture unique dans le monde. Ceci, je crois, est une légère incompréhension, car nous avons toujours cherché à préciser dans le rapport que nous tendons au contraire à conserver au maximum la diversité des différentes cultures humaines, et que lorsqu'une culture était sur le point de mourir ou lorsqu'une culture venait au contraire de naître, nous cherchions à protéger et à encourager ces cultures, à empêcher l'une de mourir et à aider l'autre à croître. Mais je crois que là où il faut encourager une sorte d'uniformisation, c'est dans le domaine du savoir scientifique, car les principes scientifiques doivent être adoptés par l'adhésion générale du monde entier et valent pour le monde entier.*

*M. Benton, chef de la délégation des Etats-Unis a émis le vœu que la première année ne soit qu'une « année d'exploration ».*

*M. Huxley espère que dès l'année 1947, l'Organisation devra apporter des résultats concrets.*

*Plusieurs délégués ayant souligné la nécessité d'examiner des projets d'urgence pratique, la commission s'accorde sur une méthode de groupement de ces projets par têtes de chapitres.*

*Ce large exposé permet de souligner le rôle que joueront les commissions nationales.*

*— On a suggéré, ajoute encore le Secrétaire Exécutif, la création d'Instituts scientifiques dans deux ou trois régions les plus arriérées du monde: Je suis persuadé qu'au cours des discussions qui se dérouleront ici, MM. les délégués considéreront qu'il y a des nécessités de décentralisation générale dans*

sation would therefore have to be brought about in cooperation with other specialised agencies of the United Nations and also with other national bodies. » (\*)

Mr. Mac Leish (United States) asked what was the criterium for the choice of projects to be embarked upon.

He suggested that a study should be made of what had already been achieved in the world by Unesco and another study of media of mass communication.

After making several suggestions, the Indian delegate, who has to leave on the 5 December, stated that he could not accept the position of Vice-Chairman of the Committee.

Leaving four delegates to speak in the afternoon the meeting rose at 12.40 p. m.

When general discussion recommenced at 3 p.m., Mr. Mills (Australia) said that the next report of the Committee should include some fifteen pages giving a detailed list of projects of undoubted utility.

Sir Phillip Morris (United Kingdom), Mr. Kuypers (Belgium), Mr. Idenbourg (Netherlands), Mr. Hoffmeister (Czechoslovakia), Mr. Carneiro (Brazil) and Mr. Maroun (Lebanon) addressed the meeting.

The Yugoslav delegate paid great attention to Dr. Huxley's speech.

« In the general report that is now under discussion » he said, « we find ideological suggestions which are the basis of the reservations which we have expressed. We accept also the explanations which Dr. Huxley has given on the free circulation of positive human thought, circulation which will not be impeded by the work of Unesco. It is pleasant for us to hear an authoritative opinion to the contrary, to wit that Unesco will help the development of national cultures and will not impede their autonomous evolution. For it is from accumulation of different national cultures that will spring the most useful results for general human culture.

When the general discussion had finished, the formation of the sub-committees was considered.

Six sections had been foreseen:—

- a) Education;
- b) Mass Information;
- c) Libraries and Museums;
- d) Sciences;
- e) Social Sciences, Philosophy and the Humanities;
- f) Creative Arts.

It was also proposed that the following list of chairmen be recommended to the sub-committees who decide on the election of their chairmen:—

For the Education Sub-Committee:—

S.E. Shafik Ghorbal Bey — Under-Secretary of State to the Ministry of Public Instruction, Egypt.

For Natural Sciences:—

Professor H.J. Bhabha — Director of the Tata Institute of Fundamental Research, Bombay.

For Mass Information:—

Mr. Super, Secretary General of the Belgian Ministry of Public Instruction.

For Social Sciences:—

Dr. Encarnación Alzona, Secretary of the National Council for Philippine Education.

For the Creative Arts:—

Dr. H. J. Reinink, Secretary-General of the Ministry of Education, Arts and Sciences of the Netherlands.

For Libraries and Museums:—

Mr. Cibilka, former President of the Library Council and former Director of the Prague Academy, Professor of History of Art in Prague.

\* This text of Dr. Huxley's speech was re-translated from the French interpretation.

huit ou dix régions du monde. Il faudrait donc organiser cette décentralisation avec le travail d'autres organisations des Nations Unies comme avec d'autres organismes nationaux.

M. Mac Leish (Etats-Unis) demande qu'on définisse un criterium pour le choix des projets qui seront mis à exécution.

Il propose une enquête sur ce qui a été fait jusqu'ici dans le monde et une étude sur les communications avec les masses.

En apportant quelques suggestions, le Délégué dans l'Inde, qui doit quitter le 5 décembre, déclare ne pouvoir accepter la vice-présidence de la commission.

Quatre délégués doivent encore prendre la parole dans l'après-midi et la séance est levée à 12 heures 40.

La discussion générale reprend à 15 heures avec M. Mills. Il indique que le prochain rapport de la commission pourrait comporter une quinzaine de pages établissant une liste concise de projets d'utilité certaine.

Sir Phillip Morris (Royaume Uni), MM. Kuypers (Belgique), Idenbourg (Pays-Bas), Hoffmeister (Tchécoslovaquie), Carneiro (Brésil), M. Maroun (Liban) se succèdent.

Le délégué de la Yougoslavie prend bonne note de la déclaration de M. Julian Huxley.

Dans le rapport général qu'on discute maintenant, dit-il, en plusieurs endroits, nous trouvons des suggestions idéologiques qui nous autorisent à faire les réserves que nous avons exposées.

Nous acceptons également les explications que M. Huxley a données sur la libre circulation de la pensée humaine positive, circulation qui ne sera pas entravée par l'activité de l'Unesco. En outre, nous acceptons les explications données sur le problème de l'uniformisation de la culture que nous estimons suggéré par certains projets de centralisation de l'activité de l'Unesco. Il nous est agréable d'avoir entendu une opinion autorisée qui affirme le contraire, à savoir que l'Unesco aidera le développement des cultures nationales et n'entravera pas leur évolution autonome. C'est de ce concours de cultures nationales différentes que naîtront les plus utiles résultats pour la culture humaine générale.

La discussion générale terminée, on aborde la formation des sous-commissions.

Six sections sont prévues:

- a) Education;
- b) Information des Masses;
- c) Bibliothèques et Musées;
- d) Sciences;
- e) Sciences sociales, Philosophie, Humanités;
- f) Arts de création.

On propose également de recommander la liste des sous-comités qui décideront sur l'élection du Président.

Pour le sous-comité de l'Education:

S. E. Shafik Ghorbal Bey, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'Instruction Publique.

Pour les sciences naturelles:

Prof. H. J. Bhabha, Directeur du Tata Institute of Fundamental Research (Bombay).

Pour l'Information des Masses:

M. Super, Secrétaire général du Ministère de l'Instruction publique de Belgique.

Pour les Sciences sociales:

Dr. Encarnación Alzona, Secrétaire du Conseil National de l'Education aux Philippines.

Pour les Arts créateurs:

Dr. H. J. Reinink, Secrétaire général du Ministère de l'Education, des Arts et des Sciences des Pays-Bas.

Pour les Bibliothèques et Musées:

M. Cibilka, ancien Président du Conseil des Bibliothèques et ancien Directeur de l'Académie de Prague, Professeur d'Histoire de l'Art à Prague.

### 5. MEETING OF THE RECONSTRUCTION AND REHABILITATION COMMISSION

In the Chair: M. B. Drzewieski (Poland).

The Chairman said that the experience of the past year had shown that, if Unesco's work were to be related to actual conditions in the present day world, it must include educational reconstruction and rehabilitation. He expressed deep gratitude to those countries — Denmark, the United States of America, Great Britain, and others — which had contributed during the past year to the relief of the most urgent needs.

The President suggested that Sir Ronald Adam (U. K.) should be elected Vice-Chairman of the Commission, and that Mr. Brumbaugh (U. S. A.) should be elected Secretary.

Rules 1 and 2 are adopted:—

Dr. Wilson (Deputy Executive Secretary) made a statement on the future reconstruction and rehabilitation programme of Unesco, set forth in document Unesco/C/11.

Unesco's future policy in this domain would be developed along four main lines:—

1). All Unesco plans would in future be based upon the integration of reconstruction and rehabilitation projects in the general programme. It would be recommended that the Technical Sub-Committee should be liquidated, and the General Conference would be asked to appoint a special committee dealing with educational, scientific and cultural rehabilitation.

The problem of reconstruction was bound up with the equalization of the distribution of the world's Educational, Scientific and Cultural resources.

2). The voluntary relief organisations, both local and international, were the best reservoir of relief resources. Unesco should stimulate, facilitate and help the work of these organisations and should coordinate their efforts.

3). An intensified campaign should be launched to raise funds and secure material to help the work of the voluntary organisation. Although governments were not exempt from responsibility in this field, it was not proposed to ask them to allocate large sums for rehabilitation. The main burden of this work would be carried by voluntary organisations.

4). One responsibility which governments could properly be asked to assume was the provision of sufficient funds to enable Unesco to conduct the appeal campaign.

The chairman thanked Dr. Wilson, in the name of the Commission, for his excellent report.

The General Committee had decided to establish a Steering Committee consisting of the members of the General Committee and the chairman and vice-chairmen of the Commissions.

The delegate of Iran praised Dr. Huxley's report. Reconstruction was an essential task for Unesco and must extend to all devastated countries, whether they had been occupied or not.

The delegate of Canada wanted details about the devastated countries and their needs so that Canada could continue helping them. Canada was particularly interested in the children of Norway and the Netherlands but was ready to help children of any country.

The delegates of the Philippines and China stated that their countries had especially suffered from the war and had sustained heavy losses of men and material.

The Chairman mentioned that 63 million dollars were needed for the restoration of school buildings in the Philippine Islands and the material losses of China were assessed at 788 millions dollars.

### 5. REUNION DE LA COMMISSION POUR LA RECONSTITUTION DE L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

La séance est ouverte à 10 heures 30 sous la présidence de M. Drzewieski.

Le Président déclare que l'expérience de l'année dernière a montré que l'œuvre de l'Unesco doit comprendre la reconstitution de l'Education s'il doit s'adapter aux conditions du monde actuel. Il exprime sa profonde gratitude au Danemark, aux Etats-Unis d'Amérique, à la Grande-Bretagne et aux autres nations qui ont contribué pendant l'année écoulée au soulagement des besoins les plus urgents.

Le Président fait adopter la proposition selon laquelle Sir Ronald Adam (U.K.) est élu Vice-Président de la Commission et M. Brumbaugh (Etats-Unis), Secrétaire.

On adopte les points 2 et 3 de l'ordre du jour et M. Wilson fait une déclaration sur le programme futur de reconstitution contenu dans le document Unesco C/11.

La politique future de l'Unesco dans ce domaine devra suivre les quatre lignes de développement suivantes:

1) Tous les plans de l'Unesco seront basés sur l'insertion des projets de reconstitution dans le programme général. L'on recommandera la dissolution de la Sous-Commission Technique et l'on proposera à la Conférence Générale de nommer une Commission spéciale pour traiter de la reconstitution de l'Education, de la Science et de la Culture.

Le problème de la reconstitution a été lié à l'égalisation dans la distribution des ressources dans le domaine de l'Education de la Science et de la Culture.

2) Les organisations d'aide bénévole, aussi bien locales qu'internationales, sont le meilleur réservoir fournissant les moyens d'assistance. L'Unesco devrait stimuler, faciliter et aider ces organisations en coordonnant leurs efforts.

3) Une campagne plus énergique devrait être entreprise en vue de rassembler des fonds et d'obtenir du matériel pour ces organisations bénévoles. Bien que les gouvernements ne soient pas dépourvus de responsabilité dans ce domaine, aucune demande de subventions importantes n'a encore été formulée pour la reconstitution. Ceci incombera principalement aux organisations bénévoles.

4) L'aide des gouvernements sera justifiée en vue d'accorder les crédits nécessaires pour permettre à l'Unesco de développer sa campagne d'entraide.

Le Président remercie le Dr. Wilson au nom de la Commission pour son excellent rapport.

La Commission décide de nommer une Commission de coordination composée des Membres de la Commission générale, du Président ainsi que du Vice-Président des Commissions.

Le Président ouvre la discussion générale sur le projet présenté par le Secrétariat.

Le Délégué de l'Iran félicite le Dr. Huxley de son rapport. Il estime que la reconstitution est l'une des tâches essentielles de l'Unesco et qu'elle doit s'étendre à tous les pays dévastés par la guerre, qu'ils aient été occupés ou non.

Le représentant du Canada demande des renseignements détaillés sur les pays dévastés et sur ce dont ils ont besoin afin que son pays puisse continuer à leur venir en aide.

Le Canada s'intéresse particulièrement aux enfants de Norvège et des Pays Bas, mais il est prêt à aider les enfants de n'importe quel autre pays.

Les délégués des Philippines et de la Chine font remarquer que leurs pays ont particulièrement souffert de la guerre et qu'ils ont subi de lourdes pertes en homme et en matériel.

Le Président souligne qu'une somme de 63 millions dollars est nécessaire pour la remise en état des établissements scolaires aux Iles Philippines et que les pertes de matériel en Chine sont évaluées à 788 millions de dollars.

The Belgian delegate thought that the Budget estimates of administrative expenses were too high in comparison with the expenses of reconstruction and rehabilitation. The Budget figure of 10 million dollars was too little. He recommended calling upon Governments for a money contribution towards reconstruction, which he thought was the most important of Unesco's tasks.

Dr. Wilson drew attention to a typing error in the report: the budget figure was 100 million dollars, and not 10 million.

The delegate of Luxembourg suggested that relief work should be systematic and not left to private organisations. Enquiries should be made of governments which alone could give information about the damage to their countries and the immediate needs. Furnished with this information, the Commission could then make concrete proposals and a wise distribution of the funds at Unesco's disposal for this purpose.

The French delegate reminded the Commission that his country had greatly suffered during the war, and thanked those powers which had already given aid, in particular Canada, United States, Sweden, Denmark and Belgium. He admitted that other countries had been even more devastated and said that France was prepared to take a lower place in the queue.

He wished to stress again a few important points.

The Norwegian delegate thought also that Unesco should encourage private initiative. He suggested the setting up of National Commissions to encourage reconstruction work. In this effort the dominant factors were material and labour, not money. Unesco must coordinate, but should leave the choice of methods to the national bodies.

The meeting rose at 12.30 p.m.

General discussion was resumed at 3 p.m. under the chairmanship of Mr. Drzewieski.

The Greek representative expressed thanks on behalf of his country for the assistance given to the children of Greece, but important work remained to be done.

According to Unrra figures, 80 percent of primary schools in Greece had been damaged. He wanted a permanent staff to co-ordinate at once the efforts of the committees set up in the different countries.

The Indian delegate agreed with this statement and asked that the programme of the Organisation should be that of the equalisation of resources in education, science and culture.

The Danish delegate gave figures of loss and damage suffered during the war. The distribution of publicity on cultural conditions might be extremely important propaganda.

*« Thanks to one single pamphlet », he said, « the Teachers' Association in my country had collected five million Danish crowns, or approximately a million dollars. »*

Mr. Walker (Australia) stressed the need for international action for relief and rehabilitation, estimating that the result of UNRRA experiments might be of great assistance.

The United States delegate very rightly stressed the great part played by charity in relief work. Figures were quoted, such as the grant to Unesco of 225,000 dollars from the American Society in favor of students.

After speeches by delegates from the United Kingdom, and from Sweden, the French delegate revealed the opposing conceptions which may come to a clash in Unesco's work.

Before adjourning the meeting at 5.35 p. m. the chairman reminded members that all proposals or amendments to Dr. Wilson's report must be submitted in writing to the chairman before the following midday.

Mr. Mac Leish made a report on the work of Mr. John Maud and submitted draft proposals, which were approved, with the understanding that they would be printed and distributed. The meeting adjourned at 5.40 p. m.

Le délégué de la Belgique estime que, dans le budget proposé, les frais administratifs sont trop élevés par rapport aux dépenses prévues pour la reconstitution. Le chiffre hypothétique de 10 millions de dollars est trop bas. Il est d'avis d'imposer aux Gouvernements une contribution pécuniaire en faveur de la reconstitution, cette œuvre étant, à son avis, la plus importante des tâches de l'Unesco.

M. Wilson attire l'attention sur une erreur typographique qui s'est glissée dans le rapport: le chiffre prévu est de 100 millions de dollars et non de 10 millions de dollars.

Le délégué du Luxembourg suggère que cette œuvre de secours soit entreprise de façon systématique et ne soit pas laissée à l'initiative d'organisations privées. Il propose qu'une enquête soit faite auprès des Gouvernements, qui seuls peuvent donner les chiffres sur les dommages subis par leur pays et les besoins à satisfaire immédiatement. Munie de ces renseignements, la Commission pourra alors faire des propositions concrètes et répartir de façon judicieuse les sommes dont dispose l'Unesco dans ce but.

Le délégué de la France rappelle que son pays a beaucoup souffert au cours des années de guerre. Il remercie les puissances qui lui ont déjà porté secours et, en particulier le Canada, les Etats-Unis, la Suède, le Danemark, la Belgique. Il reconnaît que d'autres pays ont été encore plus ravagés que la France et il dit que celle-ci est prête à s'effacer pour laisser la priorité.

Le Délégué de la France désire souligner encore quelques points importants.

Le Délégué de la Norvège pense aussi que la tâche de l'Unesco doit consister à encourager les initiatives privées. Il suggère la constitution de comités nationaux ayant pour but de favoriser les efforts de reconstruction. Il souligne que dans cet effort les facteurs dominants sont le matériel et la main-d'œuvre et non l'argent. L'Unesco aurait un rôle de coordination mais laisserait le choix des méthodes aux organismes nationaux.

La séance est levée à 12 heures 30.

La discussion générale reprend à 15 heures sous la présidence de M. Drzewieski.

Le représentant de la Grèce exprime les remerciements de son pays pour l'aide reçue par les enfants de son pays, mais il reste un très grand travail à accomplir.

D'après les statistiques de l'UNRRA, 80 p. 100 des écoles primaires de la Grèce ont été endommagées.

Il souhaite qu'un personnel permanent coordonne sur place les efforts des Comités établis dans les différents pays.

Le Délégué de l'Inde s'associe à ces paroles en demandant que le programme de l'Organisation devienne bien celui de l'égalisation des ressources dans l'Education, la Science et la Culture.

Le Délégué du Danemark évoque les chiffres des pertes et dommages subis pendant la guerre.

La distribution des brochures sur les conditions culturelles peut constituer une propagande extrêmement importante.

*Grâce à une seule brochure, dit-il, l'Association des Professeurs de mon pays a recueilli 5 millions de couronnes danoises soit environ un million de dollars.*

M. Walker (Australie) souligne le besoin d'une action internationale de reconstruction et de reconstitution et il estime que le résultat des expériences de l'UNRRA pourra être d'un grand secours.

Les Délégués des Etats-Unis soulignent très justement la contribution des œuvres bénévoles dans l'œuvre de relèvement.

Des chiffres sont cités, comme le don à l'Unesco de 225.000 dollars de l'American Society en faveur des étudiants.

Après le Délégué du Royaume-Uni et de l'Irlande du Nord et l'Observateur de la Suède, le Délégué de la France dégage les conceptions qui risquent de s'opposer sur l'action de l'Unesco.

Avant de lever la séance à 17 heures 35, le Président rappelle que tous les textes de résolutions ou d'amendements du rapport de M. Wilson doivent être soumis par écrit à la Présidence demain avant midi.

M. Mac Leish faisant état des travaux de M. John Maud soumet un texte de propositions qui sont adoptées, étant entendu qu'elles seront imprimées et distribuées et la séance est levée à 17 heures 40.

**Swiss Radio.**

The Swiss Radio (Berne), announces that the Schwarzenbourg short wave transmitter is at the disposal of delegates from all countries to broadcast to their fellow-countrymen.

Delegates can record their speeches in the studio in room 540 of Unesco House. The records will be sent to Berne and the country concerned will be advised three days before the broadcast.

**Car service.***Night facilities.*

Two cars are in operation at night. Please telephone Kléber 64-25 or Kléber 52-00, extension 2069.

**Documents.**

Mr. Lloyd, Room 389, Telephone 2389.

The Head of the Documents Service is responsible for the translation and distribution of documents.

Delegations wishing to submit documents to the Conference or to one of its Commissions should hand them in duplicate to the Secretariat of the Conference, or of the Commission concerned.

Working documents will be distributed to the offices of Delegations on the fourth and fifth floors.

Any request or complaint concerning the issue or distribution of documents should be addressed to:

Miss Cooke, Room 617, Telephone 2617.

**7. DOCUMENTS DISTRIBUTED****Radio Suisse.**

La radiodiffusion Suisse (Berne), nous informe que l'émetteur d'ondes courtes de Schwarzenbourg se met à la disposition de MM. les délégués de toutes nations pour diffuser vers leur pays d'origine les déclarations que ces délégués voudraient adresser à leurs compatriotes dans leur langue.

MM. les délégués peuvent faire enregistrer leurs déclarations au studio de la Maison de l'Unesco (pièce 540).

Les disques seront envoyés à Berne. Les pays intéressés seront prévenus trois jours avant la diffusion.

**Voitures.***Service de nuit.*

Deux voitures restent en service dans la soirée pour assurer les transports de nuit (Kléber 64-25 et 52-00, poste 2069).

**Documents.**

Le chef du service des documents, M. Lloyd (pièce n° 389, téléphone n° 2389), assure la traduction et la distribution des documents.

Les délégations qui désirent soumettre un document à la Conférence ou à l'une de ses commissions sont priées de le remettre, en double exemplaire, au secrétariat de la Conférence ou des commissions.

Les documents de travail sont distribués dans les bureaux des délégations, aux 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> étages.

Toute demande ou réclamation concernant la publication ou la distribution des documents doit être d'abord adressée à Miss Cook (pièce n° 617, téléphone n° 2617).

**7. DOCUMENTS DISTRIBUES**

TITLE AND SYMBOL	Language of document Langue du document		TITRE ET COTE
	English Anglais	French Français	
<i>Document distributed in French.</i>		F	<b>Unesco C/13</b> Délégation américaine. Corrigendum 1 de la liste des Délégués.
<i>Document distributed in French.</i>		F	<b>Unesco C/13</b> Corrigendum 2 aux listes des délégations.
<b>Unesco C/13</b> Corrigendum 3. Alteration to the list of Czechoslovakia, Turkey and South African Union.	E	F	<b>Unesco C/13</b> Corrigendum 3. Modification apportée à la liste des délégations Tchéque, Turquie et Sud-Africaine.
<b>Unesco C/13</b> Corrigendum 4. List of the Unesco Delegates to the First Conference.	E	F	<b>Unesco C/13</b> Corrigendum 4. Liste provisoire du personnel des délégations à la première Conférence.
<b>Unesco C/15</b> Dr. Huxley's report to General Conference.	E	F	<b>Unesco C/15</b> Rapport du Dr. Huxley à la Conférence générale.
<b>Unesco C/16</b> Provisional agenda.	E	F	<b>Unesco C/16</b> Reconstruction et Réhabilitation.
<b>Unesco C/Proc/1</b> Draft amendments to rules of procedure.	E	F	<b>Unesco C/Proc/1</b> Amendements aux règles de procédure.
<b>Unesco C/Plen/5</b> Agenda.	E	F	<b>Unesco C/Plen/5</b> Agenda.
<b>Unesco C/Proc/3</b> Amendments to the Rules of Procedure.	E	F	<b>Unesco C/Proc/3</b> Amendements aux règlements antérieurs.
<b>Unesco Misc/22</b> Acceptance of Constitution.	E	F	<b>Unesco Misc/22</b> Discours sur l'acceptation de la Constitution.
<b>Unesco Misc/23</b> Dr. Carr's lecture on Education excerpts.	E	F	<b>Unesco Misc/23</b> Convention sur les privilèges et les immunités de l'O.N.U.
<b>Unesco Misc/24</b> Rules of Procedure of the Executive Board.	E	F	<b>Unesco Misc/24</b> Règlements intérieurs du Conseil Exécutif.
<b>Unesco Misc/25</b> Subsidiary agreements between UNO and UNESCO.	E	F	<b>Unesco Misc/25</b> Accords subsidiaires entre l'UNO et l'UNESCO.
<b>Unesco Misc/28</b> Speech of the Yugoslave Delegate.	E	F	<b>Unesco Misc/28</b> Discours Yougoslave.
<b>Unesco Misc/29</b> Speech of Mr. Hardman.	E	F	<b>Unesco Misc/29</b> Discours de M. Hardman.
<b>Unesco Misc/30</b> Offer by Czechoslovakian Government for world charts for use in agricultural vocational training.	E	F	<b>Unesco Misc/30</b> Offre faite par le Gouvernement tchécoslovaque des tableaux muraux destinés à être employés pour l'Enseignement professionnel agricole.

**8. BIOGRAPHICAL NOTES OF MEMBERS  
U. K. DELEGATION  
TO UNESCO CONFERENCE**

*Mr. David Hardman, J.P., M.P.*, the Parliamentary Secretary to the Ministry of Education, is the head of the British Delegation. He was educated at Coleraine Academical Institution (Ulster) and at Christ's College, Cambridge. During the war years, he took a big part in adult education in the Forces. He was elected to Parliament in 1945 as member for Darlington. Mr. Hardman has travelled and lectured in Europe and the U.S.A.

*Sir John Maud K.C.B.* is the Permanent Secretary of the Ministry of Education. After a distinguished academic career at Oxford and Harvard, he came to London in the capacity of Master of Birkbeck College. Before joining the staff of the Ministry of Education, he occupied for a time the position of Secretary at the Office of the Lord President of the Council. Sir John Maud was the leading British delegate to the Food Conference at Hot Springs and to the UNRRA Conference at Atlantic City.

*Sir Philip Morris C.B.E.* who is now the Vice-Chancellor of Bristol University, previously held the position of Director-General of Army Education (1944-46). He graduated at Oxford, and proceeded to London University where he gained a Teachers Diploma. He was appointed Director of Education for Kent in 1938, and held that position for five years. From 1942 to 1944 he served as a member of the Board of Education Committee on the training of teachers and youth leaders.

*Sir Ernest Pooley K.C.V.O.* is Chairman of the Arts Council of Great Britain. He is also a Member of the Senate and the Court of the University of London. In 1941, he became Master of the Draper's Company. He has served on two committees concerned with educational matters — the Goodenough Committee on Medical Education, and the Fleming Committee on Public Schools.

*Mr. J.-B. Priestley*, the well-known author and playwright was educated at Trinity Hall, Cambridge. During the First World War he served with the Duke of Wellington's and the Devon Regiments.

*Sir Robert Robinson*, the President of the Royal Society has been Waynflete Professor of Chemistry at Oxford since 1930. Prior to that date he occupied the Chair of Organic Chemistry at several different universities, including that of Sydney, N.S.W. From 1939 to 1941 he was President of the Chemical Society.

*Dr. Margaret Read, M.A. (Cantab) Ph.D.* Head of the Colonial Department Institute of Education, University of London was an Assistant Lecturer in Anthropology in the London School of Economics and later held a Research Fellowship of the International African Institute in Nyasaland and Northern Rhodesia. She also worked for five years in India, studying women's work and labour conditions.

*General Sir Ronald Adam K.C.B.* is the recently-appointed Chairman of the British Council. Educated at Eton and the Royal Military Academy, Woolwich, he had a distinguished military career, culminating in his appointment as Adjutant-General to the Forces in 1941. He held concurrently the position of Colonel Commandant of the Army Educational Corps.

*Mr. Ronald Gould J.P.* is to be General Secretary of the National Union of Teachers in succession to Sir Frederick Mander. He has had a long connection with the N.U.T.; from 1942 to 1943 he was President.

(to be continued.)

**8. NOTES BIOGRAPHIQUES SUR LES MEMBRES  
DE LA DELEGATION DU ROYAUME-UNI  
A LA CONFERENCE DE L'UNESCO**

*M. David Hardman, J.P., M.P.*, Secrétaire parlementaire du Ministère de l'Éducation est le chef de la Délégation Britannique. Il fut élevé à la Coleraine Academical Institution (Ulster) et au Christ's College, Cambridge. Pendant les années de guerre il s'intéressa vivement à l'éducation pour adultes dans l'Armée. En 1945, il fut élu au Parlement comme représentant de Darlington. Mr. Hardman a voyagé comme conférencier en Europe et aux États-Unis.

*Sir John Maud K.C.B.* est Secrétaire parlementaire du ministère de l'Instruction Publique. Ayant fait des études brillantes à Oxford et à Harvard il alla à Londres pour devenir Recteur de Birkbeck College. Avant de faire partie du Ministère de l'Éducation nationale, il fut pendant un certain Secrétaire auprès du Lord Président du Conseil. Sir John Maud fut le principal délégué britannique à la Conférence alimentaire de Hot Springs et à la Conférence de l'UNRRA à Atlantic City.

*Sir Philip Morris C.B.E.*, qui est maintenant Vice-Chancelier de l'Université de Bristol, était auparavant Directeur général de l'Éducation de l'armée (1944-1946). Diplômé de l'Université d'Oxford, il continua ses études à l'Université de Londres où il obtint un diplôme d'instituteur. Il fut nommé Directeur de l'Éducation pour le comté de Kent en 1938 et remplit cette charge pendant cinq ans. De 1942 à 1944, il fut Membre du Comité d'Éducation Nationale pour la formation des instituteurs et des chefs de la jeunesse.

*Sir Ernest Pooley K. C. V. O.* est Président du Conseil des Arts de la Grande-Bretagne. Il est aussi Membre du Sénat et du Tribunal de l'Université de Londres. En 1941 il devint Président de la Corporation des Drapiers. Il a fait partie de deux comités pour les questions d'éducation, le Comité Goodenough pour l'Éducation Médicale et le Comité Fleming pour les Ecoles Secondaires.

*M. J. B. Priestley*, l'auteur et dramaturge bien connu, fut éduqué à Trinity Hall, Cambridge. Pendant la première guerre mondiale il combattit dans les régiments Duke de Wellington et Devon.

*Sir Richard Robinson*, Président de la Royal Society, a été Professeur de Chimie à Oxford depuis 1930. Auparavant, il occupait la Chaire de Chimie Organique à plusieurs universités, dont celle de Sydney, New South Wales, Australie. De 1939 à 1941 il fut Président de la Chemical Society.

*Dr. Margaret Read M. A. (Cantab), Ph. D.* Chef du Département Colonial de l'Institut d'Éducation de l'Université de Londres, était Conférencière suppléante sur l'Anthropologie à l'École Économique de Londres et reçut une « Research Fellowship » (bourse pour recherches) de l'Institut International Africain du Nyasaland et de la Rhodésie du Nord. Elle travailla aussi pendant cinq ans aux Indes, étudiant les conditions de travail et de main-d'œuvre des femmes.

*General Sir Ronald Adam K. C. B.* est le Président, récemment nommé, du Conseil Britannique. Élevé à Eton et à l'Académie Militaire Royale il a derrière lui une carrière militaire distinguée dont le couronnement fut sa nomination comme Adjudant-Général des Forces Armées en 1941. Il exerçait en même temps les fonctions de Colonel Commandant du Corps Éducatif de l'Armée.

*M. Ronald Gould J. P.* deviendra le secrétaire Général de l'Union Nationale des Instituteurs, succédant à Sir Frederick Mander. Il a été associé pendant longtemps à l'Union Nationale des Instituteurs (N. U. T.); de 1942 à 1943 il en fut le Président. Un an plus tard il fut nommé Membre du Conseil Consultatif pour l'Éducation (Angleterre).

(à suivre.)

### 9. SECOND LIST OF SECRETARIES OF DELEGATIONS

#### Greece:

Secretary:  
Miss Julia Fissameno.  
Assistant Secretary:  
Mr. Bailakis. (Rooms 584, 586; Telephone 2584, 2586.)

#### Lebanon:

Secretary:  
Mr. Mahmond Banna. (Room 598; Telephone 2598.)

### 10. UNESCO MONTH

#### Musée pédagogique.

On the 22 november 1946 the inauguration ceremony of the International Exhibition of Education and Pedagogy, organised by Unesco Month, took place at the Musée Pédagogique, 29, rue d'Ulm.

Speeches were made by M. Lebrun, director of the Musée Pédagogique, Dr. Kuo Yu-Shou, Head of the Education Section of Unesco, Mr. Hartling, Danish Minister of Education, and a representative of the French Ministry of Education.

The following countries are taking part in the Exhibition: Australia, Belgium, Czechoslovakia, Poland, New Zealand, China, United Kingdom, France, Luxembourg, United States of America, Canada and Denmark. A stand was also reserved for educational reconstruction work undertaken by Unesco.

The Institute of Intellectual Cooperation is exhibiting its publications; the Bureau International d'Education is also represented and is showing a collection of books for children and young people.

The Exhibition is open daily, except Sundays, from 1 p.m. to 6 p.m. Educational films are being shown; the programme appears elsewhere in the *Journal*.

#### International Scientific Exhibition.

Palais de la Découverte.  
(Open daily from 10 a. m. to 5 p. m.)

Highlights of the Exhibition are:—

An exhibition of radar and television showing the latest models of radar apparatus designed for navigational purposes, experiments and demonstrations and new types of navigational charts. Visitors will be able to see a working television receiving set and a mobile television van. Contributors to this section include Great Britain, France, Canada and the United States.

An atomic energy exhibition which consists of 14 panels, from the United States.

A section on nuclear biology which will concentrate on studies made in recent years into the material basis of heredity. Great Britain, France, Belgium, Sweden and Canada will be among the contributors to this section.

A section on insecticides showing all the stages of research work that led to the creation of D.D.T. insecticides in Switzerland.

An exhibition on international scientific cooperation which shows scientific work carried out in China during the war, with inter-allied aid through exchange of scientific information, technical equipment and personnel.

A bibliographical section which consists of books, pamphlets and reprints dealing with the subjects of the exhibition and published by the various countries who are participating.

The exhibition on Pasteur and his work which France has generously placed under the aegis of Unesco for the duration of Unesco's Scientific Exhibition.

### 9. DEUXIEME LISTE DES SECRETAIRES DES DELEGATIONS

#### Grèce:

Secrétaire:  
Mlle Julia Fissameno.  
Secrétaire adjoint:  
M. Bailakis. (Pièces 584, 586; téléphone 2584, 2586.)

#### Liban:

Secrétaire:  
M. Mahmond Banna. (Pièce 598; téléphone 2598.)

### 10. MOIS DE L'UNESCO

#### Au Musée Pédagogique.

Le 22 novembre eut lieu au Musée Pédagogique, 29, rue d'Ulm, l'inauguration de l'Exposition internationale de l'Education et de l'Enseignement organisée dans le cadre du mois de l'Unesco.

A la cérémonie d'inauguration ont pris la parole M. Lebrun, directeur du Musée Pédagogique, le Dr. Kuo-Yu-Shou, chef de la Section d'Education de l'Unesco, M. Hartling, Ministre d'Education du Danemark, ainsi que le représentant du Ministère de l'Education.

Les pays suivants ont participé à l'Exposition: Australie, Belgique, Tchécoslovaquie, Pologne, Nouvelle-Zélande, Chine, Royaume-Uni, France, Luxembourg, Etats-Unis, Canada et Danemark. En outre, un stand est réservé à l'œuvre de reconstruction éducative entreprise par l'Unesco.

L'institut de Coopération intellectuelle expose ses publications; il en est de même pour le Bureau international d'Education, qui a apporté de Genève un choix de livres pour enfants et jeunes gens.

L'Exposition peut être visitée tous les jours de 13 heures à 18 heures, sauf les dimanches. Des séances de cinéma éducatif auront lieu et le programme se trouve dans le journal.

#### Exposition scientifique internationale.

Palais de la Découverte.  
(Ouvert tous les jours de 10 heures à 17 heures.)

Voici les grandes lignes de l'Exposition:

Une exposition du radar et de la télévision où différents types d'appareils de radar sont exposés, y compris les derniers modèles d'appareils de navigation. Le public peut contempler le fonctionnement d'un poste récepteur de télévision ainsi qu'un camion mobile de télévision. Au nombre des pays contribuant à cette exposition se trouvent la Grande-Bretagne, la France, le Canada et les Etats-Unis.

Une exposition sur l'énergie atomique comprenant 14 tableaux muraux organisée par les Etats-Unis.

Une section sur la biologie nucléaire porte surtout sur les études de ces quelques dernières années.

La Grande-Bretagne, la France, la Belgique, la Suède et le Canada apporteront, entre autres, leur contribution à cette section.

Une section des insecticides montre toutes les étapes successives du travail de recherche, jusqu'à la découverte finale des insecticides D. D. T. en Suisse.

Une exposition sur la coopération scientifique internationale montrant les travaux scientifiques accomplis en Chine pendant la guerre, avec l'aide des alliés, qui prit la forme d'échange d'information scientifique, de matériel technique et de personnel spécialisé.

Une section de bibliographie qui comprend des livres, des brochures et des ouvrages tirés à part sur les différents aspects de l'Exposition et publiés par les divers pays y participant.

L'Exposition consacrée à Pasteur et à son œuvre que la France a généreusement placée sous l'égide de l'Unesco pendant la durée de l'Exposition scientifique de l'Unesco.

**Important Notice.**

Mr. Léon Schiller will be unable to give the lecture scheduled to take place to-night, Tuesday 26 November at 5.45 p. m. at the Sorbonne.

**Reception at the Rohan Hotel.**

The reception in honour of the delegates to the First General Conference of Unesco will take place today, Tuesday, 26 November 1946 at the Hotel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris. The Minister of National Education and Mme. Naegelen will receive their guests from 6.30 p. m. to 8.30 p. m.

**Tuesday, 26 November**

Old Vic Theatre: « King Lear » Théâtre des Champs-Élysées at 8.30 p. m.

**FILM SHOWS DURING UNESCO MONTH****Tuesday, 26 November 1946**

2.30 p. m., Palais de la Découverte.  
Man, One Family (Great Britain).  
Native Earth (Australia).  
Black Friendship (France).  
To-day and To-morrow (Great Britain).

6 p. m., Palais de la Découverte.  
Frösland (Holland).  
The Locomotive (Poland).  
Proud City (Great Britain).  
Housing in New Zealand (New Zealand).  
Voici Ma Maison (Sweden).

2.30 p. m., Musée Pédagogique.  
A Better To-morrow (U. S. A.).  
Near Home (Great Britain).  
Cité Universitaire (France).

6 p. m., Musée Pédagogique.  
Salmon Trout (Czechoslovakia).  
Metamorphoses (Holland).  
The Toad (Denmark).  
The Life Cycle of the Onion (Great Britain).  
The Life of the Rabbit (Great Britain).  
The Sea Gull (Sweden).

**Permanent Exhibitions.**

International Exhibition of Science, Palais de la Découverte from 25 November to the end of December.

Until 15 January: International Exhibition of Pedagogy and Education. Musée Pédagogique, 29, rue d'Ulm, Paris.

Until 28 December. Musée d'Art Moderne, Quai de New-York (from 10 a.m. to 5 p.m., except Monday).

**TABLE OF CONTENTS**

	Page
1. Programme of Meetings.....	49
2. Agenda .....	50
Editorial Note.....	50
3. Meeting of the General Committee.....	50-51
4. Programme Commission.....	51-53
5. Reconstruction and Rehabilitation Commission.....	54-55
6. General Information.....	56-57
7. Documents distributed.....	57
8. Biographical Notes.....	58
9. Second list of secretaries of delegations.....	59
10. Unesco Month.....	59-60

Notices to be printed in English in the «Journal of the General Conference» of Unesco should be sent to the Editor, Mr. Lichtenberger, room 394, telephone 2394.

**Avis important.**

M. Léon Schiller, empêché, ne fera pas la Conférence qui était prévue pour ce soir, mardi 26 novembre, à 17 h. 45, à la Sorbonne.

**Réception à l'Hôtel de Rohan.**

La réception en l'honneur de MM. les délégués à la première Conférence générale de l'Unesco aura lieu aujourd'hui mardi 26 novembre 1946, à l'Hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, à Paris.

M. le ministre de l'Éducation Nationale et Madame Naegelen recevront leurs invités de 18 heures 30 à 20 heures 30.

**Mardi 26 novembre:**

Old Vic Theatre: « Le Roi Lear ». Théâtre des Champs-Élysées (20 heures 30).

**FILMS PRESENTES PENDANT LE MOIS DE L'UNESCO****Mardi 26 novembre 1946:**

14 heures 30, Palais de la Découverte.  
L'humanité, cette grande famille (Grande-Bretagne).  
Terres indigènes (Australie).  
Amitiés noires (France).  
Aujourd'hui et demain (Grande-Bretagne).  
18 heures, Palais de la Découverte.  
La Frise (Pays-Bas).  
La locomotive (Pologne).  
Londres, fière cité (Grande-Bretagne).  
Maisons en Nouvelle-Zélande (Nouvelle-Zélande).  
Voici ma maison (Suède).

11 heures 30, Musée Pédagogique.  
Un avenir meilleur (Etats-Unis).  
Les environs de notre ville (Grande-Bretagne).  
La Cité universitaire (France).

18 heures, Musée Pédagogique.  
La truite saumonée (Tchécoslovaquie).  
Métamorphose (Pays-Bas).  
Le crapaud (Danemark).  
La vie de l'oignon (Grande-Bretagne).  
La vie du lapin (Grande-Bretagne).  
Le goéland (Suède).

**Expositions permanentes.**

Exposition internationale Scientifique, Palais de la Découverte, du 25 novembre à fin décembre.

Jusqu'au 15 janvier: Exposition internationale de l'Enseignement et de l'Éducation. Musée Pédagogique, 29, rue d'Ulm, Paris.

Jusqu'au 28 Décembre: Musée d'Art Moderne, quai de New-York (de 10 heures à 17 heures, sauf lundi).

**TABLE DES MATIERES**

	Pages.
1. Programme des séances.....	49
2. Ordre du jour.....	50
Note de la Rédaction.....	50
3. Réunion du Bureau.....	50-51
4. Commission du programme.....	51-53
5. Commission pour la reconstitution de l'Éducation, la Science et la Culture.....	54-55
6. Informations générales.....	56-57
7. Documents distribués.....	57
8. Notices biographiques.....	58
9. Deuxième liste des secrétaires des délégations.....	59
10. Mois de l'Unesco.....	59-60

(\*) Les textes à insérer en langue française dans le Journal de la Conférence générale de l'Unesco doivent être adressés au Rédacteur en Chef, M. Henry Gardet, pièce 395, téléphone 2395.

Unesco

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation  
Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture

# JOURNAL

OF THE  
**GENERAL  
CONFERENCE**

DE LA  
**CONFÉRENCE  
GÉNÉRALE**



FIRST SESSION

PREMIÈRE SESSION

N° 20

Paris, 11 December 1946

Paris, 11 Décembre 1946

**I. CLOSING  
OF THE  
GENERAL CONFERENCE**

**First Session.**

The work of the General Conference of Unesco in Paris came to a conclusion on Tuesday, 10 December 1946 at 7.10 p.m.

The summary report of the last Plenary Meeting, held yesterday afternoon, will appear in Journal N° 21 on Thursday, 12 December 1946.

**2. SUMMARY REPORT  
OF THE PLENARY MEETING  
OF THE GENERAL CONFERENCE**

*Held at Unesco House,  
19, Avenue Kléber, Paris,  
Monday, 9 December 1946.  
(Afternoon Meeting)*

*Chairman: Mr. Hardman (United Kingdom).*

The Meeting opened at 3 p. m.  
The general discussion of the Commentary on the proposed Programme of Unesco (Doc/Unesco/C/23) was continued.

The delegate of India expressed his approval of the report of the Programme Commission and drew attention to the following sentence on page 4: « The present educational inequality between nations represents a danger to the peace of the world, which cannot become one if half of it remains illiterate ».

**I. CLOTURE  
DE LA  
CONFERENCE GENERALE**

**Première Session.**

Les travaux de la Conférence générale de l'Unesco ont pris fin à Paris, le mardi 10 décembre 1946 à 19 heures 10.

Le procès-verbal sommaire de la dernière séance plénière qui s'est tenue dans l'après-midi paraîtra dans le n° 21 daté du jeudi 12 décembre 1946.

**2. PROCES-VERBAL SOMMAIRE  
DE LA SEANCE PLENIERE  
DE LA CONFERENCE GENERALE**

*Tenue à la Maison de l'Unesco,  
19, Avenue Kléber, à Paris,  
le Lundi 9 Décembre 1946.  
(Après-midi.)*

*Président: M. Hardman (Royaume-Uni).*

La séance est ouverte à 15 heures.  
On procède à la suite de la discussion générale sur le Commentaire du Projet de Programme de l'Unesco: document Unesco/C/23.

Le délégué de l'Inde apporte son approbation au rapport de la Commission du Programme et attire l'attention des délégués sur une phrase de la page 4 où il est dit: « L'actuelle inégalité d'instruction entre les nations constitue un danger pour la paix du monde. Comment, en effet, unifier un monde dont une moitié demeure illettrée ».

The delegate of *India* wished:

1. Mention to be made, not only of regions with a low standard of literacy, but also of those which have not yet secured independence, and which are affected by famine;
2. That all political considerations should be set aside.

A debate took place on the question of the circulation of the report and on minor changes to be made in the published text. Paragraphs 3 page 1 and paragraph 4 of the English text were deleted.

The delegate of the *United Kingdom* asked exactly what form the published report would take.

*Dr. Huxley* replied that nothing had been officially decided. However, it had been fixed that the introduction prepared by Mr. MacLeish should be published as an integral part of the report.

The *United Kingdom* delegate thought that the main question was the priority to be given to the circulation of various parts of the report. He suggested the following:

1. The preamble.
2. The preamble plus the reports of Sub-Commissions.
3. The Green Book.

The Green Book should not be issued without the reports of the Sub-Commissions.

The *Chairman* said that if possible the wishes of the *United Kingdom* delegate would be followed.

There were no further comments, and the draft was *adopted*.

The Conference then considered the Draft Resolution submitted by the Unesco Month Sub-Committee (document Unesco/C/Unesco Month/1).

The delegate of the *United Kingdom* rapporteur of the Sub-Committee, stated that the question at issue was who should be responsible for organising the Unesco Month.

*Dr. Huxley* advocated some sort of co-operation and friendly rivalry between the host country and Unesco. He therefore suggested that points (a) and (b) should be combined.

The delegate of *Mexico* thought Unesco Month very important. In his opinion, it offered the public a clear and objective idea of what Unesco was. He asked that Unesco should be left free to take part in the organization and contribute to the expenses for the Unesco Month.

The *United Kingdom* delegate proposed the following amendments to the Draft Resolution on the Unesco Month (Doc. Unesco/C/Unesco Month/1).

1. In paragraph 2 a) omit the words « if possible »;
2. Combine paragraphs b) and a), making only one paragraph;
3. Replace paragraph c) (which would become b), by the following:

« The Secretariat should organize, with the authority of the Executive Board, and in agreement with the host country, manifestations designed to make known the general aims of Unesco and its achievements in one or two of its fields of activity ».

The above amendments were *adopted*.

The *Chairman* asked Mr. *Martinez Baez* (Mexico), Chairman of the Committee on Procedure, to read to the Conference the amendment on the language question, adopted that morning by the Committee (Doc. Unesco/C/24).

The amendment was read as follows:

« When the Conference is held in a country where the national language is neither of the two working languages, the Executive Board shall have the power to make special arrangements as to the use of the national language of the country concerned, during the Conference ».

The amendment was intended for inclusion as paragraph d) of Article 33 of the Rules of Procedure for the Conference.

The amendment was supported by the delegates of *China* and *New Zealand*.

The delegate of *Ecuador* said that it did not solve the language question. He insisted that Unesco adopt the same ruling as UNO, which was included in Articles 59 and 64 of the U.N. Rules of Procedure.

Le délégué de l'Inde voudrait:

1. Voir mentionner non seulement les régions illettrées, mais également celles qui sont affamées et encore assujetties;
2. Qu'on fasse abstraction de toute considération politique.

Un débat s'engage sur le mode de distribution du rapport et sur les changements à introduire dans le texte qui sera publié. Le paragraphe 3 (page 1) et le paragraphe 4 du texte anglais sont supprimés.

Le délégué du *Royaume-Uni* demande quelle sera la forme exacte sous laquelle le rapport sera publié.

Le *Professeur Huxley* répond que rien n'a été décidé officiellement, toutefois il a été décidé formellement que l'introduction préparée par M. MacLeish sera publiée comme partie intégrante du rapport.

Le délégué du *Royaume-Uni* pense qu'il s'agit uniquement de l'ordre de priorité de circulation, ordre qui devrait être le suivant :

1. Le préambule.
2. Le préambule plus les rapports des Sous-Commissions.
3. Le Livre Vert.

On ne devrait pas envoyer de Livre Vert sans l'accompagner du rapport des Sous-Commissions.

Le *Président* déclare que si cela est possible le désir du Délégué du *Royaume-Uni* sera réalisé.

Il n'y a pas d'autres commentaires. Le projet est *adopté*.

On procède ensuite à l'examen du Projet de Résolution du Sous-Comité du Mois de l'Unesco: document Unesco/C/Mois de l'Unesco/1.

Le délégué du *Royaume-Uni*, rapporteur du Sous-Comité, précise qu'il s'agit de savoir qui doit être chargé de l'organisation du Mois de l'Unesco.

Le *Professeur Huxley* préconise une sorte de coopération entre le pays hôte et l'Unesco, dans un esprit de compétition amicale, et il suggère, à cette fin, que les points a) et b) soient groupés.

Le délégué du *Mexique* estime que le Mois de l'Unesco est très important et qu'il permet de donner une idée objective et précise de ce qu'est l'Unesco. Il demande de laisser à l'Unesco la possibilité de contribuer à l'organisation et aux dépenses qu'entraînent les manifestations du Mois de l'Unesco.

Le Délégué du *Royaume-Uni* propose d'amender le projet de résolution sur le Mois de l'Unesco (Document Unesco/C/Mois de l'Unesco/1), de la façon suivante :

1. Au paragraphe 2, a) enlever les mots « si possible »;
2. Joindre le paragraphe b) au paragraphe a), afin qu'il n'y ait plus qu'un seul paragraphe;
3. Remplacer le paragraphe c) (qui deviendrait b), par le texte suivant:

« Le Secrétariat organiserait, sous l'autorité du Conseil exécutif et avec l'agrément du pays hôte, des manifestations pour démontrer les buts poursuivis par l'Unesco et les réalisations effectuées dans un ou deux de ses domaines d'activité ».

Ces amendements sont *adoptés*.

Le *Président* charge M. *Martinez Baez* (Mexique), Président du Comité du Règlement, de communiquer à la Conférence l'amendement adopté par ce Comité à sa séance du matin et concernant la question des langues. (Document/C/24).

Cet amendement est ainsi conçu:

« Lorsque la Conférence a lieu dans un pays dont la langue nationale n'est pas une des deux langues de travail, le Conseil Exécutif est autorisé à prendre des dispositions spéciales touchant l'emploi de la langue nationale du pays intéressé pendant la Conférence ».

Il est destiné à figurer, en tant que paragraphe d), à l'article 33 du règlement intérieur de la Conférence.

Les délégués de la *Chine* et de la *Nouvelle-Zélande* approuvent cet amendement.

Le délégué de l'*Equateur* déclare qu'il ne résout pas le problème des langues. Il insiste pour que l'Unesco admette sur ce point les règles adoptées par l'O.N.U. dans les articles 59 et 64 de son règlement.

This proposal had the support of the delegates of *Peru* and *Venezuela*.

The *President* put the proposal to the vote and it was *defeated*. The *President* then put to the vote the amendment submitted by the *Committee on Procedure*.

The amendment was *adopted*.

The *United Kingdom* delegate read out the text of a resolution which had been included in the speech made by Mr. Hardman (U. K.) at the morning meeting and which had not been submitted to the Conference for approval.

The resolution read as follows :

« The Conference expressed the hope that Unesco shall make representations to the Governments of all Member States to request that each, in the terms of its good will and capacity, shall do its utmost to implement and fulfil the programme of Unesco here defined ».

The delegate of the *United States* and the *Philippines* supported the proposal.

The Resolution was *adopted*.

The Meeting rose at 5.15 p.m.

#### Editorial Note.

All information published in the *Journal* is of a provisional nature.

Translations in the *Journal* are not to be regarded as complete or strictly accurate. Full translations will be supplied later by the Translation Section.

The final official report on the work of the General Conference of Unesco will appear as a special publication after the work of the Conference is completed.

### 3. GENERAL COMMITTEE

Meeting of Tuesday, 10 December 1946.

The Meeting opened at 9.45 a.m., with Dr. Y. B. Chao (China) in the Chair.

Delegates of the following countries were present : France, Mexico, Norway, Poland, Saudi Arabia, United Kingdom, Union of South Africa.

#### 1. Rules of Procedure of the Executive Board.

At the request of Sir John Maud (United Kingdom), a Member of the Executive Board, the General Committee agreed that the General Conference should examine the Rules of Procedure of the Executive Board at the beginning of the morning meeting. The Conference would first hear the Administrative and Financial Sub-Commission's Report on the question. The Chairman of the Executive Board would then speak.

The *South African* Delegate raised the question whether membership of the Executive Board was independent of a change of nationality. In reply it was stated that the members of the Executive Board were chosen initially from among the members of the various delegations to ensure that the various national cultures enjoyed equitable representation on the Executive Board; they would not cease to be members of the Executive Board if, for any reason, they ceased to be members of their national delegations. They had in fact been chosen for their competence and not as national representatives. They were elected for a period of three years regardless of any changes which might in the meantime be made in the composition of delegations.

#### 2. Draft Budget.

The *South African* Delegate was anxious that the Secretariat should make quite clear to the Conference whether the estimated budget of 7,500,000 dollars covered all the expenditure required to carry out the 1947 programme, or whether it covered only those parts of the programme considered to have priority over the others.

This request was noted by the Secretariat.

The Meeting rose at 10.40 a.m.

Les délégués du *Pérou* et du *Venezuela* appuient la proposition du Délégué de l'Equateur.

Le *Président* met aux voix cette proposition qui est *repoussée*. Le *Président* met alors aux voix l'amendement présenté par le Comité du Règlement.

L'amendement est *adopté*.

Le délégué du *Royaume-Uni* donne lecture d'une résolution, contenue dans l'intervention faite par M. Hardman (Royaume-Uni), à la séance du matin, mais qui n'avait pas été soumise à l'approbation de la Conférence.

Cette résolution est ainsi conçue :

« La Conférence émet le vœu que l'Unesco intervienne auprès des Gouvernements des Etats Membres pour leur demander, dans la mesure de leurs possibilités et de leur bonne volonté, de faire tout le nécessaire pour réaliser le programme de l'Unesco tel qu'il a été défini par la présente Conférence ».

Les délégués des *Etats-Unis* et des *Philippines* appuient cette proposition.

La résolution est *adoptée*.

La séance est levée à 17 heures 15.

#### Note de la Rédaction.

Tous les textes paraissant dans ce *Journal* ne revêtent qu'un caractère d'information provisoire.

En ce qui concerne les traductions, le *Journal de la Conférence générale* n'en donne pas de rigoureuses et complètes. Celles-ci seront fournies ultérieurement par le service de traduction.

Le document officiel définitif rendant compte des travaux de la Conférence générale de l'Unesco paraîtra après la clôture des travaux de la Conférence sous forme de document spécial.

### 3. BUREAU DE LA CONFERENCE

Séance du mardi 10 décembre 1946.

La séance est ouverte à 9 heures 45 sous la présidence de M. Y. B. Chao (Chine).

Sont présents les délégués des pays suivants : Arabie saoudite, France, Mexique, Norvège, Pologne, Royaume-Uni, Union Sud-Africaine.

#### 1. Règlement intérieur du Conseil exécutif.

Sur la demande de Sir John Maud (Royaume-Uni), membre du Conseil Exécutif, le Bureau décide que la Conférence générale examinera dès le début de sa séance de ce matin le règlement intérieur du Conseil Exécutif; elle entendra d'abord le rapport de la Sous-Commission administrative et financière sur cette question; puis, la parole sera donnée au Président du Conseil Exécutif.

Le Délégué de l'*Union Sud-Africaine* soulève la question suivante: la qualité de membre du Conseil Exécutif peut-elle se perdre dans le cas d'un changement de nationalité? Il lui est répondu que les membres du Conseil Exécutif, choisis à l'origine parmi les diverses délégations pour que soit assurée au sein du Conseil Exécutif une représentation équitable des diverses cultures, ne perdent pas leur qualité de membres du Conseil Exécutif, lorsque, pour une raison quelconque, ils ne font plus partie de la délégation de leur pays. En effet, ils ont été choisis pour leur compétence, et non à titre de représentants des pays, et ils sont élus pour trois ans, quels que soient les changements qui pourraient intervenir dans la composition des délégations pendant ce temps.

#### 2. Projet de budget.

En ce qui concerne le budget, le délégué de l'*Union Sud-Africaine* désirerait que le Secrétariat précisât de manière très nette devant la Conférence si le budget de 7.500.000 dollars qui avait été prévu comporterait la totalité des dépenses nécessaires à l'exécution du programme en 1947, ou seulement des parties du programme considérées comme prioritaires par rapport aux autres.

Le Secrétariat prend note de cette demande.

La séance est levée à 10 heures 40.

**4. SUMMARY REPORT  
OF THE PLENARY MEETING  
OF THE GENERAL CONFERENCE**

*Held at Unesco House,  
19, Avenue Kléber, Paris,  
Tuesday, 10 December 1946.*

Chairman: Mr. Roberts (Union of South Africa).

The meeting opened at 11 a.m.

The *President* announced that the first item on the Agenda was Document Unesco/C/25, concerning the additional articles to the Rules of Procedure of the General Conference relating to the Executive Board. He asked the Chairman of the Administrative and Financial Sub-Commission to present the document.

*Dr. Beeby* (New Zealand) briefly recalled the history of the document and said that he raised no objections to the unusual procedure adopted in this case. In order that this procedure might be in accordance with the Rules, he himself moved that the document should be adopted, without, however, involving his Sub-Commission in any way.

*Mr. Dore* (Canada) moved that the draft amendment proposed by the Executive Board be adopted.

The delegate of the *United States* urged the necessity of following, with regard to the Executive Board, the practice adopted by the United Nations. He deplored the rumours circulating about posts within Unesco becoming more and more numerous.

The *President* put the document to the vote, item by item. The document was then adopted as a whole.

The Delegate of Mexico interrupted the discussion to mention that representatives of Republican Spain visiting Unesco were present in the Hall. Loud applause followed this statement. The Delegate of Mexico, on behalf of his delegation, greeted the sister-nation, and expressed his sincere hope and faith in the Spanish Republic. He ended by saying that, until the Spanish problem was faced frankly, it would lie heavily upon the human conscience.

The Delegate of Colombia welcomed the representatives of « Eternal Spain ».

Proceeding with the Agenda, the *President* drew attention to Document Unesco/C/Misc. 75 Adress of the World Federation of Trade Unions at the General Conference of Unesco.

*Dr. Huxley*, Director-General of Unesco, stressed the importance of the World Federation of Trade Unions and the possibilities of cooperation between the two organisations, based on the similarity of their aims and ideals. The most important of these aims was to establish a lasting and « positive » peace.

*Dr. Huxley* gave a list of the fields in which the work of the two organisations was similar:

- Raising the general standard of education and culture of peoples.
- Campaign against racial, religious and other discrimination.
- Task of re-educating German and Japanese workers.
- Exchange of staff in all fields.
- Developping exchange of information.
- Reconciliation of opposing points of view (already done by the World Federation of Trade Unions, to be undertaken by Unesco, in the future).

*Dr. Huxley* ended with the hope that an agreement would be reached between the two organisations regarding the exchange of information, an agreement which the Executive Board would have to study.

The *President* explained that the question had only been raised for information.

**4. PROCES-VERBAL SOMMAIRE  
DE LA SEANCE PLENIERE  
DE LA CONFERENCE GENERALE**

*Tenue à la Maison de l'Unesco,  
19, Avenue Kléber, à Paris,  
le Mardi 10 Décembre 1946.*

Président : M. Roberts (Union Sud-Africaine).

La séance est ouverte à 11 heures.

Le *Président* annonce que la première question à l'ordre du jour est le document Unesco/C/25, concernant les Articles Additionnels au Règlement Intérieur de la Conférence Générale relatifs au Conseil Exécutif. Il demande au président de la Sous-Commission Administrative et Financière de présenter le document.

Le *Dr. Beeby* rappelle en quelques mots l'histoire du document et précise qu'il n'élève aucune objection contre la procédure inhabituelle adoptée dans ce cas. Pour rendre cette procédure conforme au règlement, il propose personnellement l'adoption du document, sans engager la responsabilité de sa Sous-Commission de quelque manière que ce soit.

*M. Doré* propose l'adoption du projet d'amendement proposé par le Conseil Exécutif.

Le délégué des *Etats-Unis* insiste sur la nécessité de se conformer, en ce qui concerne le Conseil Exécutif, aux pratiques qui sont suivies par les Nations Unies. Il regrette, par ailleurs, les bruits qui se répandent sur la multiplication des postes à l'Unesco.

Le *Président* fait procéder au vote du document paragraphe par paragraphe. Le document est ensuite adopté dans son ensemble par l'assemblée.

Le Délégué du *Mexique* interrompt les débats pour signaler la présence dans la salle de représentants de la République Espagnole, qui visitent l'Unesco. De longs et chaleureux applaudissements retentissent dans la salle. Le Délégué du *Mexique* salue, au nom de sa délégation, l'Espagne, sœur vénérée, et exprime son sincère espoir et sa foi en la République Espagnole. Il termine en déclarant que, tant que le problème espagnol ne serait pas abordé franchement, il pèserait d'un poids lourd sur la conscience de l'humanité.

En quelques mots touchants, le Délégué de la *Colombie* salue « l'Espagne éternelle » en la personne de ses représentants.

Passant à l'ordre du jour, le *Président* attire l'attention de l'assemblée sur le document Unesco/C/Misc. 75 — Adresse de la Fédération Syndicale Mondiale à la Conférence Générale de l'Unesco.

Le *Dr. Huxley*, Directeur général de l'Unesco, prend la parole pour souligner, à la fois l'importance de la Fédération Syndicale Mondiale, et les possibilités de coopération entre les deux organisations, possibilités qui sont fondées sur la similitude des buts et des idéaux. Le plus important de ces buts est l'établissement d'une paix durable et « positive ».

Le *Dr. Huxley* énumère les différents domaines dans lesquels le travail des deux organisations est comparable:

- Elévation du niveau de l'éducation et de la culture des peuples.
- Lutte contre les discriminations raciales, religieuses, etc.
- Travail de rééducation des travailleurs allemands et japonais.
- Echange de personnel dans tous les domaines.
- Développement de l'échange des informations.
- Conciliation des points de vue divergents (déjà effectués par la Fédération Syndicale Mondiale, doit l'être dans l'avenir par l'Unesco).

Le *Dr. Huxley* termine en exprimant l'espoir de voir se conclure un accord entre les deux organisations en vue d'un échange de renseignements, accord qui serait à étudier par le Conseil Exécutif.

Le *Président* précise que la question n'a été soulevée qu'à titre d'information.

The meeting proceeded to examine the report of the Administrative and Financial Sub-Commission (Document Unesco/C/Admin. and Jur. S. C. Ad. and Fin./26).

The *United States* Delegate, rapporteur of the Sub-Commission set out the nine important points of the report:

1. Budget.
2. Auditing of the Preparatory Commission's accounts.
3. Taxes on salaries, and indemnities paid by the Organization.
4. Secretariat of the Preparatory Commission.
5. Date when the Staff Regulations should come into force.
6. Date of bringing in the Financial Rules.
7. Communications with States Members.
8. Scale of contributions of the States Members.
9. Revolving Fund.

The *Belgian* delegate supported this report.

The Director General, Dr. *Huxley*, accounted for the estimates that had been made with regard to the various chapters and the reductions brought in by the Budget Commission.

*Sir Cecil Kish*, financial expert and counsellor, thought the question of extreme interest for the Organisation. It was essential that Unesco should receive a very firm financial basis. He stated that, on his arrival in Unesco, he came across several extraordinarily difficult questions and that the report itself was not as complete as was desirable. Studies had to be made of:—

1. The positions of Member States.
2. The position of the French Government, Unesco's generous host in France.
3. The position of Unesco itself.

Many countries would prefer to pay their contributions in their own currency. It was to be hoped that a considerable proportion of the payments would be made in French francs and that the countries which made a general use of dollars or pounds would place deposits with the head office of their banks. Officials responsible for Unesco's finances should keep in close touch with the French Treasury and the treasuries of other countries.

The delegate of the *United Kingdom*, speaking on behalf of his delegation, proposed an amendment to the resolution on page 2. He proposed that the figure of 6.950.000 dollars to cover the total activities approved for 1947 and all the expenses incurred up to 1 January 1947, should be increased by 1.500.000 dollars. The result of this proposal would be to raise the figure of 6 million dollars allotted for the most important activities of 1947 to 7.500.000 dollars (proposed by the Programme Commission for projects with a priority for 1947). He recalled that reconstruction was the most important task before them.

The *United Kingdom* delegate asked the meeting to consider the psychological significance that these discussions would have for the world and the governments. It was necessary to convince men that the development of collaboration in the spiritual realm was a vital necessity for the future of humanity.

The *Danish Delegate* supported this proposal.

The meeting rose at 12.45 p.m.

## 5. GENERAL INFORMATION

### Christmas Gifts for French children.

Attention is drawn to an exhibit of « Treasure Chests », sent as Christmas gifts to school children in Paris from school children in the United States. The chests, which are on display on the ground floor between the main counter and the Transport Office, contain pencils, pens, notebooks, illustrated books and scrap-books collected for French children by American youngsters.

Il est procédé à l'examen du rapport de la Sous-Commission financière et administrative: Document Unesco/C/Admin. et Jur. S.C. Ad. et Fin./26.

Le délégué des *Etats-Unis*, rapporteur de la sous-commission expose les neuf points importants du rapport:

1. Budget.
2. Vérification des comptes de la Commission préparatoire.
3. Impôts sur les traitements et les indemnités payés par l'Organisation.
4. Secrétariat de la Commission préparatoire.
5. Date de mise en œuvre du Règlement du personnel.
6. Date de mise en œuvre du Règlement financier.
7. Communications avec les Etats Membres.
8. Barème des contributions des Etats Membres.
9. Fonds de roulement.

Ce rapport est appuyé par le délégué de la *Belgique*.

Le Directeur général, M. *Huxley* justifie les évaluations faites en ce qui concerne les différents chapitres et les réductions apportées par la Commission du budget.

*Sir Cecil Kish*, expert et conseiller financier, estime que la question est d'intérêt capital pour l'Organisation. Il est essentiel que l'Unesco reçoive une base financière très solide. Il précise qu'en arrivant à l'Unesco il s'est heurté à différentes questions d'une grande difficulté, aussi le rapport n'est-il pas aussi complet qu'il aurait été souhaitable. Il s'agissait d'étudier:

1. La position des Etats Membres.
2. La situation du Gouvernement français, hôte généreux qui reçoit l'Unesco en France.
3. La position de l'Unesco elle-même.

Beaucoup de pays voudront payer leurs contributions dans leur propre monnaie. Nous espérons qu'une grande partie des versements sera effectuée en francs français et que les pays qui usent généralement du dollar ou de la livre pourront faire des dépôts dans leurs centres bancaires. Les fonctionnaires qui seront chargés de la question financière à l'Unesco devront rester en relation étroite avec la trésorerie française et les trésoreries des autres pays.

Le délégué du *Royaume-Uni* présente, au nom de sa délégation, un amendement à la résolution qui se trouve à la page 2. Il propose que le chiffre de 6 millions 950.000 dollars fixé pour l'ensemble des activités approuvées pour 1947 et pour toutes les dépenses engagées antérieurement au premier janvier 1947, soit augmenté de 1 million 500.000 dollars. Le résultat de cette motion serait donc d'élever le chiffre de 6 millions de dollars prévu pour les activités les plus importantes en 1947 à 7 millions 500.000 dollars (proposé par la Commission du Programme pour les travaux qui ont la priorité pour 1947). Il rappelle que la reconstruction est la tâche la plus importante qui incombe à l'Unesco.

Le délégué du *Royaume-Uni* demande de penser à la signification psychologique de ces débats pour le monde et les gouvernements. Il s'agit de convaincre les hommes que le développement de la collaboration dans le domaine de l'esprit est essentiellement vital pour l'avenir de l'humanité.

Le délégué du *Danemark* appuie cette motion.

La séance est levée à 12 heures 45.

## 5. INFORMATIONS GENERALES

### Cadeaux de Noël pour les enfants de Paris.

Nous attirons l'attention sur une Exposition de « Boîtes de Trésors » offertes par les écoliers des Etats-Unis aux écoliers de Paris à l'occasion de Noël. Ces boîtes — que l'on peut voir au rez-de-chaussée (entre le grand Comptoir et le Bureau des Transports) — contiennent des crayons, des porte-plumes, des cahiers, des livres illustrés et des albums pour collections, qui ont tous été recueillis par les enfants américains pour les enfants de France.

**New Cable Office**

The offices of the Western Union and Commercial Cables Companies have been moved to the ground floor and are now located in the corridor leading to the Conference Rooms, opposite Room No. 7. The telephone number is 2005.

**Library of the European Center  
of the Carnegie Endowment for International Peace.**

Mrs Perreux, Secretary General of the European center has informed the Libraries and Museums Section that members of delegations and of the Unesco Secretariat are cordially invited to make use of the reference library of this institution.

The address is: 173, Boulevard Saint-Germain, VI<sup>e</sup>.

The reading room is open daily from 10 a.m. to 12 noon and from 2 to 6 p.m.

**American Library.**

The Libraries and Museums Section informs us that members of delegations will be able to consult the collection of the American Library in Paris upon presentation of their card. The address is 9, rue de Téhéran, 8<sup>e</sup>.

**Bibliothèque Nationale.**

M. Julien Cain, Delegate of France and Administrative Head of the Bibliothèque Nationale, has kindly consented to place at the disposal of delegates and members of the Secretariat the Bibliothèque Nationale, rue de Richelieu. Books may be used on presentation of a delegate's card of staff pass.

**6. BIOGRAPHICAL NOTES OF DELEGATIONS  
TO THE GENERAL CONFERENCE****Cuba.**

*Dr. Hector de Ayala*, Head of the Delegation. Doctor in law, Doctor of political, social and economic sciences; graduated in diplomatic and consular law. Special envoy and minister plenipotentiary for Cuba in France and in Switzerland; leader of the Cuban delegation to the Paris Peace Conference.

*Mr. Luis Marino Perez*, Delegate; Attaché to the Cuban Legation in London.

**Irak.**

*Mr. Tahsin Kadry*, Minister for Irak in Paris and Leader of the Delegation of Irak to Unesco. Staff officer of the 4th Ottoman army, 1915; A. D. C. to H. M. King Faissal of Irak 1917; Chief A. D. C. to King Faissal, 1921; Chief Master of Ceremonies for King Faissal 1930; Councillor to the Irakian Legation at Teheran, 1936; Consul General at Bombay, India, 1937; Director of Consular Section and Master of Ceremonies in the Irakian Ministry of Foreign Affairs, 1938. Consul General in Beirut, 1939; Irakian minister plenipotentiary in Syria and Lebanon, 1943; Irakian minister plenipotentiary in Paris in 1946.

*Mr. Hikmet Abdulmejid*, Delegate of Irak to Unesco. Studied at a secondary school at Baghdad and at the American University of Beirut, taught at the Teachers Training School at Baghdad 1928-1932; was Director of Publishing and Translation at the Ministry of Education from 1932-1936; then Director of educational Missions at the Ministry of Education 1936-1940; was Director of Statistics and Educational Research, at the Ministry of Education 1940-1945; has been cultural attaché to the Royal Legation of Irak, London since 1945; has published « Algebra for intermediate Schools in Irak » and translated many articles on popular science from English into Arabic.

**Cables.**

Les bureaux de la Compagnie Western Union and Commercial Cables ont été transférés au rez-de-chaussée et se trouvent maintenant dans la galerie de la Salle des Conférences, en face de la chambre n° 7. Le numéro de poste téléphonique est 2005.

**Bibliothèque de la dotation Carnegie  
pour la Paix Internationale.**

Mme Perreux, secrétaire général du Centre européen, a informé la section des Bibliothèques et Musées que les membres des délégations et du Secrétariat de l'Unesco sont cordialement invités à faire usage de la Bibliothèque de cette institution.

Adresse: 173, boulevard Saint-Germain (6<sup>e</sup>).

La salle de lecture est ouverte tous les jours de 10 à 12 heures et de 14 à 18 heures.

**Bibliothèque Américaine.**

La Section des Bibliothèques et Musées nous communique que les membres des délégations pourront, sur présentation de leur carte, consulter les ouvrages et publications de la Bibliothèque Américaine à Paris: 9, rue de Téhéran (8<sup>e</sup>).

**Bibliothèque Nationale.**

M. Julien Cain, Délégué de la France et Administrateur de la Bibliothèque Nationale, a bien voulu mettre à la disposition de MM. les délégués et des membres du Secrétariat, la Bibliothèque Nationale, rue de Richelieu. Ils pourront consulter des livres sur présentation de leur carte de délégué ou de membre du Secrétariat.

**6. NOTES BIOGRAPHIQUES DES DELEGATIONS  
A LA CONFERENCE GENERALE****Cuba.**

*Dr. Hector de Ayala*, Chef de la Délégation. Docteur en Droit, Docteur en Sciences Politiques, Sociales et Economiques, Licencié en Droit Diplomatique et Consulaire. Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Cuba en France et en Suisse. Chef de la Délégation de Cuba à la Conférence de la Paix à Paris.

*M. Luis Marino Perez*, Délégué. Attaché à la Légation de Cuba à Londres.

**Irak.**

*M. Tahsin Kadry*, Ministre de l'Irak à Paris et Chef de la délégation de l'Irak à l'Unesco. Officier d'état-major de la 4<sup>e</sup> armée ottomane, 1915. A.D.C. de S. M. le Roi Faïçal, 1917. Chef A.D.C. de S. M. le Roi Faïçal d'Irak, 1921. Maître des Cérémonies de S. M. le Roi Faïçal d'Irak, 1930. Conseiller de la Légation de l'Irak à Téhéran, 1936. Consul général à Bombay, Inde, 1937. Directeur de la Section consulaire et Maître des Cérémonies au Ministère des Affaires Etrangères de l'Irak, 1938. Consul général à Beyrouth, 1936. Ministre plénipotentiaire de l'Irak en Syrie et au Liban, 1943. Ministre plénipotentiaire de l'Irak à Paris, 1946.

*M. Hikmet Abdulmejid*, Etudes secondaires à Bagdad et à l'Université américaine de Beyrouth. Professeur à l'Ecole Normale de Bagdad, 1928-1932. Directeur des Publications et des Traductions au Ministère de l'Education, 1932-1936. Directeur des Missions d'Education au Ministère de l'Education, 1936-1940. Directeur des Statistiques et des Recherches pédagogiques au Ministère de l'Education, 1940-1945. Attaché culturel de la Légation Royale de l'Irak à Londres, 1945. A publié « Algèbre pour les Ecoles Secondaires de l'Irak » et traduit en arabe plusieurs articles anglais sur la Science Populaire.

## Netherlands.

*Dr. J. J. Gielan*, Head of Delegation. Netherlands Minister of Education, Arts and Sciences; Doctor of Literature and Philosophy. Publications: « De Wandelende Jood in Volkskunde en Letterkunde »; numerous articles in *Revue de littérature comparée*: « Léon Bloy aux Pays-Bas », « De Dieter Verwey ».

*Dr. H. J. Reinink*, Secretary-General of the Netherlands Ministry of Education, Arts and Sciences; Doctor of Law.

*Madame C. A. Kluyver*, Head of the United Nations Section of the Netherlands Ministry of Foreign Affairs. Attended many League of Nations conferences as secretary to the Netherlands Delegation, also as adviser and alternate delegate. Published « Documents on the League of Nations » (1920); reviews in « *Annuaire Grotius* » and articles in various periodicals.

*Professor Dr. F. L. R. Sassen*, Doctor of Literature and Philosophy; member of the Royal Netherlands Academy of Sciences, Professor of Philosophy at Nijmegen, 1929 and Leiden 1946. Numerous publications on philosophical subjects; has published several works on the history of philosophy.

*Dr. Ph. J. Idenburg*, Doctor of Law, Director-General of Statistics. Member of International Institute of Statistics and of the Statistical Commission of United Nations. Publications on social, pedagogy and statistical subjects. Published « *De Staat en het Volksonderwijs en Engeland* ».

## Peru.

*Dr. Luis Alberto Sanchez*, Head of Delegation, Rector of University of Lima, Peru. Member of the Parliament of Peru. Writer.

*Senor Ventura Garcia-Calderon*, Peruvian Minister to Switzerland. Writer.

*Dr. Guillermo Lohmann-Villena*, Secretary, Madrid Embassy. Writer. University Professor.

(to be continued.)

## 7. UNESCO MONTH

## Today's Documentaries.

Wednesday, 11 December 1946

2.30 p.m., Palais de la Découverte.

The Electron (U. S. A.).  
Cathode Ray Tube (U. S. A.).  
H 2 S (Great Britain).  
The Electric Microscope (Switzerland).  
Liquide Idophore (Switzerland).

3 p.m., Musée Pédagogique.

Young People (Czechoslovakia).  
School for Canadians (Canada).  
Library of Congress (United States).  
Children's Charter (Great Britain).

The Road to Recovery (was produced by the International Students Service and shows life at the International Centres for students recovering from the War at Combloux and Leysin).

6 p.m., Palais de la Découverte.

Looking into the Water (Czechoslovakia).  
The Sea Urchin (Great Britain).  
Sticklebacks (Holland).  
Shadows on the Snow (Sweden).  
The Silkworm (Czechoslovakia).  
The Vampire (France).

6 p.m., Musée Pédagogique.

Village Life in Southern India (India).  
Vegetable Insects (Canada).  
Grain in Danger (Denmark).  
Birds of the Village (Great Britain).  
Fishing Partners (Canada).  
Ten Years of Work (Holland).

## Pays-Bas.

*Dr. J. J. Gielan*, Chef de la Délégation. Ministre de l'Education, des Arts et des Sciences des Pays-Bas. Docteur ès Lettres et Docteur en Philosophie. A publié: « De Wandelende Jood in Volkskunde en Letterkunde »; plusieurs articles dans la *Revue de littérature comparée*: « Léon Bloy aux Pays-Bas », « De Dieter Verwey ».

*Dr. H. J. Reinink*, Secrétaire général du Ministère de l'Education, des Arts et des Sciences des Pays-Bas; Docteur en Droit.

*Mme C. A. Kluyver*, Chef de la Section des Nations Unies au Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas. A participé à plusieurs Conférences de la Société des Nations en qualité de secrétaire, conseiller et membre de la Délégation des Pays-Bas. A publié « Documents sur la Société des Nations », 1920; comptes rendus dans l'« *Annuaire Grotius* » et des articles dans plusieurs périodiques.

*Professeur F. L. R. Sassen*, Docteur ès Lettres et Docteur en Philosophie; Membre de l'Académie Royale des Sciences des Pays-Bas. Professeur de Philosophie à Nimègue, 1929, et à Leyde, 1946. A publié de nombreux ouvrages sur des sujets philosophiques et sur l'histoire de la philosophie.

*Dr. Ph. J. Idenburg*, Docteur en Droit, Directeur général des Statistiques. Membre de l'Institut International des Statistiques et de la Commission des Statistiques des Nations Unies. A publié de nombreux ouvrages sur des questions sociales, pédagogiques et la statistique. Auteur de « *De Staat en het Volksonderwijs en Engeland* ».

## Pérou.

*Dr. Luis Alberto Sanchez*, Chef de la Délégation. Recteur de l'Université de Lima, Pérou. Membre du Parlement, Ecrivain.

*M. Ventura Garcia-Calderon*, Ministre du Pérou en Suisse. Ecrivain.

*Dr. Guillermo Lohmann-Villena*, Secrétaire à l'Ambassade de Madrid. Ecrivain. Professeur d'Université.

(à suivre.)

## 7. MOIS DE L'UNESCO

## Films documentaires.

Mercredi 11 décembre 1946:

11 heures 30, Palais de la Découverte.

L'Electron (Etats-Unis).  
Ampoule de Rayon Cathodique (Etats-Unis).  
H 2 S (Grande-Bretagne).  
Le microscope électrique (Suisse).  
Le liquide idophore (Suisse).

15 heures, Musée Pédagogique.

Jeunes Gens (Tchécoslovaquie).  
Ecole pour Canadiens (Canada).  
Bibliothèque du Congrès (Etats-Unis).  
La Charte des Enfants (Grande-Bretagne).  
Le Chemin de la Guérison (Production du Service International des Etudiants; montre la vie des étudiants convalescents de la Guerre dans les Centres Internationaux de Combloux et de Leysin).

18 heures, Palais de la Découverte.

En observant l'eau (Tchécoslovaquie).  
L'oursin (Grande-Bretagne).  
Les épinoches (Pays-Bas).  
Ombres sur la neige (Suède).  
Le ver à soie (Tchécoslovaquie).  
Le vampire (France).

18 heures, Musée Pédagogique.

La vie rurale dans l'Inde méridionale (Inde).  
Parasites des légumes (Canada).  
Le grain en danger (Danemark).  
Les oiseaux du village (Grande-Bretagne).  
Chercheurs de la mer (Canada).  
Dix années d'efforts (Pays-Bas).

## UNESCO MONTH (continued)

## Visits organised by the French Delegation.

## Wednesday, 11 December

## Visit to the Petit Palais.

Visit, prior to opening, of a remarkable exhibition of French contemporary painting. Meeting at 3 p. m. Main entrance.

## Thursday, 12 December

Henry Merckel and Mme Pignet Caillard, Sonatas 1, 2, 3 and 5 by Beethoven. Salle de l'École Normale de Musique (7 p. m.). (For tickets please hand in names to Unesco House, Room 319).

## Visit to the Palais de la Découverte.

A visit to the Palais de la Découverte has been arranged on Wednesday, 11 December 1946, at 10.30 a.m. for the Delegates to the First General Conference of Unesco.

Participants meet at 10.15 a.m. in front of the Palais entrance, Avenue de Selves. (Metro Champs-Élysées-Clemenceau).

## Collège Diderot.

As several foreign delegates have expressed a wish to visit a French vocational school, the French Delegation to the Unesco General Conference is organising a visit to the Collège Diderot on Wednesday, 11 December at 10 a.m.

The Collège Diderot is an industrial school for the training of foremen. Address: 60, Boulevard de la Villette (19°).

There will be a service of cars from 9.30 a.m., and those who wish to go are asked to apply to Madame Arnaud in Room 4.

## Gobelins Tapestry.

The French delegation is also arranging, for the same day at 3.00 p.m., a visit to the Gobelins Tapestry Works, and would be glad to show some aspects of a characteristically French art.

Cars will again be provided for visitors, who are asked to hand in their names to Madame Arnaud in Room 4. Cars will leave from 2.30 p.m. on. Address: 1, rue Berbier-du-Mets.

## Permanent Exhibitions.

International Exhibition of Science, Palais de la Découverte from 25 November to the end of December.

Until 15 January: International Exhibition of Pedagogy and Education. Musée Pédagogique, 29, rue d'Ulm, Paris.

Until 28 December. Musée d'Art Moderne, Quai de New-York (from 10 a.m. to 5 p.m., except Monday).

## TABLE OF CONTENTS

	Page
1. Closing of the General Conference.....	189
2. Summary Report of the Plenary Meeting of the General Conference (continuation of the Meeting of 9 December 1946).....	189-191
Editorial Note.....	191
3. General Committee.....	191
4. Summary Report of the Plenary Meeting of the General Conference on 10 December 1946.....	192-193
5. General Information.....	193-194
6. Biographical Notes (Cuba, Irak, Netherlands, Peru)....	194-195
7. Unesco Month.....	195-196

Notices and communications in English for insertion in the Journal of the General Conference of Unesco should be sent to the Editor, Mr. Lichtenberger, room 394, telephone 2394.

## MOIS DE L'UNESCO (suite)

## Visites organisées par la Délégation française.

## Mercredi 11 décembre:

## Petit Palais.

Visite, avant l'inauguration, d'une remarquable exposition de peinture française contemporaine. Rendez-vous à 15 heures, entrée principale.

## Jeudi 12 décembre:

Henry Merckel et Mme Pignet Caillard, Sonates 1, 2, 3 et 5 de Beethoven. Salle de l'École Normale de Musique (21 heures). (Prière de s'inscrire pour les billets à la Maison de l'Unesco, bureau 319).

## Visite du Palais de la Découverte.

Une visite du Palais de la Découverte est organisée Mercredi 11 Décembre 1946 à 10 heures 30 du matin en l'honneur de MM. les Délégués à la Première Conférence générale de l'Unesco.

Rendez-vous à 10 heures 15 devant l'entrée du Palais, avenue de Selves (Métro Champs-Élysées-Clemenceau).

## Collège Diderot.

Un certain nombre de délégués étrangers ayant manifesté le désir de visiter une école professionnelle française, la Délégation française à la Conférence générale de l'Unesco organise une visite au Collège Diderot le mercredi 11 décembre, à 10 heures.

Le Collège Diderot est une école industrielle qui forme des contremaîtres. Adresse: 60, boulevard de la Villette (19°).

Un service de voitures fonctionnera à partir de 9 heures 30. Les personnes qui voudront prendre part à cette visite sont priées de s'inscrire chez Mme Arnaud, chambre 4.

## Tapisseries des Gobelins.

La Délégation française organise également ce même jour, à 15 heures, une visite de la Manufacture Nationale des Gobelins, et serait heureuse de présenter quelques aspects d'un art proprement français.

Un service de voitures sera également mis à la disposition de ceux qui voudront s'y rendre et qui pourront donner leurs noms à Mme Arnaud, chambre 4. Le départ aura lieu à partir de 14 heures 30. Adresse: 1, rue Berbier-du-Mets (13°).

## Expositions permanentes.

Exposition internationale Scientifique, Palais de la Découverte, du 25 novembre à fin décembre.

Jusqu'au 15 janvier: Exposition internationale de l'Enseignement et de l'Éducation. Musée Pédagogique, 29, rue d'Ulm, Paris.

Jusqu'au 28 Décembre: Musée d'Art Moderne, quai de New-York (de 10 heures à 17 heures, sauf lundi).

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
1. Clôture de la Conférence générale.....	189
2. Procès-verbal sommaire de la séance plénière de la Conférence générale (suite de la séance du 9 Décembre 1946).....	189-191
Note de la Rédaction.....	191
3. Bureau de la Conférence.....	191
4. Procès-verbal sommaire de la séance plénière de la Conférence générale (réunion du 10 décembre 1946. Matin).....	192-193
5. Informations générales.....	193-194
6. Notes biographiques (Cuba, Irak, Pays-Bas, Pérou).....	194-195
7. Mois de l'Unesco.....	195-196

(\*) Les textes à insérer en langue française dans le Journal de la Conférence générale de l'Unesco doivent être adressés au Rédacteur en Chef, M. Henry Gardet, pièce 395, téléphone 2395.